$< ra \simeq$

1000

 $\mathcal{A}_{i}^{\pm}=\{\phi_{i+1},\phi_{i}\}$

C.R.

117 514

nt a un restate

the first series

雑さこ :

STATE OF

1950年

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

Nº 13538 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 7-LUNDI 8 AOUT 1988

M. Baker à la rescousse de M. Bush

Comme prévu. M. James Baker a démissionné. le vendredi 5 août, de ses fonctions de secrétaire au Trésor pour prendre la direction de la campagne électorale du viceprésident Bush. Soucioux de rassurer la communauté financière, le président Reagan a simultanément annoncé que la succession de son grand argentier serait assurée par le banquier Nicholas Brady. Le choix de ca pilier de l'establishment à Wall Street vise à éviter les remous au moins jusqu'à l'élection de novembre. M. Resgan a d'ailleurs souligné que M. Brady veillera à la « continuité de notre politique économique ». Il est d'autant plus douteux que le nouveau secrétaire au Trésor soit en mesure de prendre d'importantes initiatives que son expérience des négociations économiques et financières internationales a été jusqu'à présent fort limitée.

M. Baker était en tout cas attendu comme le messie dens l'entourage du candidat républicain. Ce fidèle ami de M. Bush est en effet un vétéran des campegnes électorales. Même si son concours n'a pas toujours assurá le succès des candidats qu'il a soutenus — le président Ford par exemple, battu en 1976 par Jimmy Carter, - il est considéré comme un « animal politique » doué d'un sens aigu de la communication. Son engagement est un stout de taille pour le viceprésident Bush, à l'heure où calui-ci est nettement distanci par le gouverneur Dukakis dans la course à la Maison Blanche.

Parti républicain et de quelques économistes professionnels, qui le considérent comme « un amateur intelligent ayant eu de la chance », la classe politique est, dens son ensemble, très favorable à M. Baker. Il a été pour M. Reagan l'homme indispensable, maintenant de bonnes relations avec le Congrès et maniant les médius avec besucoup d'habi-

Ca riche petricien, à l'abri des problèmes d'argent, a surtout une solide réputation d'intégrité, qui contraste avec celles de quelques-uns des membres d'une administration éclaboussee ces derniers mois par les scandales les plus divers.

Comme un bonhour n'arrive jamais soul. M. Bush vient d'apprendre sans doute avec soulagement - que le procès d'Oliver North. ancien lieutenant-colonel des marines au centre de la triste sega de l'« lrangate » n'aurait lieu qu'après l'élection présidentielle du 8 novembre. C'est un risque de moins de voir déballer en justice qualques détails sup-plémentaires d'une histoire dans laquelle le rôle du vice-président sortant n'a pas toujours été de la plus grande clarté.

Cet heureux ajournement judiciaire, joint à la caution de M. Baker, suffira-t-il à faire rattraper à M. Bush son retard dans les intentions de vote des électeurs? Du moins, la campagne du candidat républicain se présente-t-elle aujourd'hui sous de meilleurs auspices qu'hier.

(Lire nos informations page 14.)



Les négociations entre Pretoria, Luanda et La Havane

Premier accord sur un règlement dans le sud-ouest de l'Afrique

La réunion de Genève entre Angolais. Cubains et Sud-Africains, s'est conclue, le vendredi 5 août, par un accord dont le contenu ne sera révélé qu'au début de la semaine prochaine. Celui-ci porte sur les « mesures nécessaires » pour régler les conflits dans le sud-ouest de 'Afrique, mesures qui comporteraient notamment un cessez-le-feu. Rendez-vous a été pris pour une nouvelle série de discussions à la fin d'août. Le médiateur américain, M. Crocker, a qualifié l'accord de - pas en avant -.

Les négociations entre Angolais, Cubains et Sud-africains avancent pas à pas. La réunion de Genève - la quatrième après celles de Londres, Brazzaville et Le Caire - n'a pas permis des progrès décisifs même si, d'entrée de jeu, les autorités de Pretoria avaient cru bon de rendre public un calendrier de paix très détaillé, aussitôt rejeté, comme on pouvait s'y attendre, par Luanda et

L'accord conclu à Genève ne porte donc que sur des « mesures nécessaires » pour régler les conflits dans le sud-ouest de l'Afrique. Bien que les parties prenantes se soient engagées à ne divulguer aucun détail avant le lundi 8 août, beaucoup d'observateurs pensent qu'il pourrait s'agir d'un cessez-le-feu. Déjà, une trêve

tacite s'est imposée sur le terrain

depuis la signature, le 20 juillet,

de l'accord-cadre de New-York.

Le médiateur américain, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines, a qualifié l'accord de Genève, de « pas en avant ». De nouvelles négociations devraient s'ouvrir au cours de la semaine du 22 août. Il sera alors temps, si tout a été fait pour éviter des dérapages sur le terrain, d'aborder la négociation au fond, à savoir le retrait des troupes cubaines d'Angola, les conditions d'accession de la Namibie à l'indépendance et l'assistance aux mouvements de guérilla qui, pour le moment, n'ont pas encore été associés à ces pourparlers de paix.

(Lire nos informations page 4.)

Salaires, emploi, Sécurité sociale

Le gouvernement prévoit une rentrée sociale difficile

Le gouvernement et le patronat s'inquiètent d'une rentrée » sociale que la CGT annonce déjà chaude. Selon le patronat de la métallurgie, « une césure dans le climat social risque de se produire à l'automne ». Les appels à l'action de la centrale de M. Krasucki pourraient avoir davantage d'échos, sur fond de mécontentement à propos des salaires. Dans le conflit des mineurs de Gardanne la CGT a accepté une réunion avec le ministre de l'industrie, lundi (lire page 14).

Les Conseils de Krasu-Juté: JE PRÉVOIS DES EMBOUTEULAGES MONSTRES DU SEPTEMBRE ENTRE LA GASTILLE ET LA RÉPUBLIQUE

Lire page 11 l'article de MICHEL NOBLECOURT

La lutte antiterroriste en Espagne

Madrid attend de Paris de nouvelles formes de coopération PAGE 14

Nouvelle-Calédonie

Les avocats du FLNKS demandent l'amnistie pour les crimes de sang PAGE 5

Les projets d'Antenne 2

Cinq feuilletons français dès la rentrée PAGE 7

Empreintes génétiques

Pour la première fois en France, un violeur présumé soumis au test PAGE 6

Le sommaire complet se trouve en page 14

La démocratie minée par la crise économique

L'Argentine à la dérive

avec scepticisme par l'opinion. La crise a entamé le crédit du président Alfonsin, ce qui fait le jeu du péronisme dans la perspective des élections du printemps prochain.

BUENOS-AIRES de notre envoyé spécial

Avec le tango et l'inflation, nous allons aux élections. Tel est le titre d'une revue de cabaret en vogue depuis des mois à Buenos-Aires et qui ne devrait pas de sitôt disparaître de l'affiche. A en juger du moins par les réactions de dérision et d'hostilité que provoquent les graves décisions économiques et financières annoncées le 3 août par le gouverne-ment du président Alfonsin, après trois jours de fermeture des banques. Malgré une mise en scène dramatique, les Argentins conti-nuent de douter, sinon de désespérer. Ce énième train de mesures anti-inflationnistes, baptisé « plan Primavera » (« Printemps ») on est à court de dénominations... - risque fort de connaître l'insuccès des multiples précé-

Croulant sons le poids de la dette extérieure, affectée par les vertiges de l'hyperinflation (25 % en juillet, 160 % en sept mois). l'économie est exsangue. M. Raul Alfonsin paraît davantage discrédité, et les Argentins, qui ont perdu en moyenne un quart de leur pouvoir d'achat depuis le retour à la démocratie, s'adonnant un peu plus au dépit, à l'humour noir, quand ils ne se prennent pas à rêver de l'impossible... La tentation est grande, dans la perspec-tive des prochaines élections du printemps 1989...

Avec la désignation, en juillet, des principales candidatures à la présidence, la campagne a déjà commencé. Le temps presse pour M. Alfonsin, et c'est notamment pourquoi il vient de lancer ce nouveau plan. Il ne peut se représenter lui-même, mais il espère

Le traitement de choc encore réduire les dérapages écoannoncé récemment à Buenos- nomiques et soumettre ainsi dans 16 août - près de deux semaines, Aires pour restaurer l'écono- les meilleures - ou les moins mie argentine a été accueilli mauvaises – conditions le candidat de son parti (radicai), M. Eduardo Angelos, au choix des électeurs.

> * Trop peu, trop tard », écrivait l'éditorialiste de la Nacion au lepdemain de l'annonce des dernières mesures. Elles sont pourtant, à première vue, impression-

nantes : gel des prix jusqu'au c'est beaucoup en Argentine – et limitation (de 1,5 % à 3,5 %) des augmentations pour les trois mois suivants; dévaluation de la monnaie (l'austral) d'environ 12 % et nouvelle régulation des changes : restriction sévère des dépenses gouvernementales en matière de

grands équipements. FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

Yvonne Rebeyrol

LUCY

ET LES SIENS

Chroniques préhistoriques

Yvonne Rebeyrol retrace dans ce livre l'histoire très ancienne de l'homme, au fil de vingt-cinq ans de découvertes paléontologiques et d'études préhistoriques.

C'est à une véritable initiation à l'évolution de l'humanité que nous convient ces « chroniques préhistoriques , publiées dans Le Monde depuis plus de deux décennies.

Une co-édition

LA DÉCOUVERTE/LE MONDE

Du Louvre à la Défense

Les surprises de la perspective

Les Français commencent à ferons l'expérience sur un point Défense, en passant par l'Arc de triomphe, est considérée comme l'une des plus prestigieuses et des plus longues (8 kilomètres) du monde. Son prochain achèvement avec la Pyramide de verre et la grande Arche fera-t-il taire les polémiques?

La Pyramide du Louvre, en attendant le véritable Grand Louvre, et l'arche de la Défense sont en voie d'achèvement. A l'est, la cour Napoléon va être rendue au public dans les mois à venir, et il faudra attendre 1989 pour qu'à l'ouest l'œuvre de Spreckelsen participe aux festivités du bicentenaire de la Révo-

Aura-t-on, d'ici là, oublié les polémiques? La réalité tangible de l'architecture en viendra-t-elle à bout, ou bien les passions s'échaufferont-elles à nouveau, avec leurs cortèges d'arguments vrais ou outrés, et parfois même leurs contrevérités? Rien n'est moins sûr. En matière d'architecture et d'urbanisme, l'équilibre entre la brutalité et la frilosité est bien difficile à trouver, et cet équilibre reste bien difficile à comprendre quand l'ouvrage, une fois achevé, oblitère les autres choix possibles qui se présentaient avant l'adoption d'un pro-

On croit alors pouvoir juger « sur pièces ». Mais la complexité de la ville interdit en fait ce regard simple et de prétendue bonne foi sur l'objet architectural, qu'il soit arche, pyramide, ou modeste gymnase à l'intersection de deux rues. Pour éliminer au moins les contrevérités, le témoignage de la photographie peut se révêler un allié précieux, voire un appoint essentiel.

Ainsi à quatre reprises, chaque samedi du mois d'août, nous en

découvrir la nouvelle perspec- ou problème sensible de Paris. live qui, du Louvre à la En commençant, aujourd'hui bien sûr - à tout seigneur tout honneur. - par le fameux axe qui relie le Louvre à l'ouest de Paris, sous le nom de • perspective de la Défense ».

> Tandis que les polémiques se sont concentrées sur la malheureuse Pyramide de M. Pei, qui n'est jamais que la verrière de l'immense entrée du futur Grand Louvre, elles se sont focalisées, à l'autre extrémité, non sur l'Arche elle-même, dont la nouveauté radicale a laissé cois les critiques, mais sur le risque qu'elle faisait courir à la sacro-sainte perspec-

> Une perspective, quelle perspective? Suivi pas à pas, à hauteur d'homme, l'axe principal de Paris ne correspond guère aux clichés. Parce qu'il n'est pas droit, la cour Napoléon formant un angle sensible avec les Champs-Elysées. Parce qu'il n'est pas plat, mais composé d'une suite de montées et de descentes qui interdisent la continuité du regard. Parce qu'il est ponctué de monuments heureux, comme l'obélisque, ou lourds, comme l'Arc de triomphe, qui interdisent à la vue l'excès de liberté et les plaisirs de l'horizon. Parce que l'arche de la Défense, sauf sur une part limitée des Champs-Elysées, n'est vraiment perceptible qu'après l'Étoile. Enfin, parce que la pyramide est le monument le plus invisible depuis cet axe : elle se trouve en effet masquée par le Carrousel, en raison du décrochement du Louvre.

Si les deux opérations doivent se solder par des défauts, ils ne sont donc pas à chercher dans ces deux directions.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

Voir page 8 notre reportage photographique

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Merce, 6 dic.: Tuninia, 700 m.; Allemagna, 2,50 DM; Autriche, 20 ach.: Belgique, 40 fr.; Canada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Denement, 10 kr.; Espagna, 175 per.; G.-B., 60 p.; Grica, 180 dr.; Vanda, 50 p.; Italia, 2 000 L.; Linguis, 9,400 DL; Lunembourg, 40 £; Morridge, 13 kr.; Paye-Bas, 2,50 (L.; Portugal, 130 atc.; Sénégal, 335 F CFA; Suida, 14 cs.; Suese, 1,80 fr.; USA, 1.50 \$; USA (West Count), 2 \$.

Dates

Le Monde

7. RUE DES ITALIENS, 76427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télez MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde André Fostaine, ceur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beave-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) Amiré Laurens (1982-1985)

> Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social:

620 000 F

ux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, Jondateur

Administrateur général : Bernard Wouts. Réducteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Mouttessy, 75007 PARIS (ël : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Têlex MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

emission paritaire des journaux et publications, p^e 57 437 ISSN : 0395 - 2037 nents au (1) 42-47-99-61.

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

	THE PRANCE MEMBERS SUBSE ACTURES							
Tarif	TRANCE		SUESEE	PAYS				
3	354 F	399 F	594 F	687 F				
6	mF	762 F	972 F	1 337 F				
?	954 F	1 029 F	144F	1952 F				
1=	1 260 F	1 300 F	1 200 F	2 530 F				

ÉTRANGER:

Par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN

accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définités ou provincies : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE								
3 mois	6 mois	9 mois	im D					
Nom:			_					
	_							
Adresse								
Code p			-					

Pays:

Le Monde **ÉCONOMIE**

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Il y a trente ans

La croisière du « Nautilus » sous le pôle Nord

E lundi 4 août 1958 à 4 h 15 du matin (heure française), le sousmarin américain à propulsion marin americain a propussion nucléaire Nautilus passait sous le pôle Nord. Il était parti discrètement de Pearl-Harbor, aux îles Hawaii, le 22 juillet, avait fait brièvement surface un peu au nord du détroit de Behring, puis s'était engagé sous la calotte glaciaire. Quelques jours plus tard, il émergeait entre le Groenland et le Spitzberg. Le comman-dant, William Anderson, quittait le bord quand le Nautilus passait près de l'Islande et confiait le commandement à son second. Franck Adams. Tandis que le sous-marin ralliait Portland en Grande-Bretagne, un avion spécial conduisait le commandant Anderson à la Maison Blanche. C'est peu après son arrivée, le 9 août, que le président Eisenhower fit connaître au monde entier l'exploit du Nautilus.

Exploit scientifique d'abord, mais aussi défi que s'était jeté la marine américaine. Le pôle Nord avait été atteint par voie terrestre en 1909 par un officier de marine américain, Robert Peary. Un autre officier de la Navy, Richard Byrd, avait survolé le pôle en 1926. Le commandant Anderson complétait le trio, en atteignant le pôle par la voie naturelle aux marins. Il lui avait fallu passer sous la mer puisque la surface en était gelée, et rester plu-sieurs jours en plongée. Cela aurait été impossible à un sous-marin classique. Le moteur nucléaire du Nautilus autorisait ce voyage au fond des mers.

Mais l'exploit était surtout stratégique. Le sous-marin était passé sans être détecté dans le détroit de Behring, et, une fois sous la banquise, était à l'abri de tout repérage. Il aurait pu faire surface au voisinage des côtes soviétiques et menacer la route maritime qui suit sur 5000 kilomètres le littoral de la Sibérie. Premier sousmarin nucléaire américain, le Nautilus n'était pas destiné à lancer des fusées balistiques; mais les missiles Polaris étaient alors en développement, et l'on construisait les sous-marins nucléaires qu'ils devaient équiper. Presque tout le territoire soviétique scrait menacé par ces que. La démonstration allait d'ailleurs être complétée quelques jours plus tard par le Skate, autre sous-marin nucléaire américain, qui sit presque le même trajet en sens inverse, trouva une polynie (fissure entre les blocs où la glace n'a qu'une vingtaine de centimètres d'épaisseur), creva la couche superficielle et fit surface en plein Arctique.

« Je maudis

les prétandus experts »

Moins d'un an après le coup de tonnerre qu'avait été le lancement du premier Spoutnik par l'Union soviétique, les Américains répondaient par une prouesse que certains ont jugée comparable. Le grand battage organisé par la Maison Blanche autour de l'exploit du Nautilus n'avait d'ailleurs qu'une ambition : montrer au monde entier que la supériorité technique qu'on prêtait alors aux Soviétiques n'était pas justifiée; il y avait des domaines où l'Amérique savait encore damer le pion à son grand rival.

On sut par la suite qu'il s'agissait d'une opération longuement préparée. L'hommo-clé en avait été l'amiral Hyman Rickover, créateur de la marine nucléaire, lequel avait, dès les premières études, envisagé de faire voguer des sous-marins sous la banquise. Il n'était certes pas besoin d'être un grand marin pour constater que cette route était le plus court et le plus discret chemin vers l'Union soviétique. Mais elle paraissait bien hasardeuse. Au temps des sous-marins classiques, astreints à de fréquentes « respirations », le plafond de glace était un obstacle infranchissable. Le nucléaire écartait cette difficulté, mais il en restait d'autres, comme l'impossibilité de faire surface en cas d'avarie. De plus, on ne connaissait presque rien aux fonds marins de l'Arctique, et on avait des idées très sommaires et fansses sur la banquisc. Dans le livre qu'il a consacré à l'expédition, et où il raconte les nombreuses difficultés qu'il rencontra (I), le commandant Anderson écrit à ce propos une phrase révélatrice : « Je maudis les prétendus experis - moi compris - auteurs d'innombrables écrits consacrés à la glace polaire. Je constate qu'ils n'y connaissaient rien. »

qui aurait pu arrêter l'amiral Rickover, lequel avait surmonté bien d'autres obstacles pour faire concevoir et construire un réacteur nucléaire assez compact pour être logé à bord d'un sous-marin. Il faut rappeler ici que les réacteurs actuels à uranium enrichi et cau légère dérivent du prototype de réacteur pour sous-marin, et que c'est justement leur compacité qui, en limitant le gros œuvre et la tuyauterie, leur a fait gagner la bataille économique.

Ce n'était pas une telle méconnaissance

Le Nautilus fut lancé en 1954. Trois ans plus tard, après avoir participé à des manœuvres dans l'Atlantique nord, il entreprenait une première reconnaissance qui le fit s'engager sous la banquise et parcourir un millier de milles nautiques dans l'océan Arctique. L'opération fut fort dangereuse, car le système de sondage dont était équipé le Nautilus se révéla insuffiaant. En effet, si l'épaisseur de la glace dépasse rerement 30 mètres, il arrive fréquemment que des plaques, tassées entre leurs voisines, aient basculé et s'enfoncent jusqu'à 70 mètres. Le profil du dessous

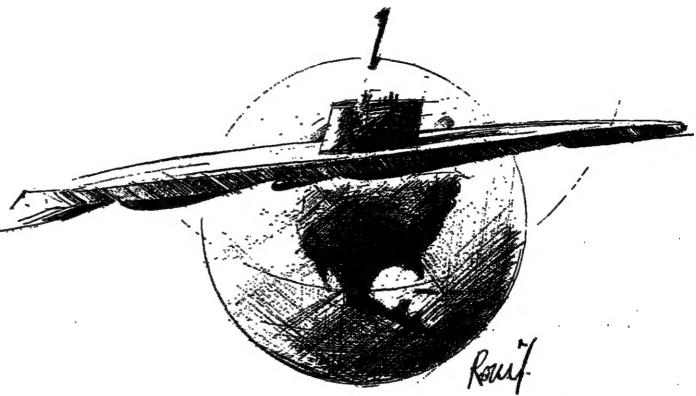
separait alors la côte de l'Alaska et la banquise, il découvrit au nord de Point Barrow une vallée sous-marine qui lui permit de s'enfoncer sous les glaces. Dès qu'il eut atteint une profondeur suffisante pour ne rien caindre des glaces, le commandant Anderson mit le cap plein nord. Les 1 100 milles nautiques qui le séparaient du pôle furent franchis en moins de quarante-huit heures, maleré la présence d'un haut-fond qu'ignoraient les cartes.

Tapis au fond de l'Arctique

Passant d'abord sous le pôle d'inacces sibilité - le point de l'Arctique le pluséloigné de toute terre - puis sous le pôle géographique, le Nautilus ne devait plus rencontrer de difficultés pour accomplir la première traversée transpolaire.

Treate ans plus tard, que faut-il penser de ce périple? Il a inconstestablement ouvert un pouveau domaine maritime. A mer fréquentée. Aucune détection n'y est possible par satellite, avion, ou navire de surface. Seul le sous-marin peut y chasser le sous-marin. Mais l'absence de vagues et du bruit qu'elles produisent permet à un embusqué, immobile ou naviguant à faible vitesse, de repérer de très loin un agresseur potentiel et de s'éclipser en douceur.

En 1958, on assignait, au moins officiellement, un autre but à cette traversée. On supposait que l'Arctique serait un raccourci commode pour le transport maritime. De Tokyo à Londres, il y a 6 300 milles nautiques en passant par le pôle, alors qu'on en compte 12 200 par les routes traditionnelles. On imaginait donc que des cargos sous-marins, évidenment nucléaires, pourraient emprunter cette voie nouvelle. Cet espoir ne s'est pas réalisé - mais les responsables américains qui en faisaient état lors du voyage du Nautilus y croyaient-ils vraiment? Outre qu'il est quand même plus simple de naviguer en surface, les difficultés du détroit de Behring seraient dissuasives. Bien placés pour évaluer le gain de temps entre



Objectif pôle Nord. Un exploit scientifique, mais aussi un défi que s'est jeté la marine américales

des glaces est donc hérissé de ces « quilles » dangereuses que ne repérait pas le sondeur. De plus, la glace était beaucoup plus compacte qu'on ne le sup-posait. Cela valut au submersible des chocs sérieux qui mirent hors d'usage ses deux périscopes. Plus grave, une fissure menaçante était apparue sur l'un d'eux. Il fallut que deux membres de l'équipage fassent, sur le pont d'un bateau roulé par les vagues, une soudure dont le commandant écrit qu'elle aurait été déjà difficile dans un atelier spécialisé.

Une vallée sous-merine

Cette première reconnaissance mit en évidence d'autres difficultés comme l'impossibilité d'utiliser le compas magnétique ou le compas gyroscopique, tous deux défaillants aux hautes latitudes. Mais, au moins, le Nautilus, abordant l'Arctique par l'Atlantique, se trouvait-il toujours dans des zones où la mer était assez profonde pour qu'il puisse manœu-vrer sans encombre. Il faillit cependant toucher les hauts-fonds qui bordent le Groenland à cause de la difficulté de faire le point. L'accès depuis le Pacifique par le détroit de Behring allait se révéler bien

C'est au printempa 1958, après étude des mesures faites l'année précédente, qu'il fut décidé de rallier Pearl-Harbor à Portland en passant sous le pôle. Le Nau-tilus avait été réparé, doté de sondeurs plus précis et d'un indispensable système de navigation par inertie. Il quitta le 9 juin les îles Hawaii et se dirigea vers le nord.

Le 28 juin, il était de retour. Il avait difficilement passé le détroit de Behring

— « Le fond est à 14 mètres, la glace à 6 mètres », écrit son commandant - et était entré dans la mer des Tchonkiches. Et là, se faufilant entre des icebergs, passant de justesse sous l'un d'eux, le Nautilus chercha vainement un accès. Plusieurs fois le commandant Anderson craignit d'être bloqué et dut faire des manœuvres risquées pour se dégager.

Le sous-marin repartit le 22 juillet pour une seconde tentative, qui allait être la bonne. Se glissant dans l'étroit chenal qui

l'époque où le Nautilus fit son voyage, les Américains vensient juste de lancer leur quatrième sous-marin nucléaire, et ils étaient les seuls au monde à en posséder. Actuellement, on recense, tant en sous-marins lanceurs d'engins qu'en sousmarins d'attaque, 132 bâtiments américains, 202 soviétiques, 19 britanniques, 10 français, 6 chinois (on sait mal si ces derniers sont opérationnels). Combien de ces submersibles sont-ils tapis au fond de l'Arctique, se guettant les uns les autres, attendant l'ordre qui peut décleucher le cataclysme? Nul ne le sait, mais il est clair que la situation stratégique de cet océan et l'incomparable protection qu'offre la glace polaire en ont en fait une

Mourmansk et Vladivostok, les Soviétiques préfèrent maintenir ouvert le plus possible, à coups de brise-glace géants, le difficile passage du nord-est. L'Arctique central est resté un théâtre silencieux où s'épient et se narguent, dans la plus parfaite discrétion, quelques porteurs de la mort nucléaire.

MAURICE ARVONNY.

(1) Nantilus, 90 Nord. Editions Arthand. Phsiours informations sont tirées de cet ouvrage.
D'autres nous ont été fournis par le ministère français de le marine et par la Bibliothèque Benjamin-Franklin de l'ambassade des Etats-Unis.

Août 1988

LE MONDE diplomatique

INFORMATION **ET AFFAIRISME**

par CLAUDE JULIEN Libre, la presse? Oui, à condition d'avoir accès à d'importantes sources de capitaux, ce qui ne l'empêche pas de quémander les aides de l'Etat. La liberté, soumise à celle du commerce, à l'affairisme, fait une victime : le lecteur-citoyen, priné de débats sur l'essentiel. Quant au droit à la vulga-ité et à la futilité, il demeure imprescriptible. Au nom de la liberté.

MOSCOU-PRAGUE

Vingt ans après...

En 1968, les tanks soviétiques « normalisaient » la Tchécaslovaquie, écrasant les espoirs nés avec le « printemps de Prague ». Aujourd'hui, un autre « printemps » s'épanouit à Moscou; la presse y dénonce avec vigueur les aberrations du stalinisme et ose aborder des sujets tabous : la sexualité ou la situation dans les prisons. Mais les dirigeants soviétiques pourront-ils aller de l'avant dans la « glasnost » sans reconnaître le caractère désastreux de l'intervention en Tchécoslovaquie il y a vingt

En vente chez votre marchand de journaux

de l'écon U Es The second second

M. Ligatcher met

Apatrid Parouir Airikian

1.57

T. 19054 e . Pama, ಿ ೧೯೯೮ RSS 3 3770 1 1000 00

 $\nabla_{x}^{\alpha_{1}\alpha_{2}\alpha_{3}\alpha_{3}\alpha_{3}\alpha_{3}\alpha_{3}}$

production of

Maria de la Companya del Companya de la Companya del Companya de la Companya de l

Value of the

200

-

* WITHER - 1 Pays ---- 1947 Continue: 78. 3156 JACOBL E se fata . and 2075

334 A Archa, n in

- in a

an dettett f

les chefs de la

BRMANIE . Arrogration distante-unite constante

Marante-nous Da-2

Etranger

UNION SOVIÉTIQUE

M. Ligatchev met en garde contre l'«imitation de l'économie de marché»

Moscou, (AFP. Reuter) — M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique du PC soviétique, a affirmé vendredi 5 août que la conférence fédérale du PC d'URSS, qui s'est tenue du 28 juin au 1= juillet, avait été le « forum des parti-sans des mêmes idées », et a qualifié d'« absurdité » le fait d'avoir recours à des grèves en URSS.

e Nord

a Aucum deregnen de ar

Africa Evion, ou have de

the same mann per charge

Mass laborate or make

mobile on the part of the sea of

samignam au mer (Fag.

the party exists the seconds Of

sie pour le propin des

you a Luminos 1 2 0 100

HES STO FAMILY OF THE PARTY OF

Minutes On Street

OS SOCIO-CITATORE DE CONTROL

Cet espo

CHE STATE TO THE PROPERTY OF

Services 12 - 12 Con-

q engine bere and a section

Security 2 - 12 Bes

Sec. 35-35-47

MARK AT THE THE STREET

Berggaran State Ba

E-Web and A section

Somes For The Control of the Control

MAURICE ARRICHM

建设工工工

SE THE TWO SE

Jue

1988

Maria and a

SHOW P. JUNE 1 THE

Company Comments

Spring to the

Seema to Time.

· In a great mo.

property and a second

THE PRESENT OF

tribuni. Har

aller de la mil

sufferieff of the

per 14 7 12 1.18 27

de journaux

Water Strain

Lors d'un discours prononcé à Gorki, à quelque 500 kilomètres au nord-est de Moscou, et cité par l'agence Tass, M. Ligatchev a souligné que le PC était • le parti dirigeant, et qu'en renforçant les pleins pouvoirs des soviets (conseils), le Parti communiste ne renonce pas à son rôle dirigeant ».

Le responsable soviétique a ensuite adressé une mise en garde contre l' « imitation du modèle occidental du marché qui [...] est un marché de la main-d'œuvre avec ses lois impitoyables et son chômage chronique . . Il faut se dire que copier le modèle d'économie de marché occidental fondé sur la propriété privée est totalement inacceptable pour un système de gestion socialiste », a insisté M. Ligatchev.

« Le développement de la produc-tivité du travail, a-t-il ajouté, doit

aller de pair avec le plein emploi des travailleurs ». Il a estimé que des changements dans le système de formation des prix devait s'- accompagner d'une véritable hausse du niveau de vie de sous les membres

M. Ligatchev a d'autre part qualifié d'absurdité » le fait d'avoir recours à des grèves, en estimant qu'il existe « dans notre société d'autres moyens démocratiques et constructifs pour résoudre des situations conflictuelles. Le responsable a ajouté que la participa-tion à une grève était « tout simple-ment incompatible avec l'appartenance au parti ».

A propos des événements en aucasie, M. Ligatchev a souligné que le « mépris » pour la question nationale avait conduit, pour le cas de la région azerbaïdjanaise du Nagorny Karabakh, revendiquée par les Arméniens, à une « impasse politique : et en sortir maintenant n'est pas facile ».

La télévision soviétique, dans son principal bulletin d'information Vremia (Le temps) a diffusé vendredi soir de longs extraits du discours de M. Ligatchev consacré également aux problèmes agricoles et sociaux. Un documentaire de la télévision

Comment Staline devint «l'ennemi de son propre peuple»

MOSCOU de notre correspondant

La télévision soviétique a dissusé, au cours de la semaine écoulée, un long documentaire, Risk II (Risque), consacré à la course à la fabrication de la bombe atomique en URSS et aux Etats-Unis et qui 'attache à montrer comment les alliés de la seconde guerre mondiale n'allaient pas tarder, l'ennemi nazi vaincu, à devenir des adversaires résolus. Ce documentaire, constitué uniquement d'images d'archives, pour certaines venues de l'étranger, connaît actuellement un grand retentissement dans le pays. Réalisé par Dmitri Barchtchevski, un homme venu du cinéma, Risk II décrit comment Américains et Soviétiques ne se départirent pas d'une profonde méfiance les uns envers les autres pendant la guerre. Staline, dont on souligne à plu-

sieurs reprises la nature soupçonneuse - - il ne faisait confiance à personne », - était parfaitement au courant du projet américain de créer la bombe atomique, grâce notam-ment au professeur Klaus Fuchs, un Allemand émigré aux Etats-Unis qui transmit des renseignements à l'URSS. Churchill, qui . haissait le communisme », avait, quant à lui, instamment prié Roosevelt de ne pas parler de la bombe à Staline. Le dicateur avait déjà, du reste, chargé Beria de superviser les travaux atomiques du côté soviétique. Le sinis-tre chef de la police politique, que l'on voit à plusieurs reprises dans le film, surveilla, par ses méthodes à lui, les savants chargés de la construction de la bombe en les iso-lant du reste de la population. La veille de l'explosion de la bombe atomique soviétique, en 1949, Beria naça de mort en cas d'échec Igor Kourtchatov, l'un des principeux « pères » de l'engin.

Risk II n'est toutefois pas unique ment un film sur la genèse de la fabrication de la bombe atomique et la montée de la guerre froide. Il aborde également des thèmes qui étaient considérés encore récem-ment comme tabous. Ainsi, le documentaire évoque le sort des prisonniers soviétiques des Allemands qui, une fois revenus chez eux et prêts à participer à la reconstruction de leur pays, prenaient le chemin des camps en raison de la paranoia de Staline. Le dictateur, après la guerre « a eu un nouvel ennemi : son propre peu-

« Le mépris et la peur »

Risk II explique également que Mao Zedong demanda le secret de la bombe atomique à Staline, ce que ce dernier refusa. Une « méfiance mutuelle » régnait entre les deux nommes, dont le culte dans leur pays, basé sur · le mépris et la peur », est comparé à celui de Hitler.

Risk II suscite d'ores et déià de nombreuses réactions et commen-taires parmi les milieux scientifiques soviétiques. Plusieurs savants, inter-rogés dans les Izvestia du vendredi 5 août, ont reproché au documentaire de ne pas avoir suffisamment évoqué tous les scientifiques soviétiques qui contribuèrent à la fabrication de la bombe atomique. L'acadé-micien Guorgui Flerov considère notamment que l'on a exagéré l'importance des renseignements fournis par Fuchs et per les époux Rosenberg et s'inquiète que l'on puisse penser que la fabrication de la bombe atomique soviétique n'ait été que la « répétition » des travaux menés par les Américains. D'autres estiment que Moscon apparaît dans le documentaire presque comme « le principal instigateur de la guerre

Quant aux Soviétiques qui ont vu l'émission, ils ne cachaient pas le profond intérêt qu'ils avaient en à regarder Risk II, qui devrait connaî-tre une suite. Les documentaires historiques se multiplient en URSS à l'heure actuelle, et les images d'archives des temps staliniens, res-tées des années durant dans les tiroirs, ont un impact considérable sur la population. Dmitri Barchtchevski, qui avait déjà présenté à la télévision soviétique il y a huit mois Risk II consacré aux répressions sta-liniernes dans les années qui précédèrent la guerre ne s'y trompe pas et sait que son travail touche des mil-lions de personnes intéressées de nouveau par le « document et le , témoignage historique ». Les Sovié-tiques découvrent avec avidité les « pages blanches » de leur histoire qui leur avaient été si longtemps

GRANDE-BRETAGNE: le terrorisme de l'IRA

Attentat contre une caserne britannique en RFA

Londres prépare de nouvelles mesures de sécurité

L'explosion qui s'est produite ven-dredi 5 août dans la caserne Roy de l'armée britannique à Ratingen, quartier du nord de Düsseldorf, a blessé trois soldats britanniques et une employée ouest-allemande. Les quatre blessés, qui ne sont pas

grièvement atteints, ont reçu des soins pour des coupures causées par des éclats de verre et d'autres

L'attentat n'avait pas encore été L'attentat n'avait pas encore été revendiqué, samedi matin, mais tout indique qu'il est l'œuvre de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, qui intensifie son action depuis quelques semaines. Ainsi, après avoir tué quatre membres des forces de sécurité britanniques, l'IRA a revendiqué l'assassinat — jeudi 4 août — de deux employés du service d'entretien dans une caseme de police en Ulster, proche de la frontière (le Monde du 6 août).

La campagne d'attentats de

La campagne d'attentats de l'IRA contre des ouvriers travaillant pour les forces de sécurité britanniues a commence en août 1985, date à laquelle un fournisseur d'abris démontables, qui devaient rempla-cer les locaux endommagés par des attentats à la bombe, avait été tué devant son domicile à Dublin.

Selon un quotidien de Belfast, The Irish News, in recrudescence

des attentats de l'IRA pourrait signifier le début d'une campagne d'un an de l'organisation, destinée à marquer le vingtième anniversaire du début des hostilités dans les domaines religieux et politique en Ulster. L'IRA, selon le journal, est déterminée à prouver à ses nombreux détracteurs que Londres n'a pas réussi à ramener la paix en Irlande du Nord. Le gouvernement britannique avait envoyé des troupes en Ulster le 14 août 1969, à la suite des violentes manifestations de Lon-

donderry. Le ministre britannique chargé de l'Ulster, M. Tom King, a écourté ses vacances pour rencontrer, vendredi à Belfast, les responsables des forces de sécurité de la province, afin, semble-t-il, de mettre au point de nouvelles mesures de sécurité pour combattre le terrorisme.

D'autre part, les évêques angli-cans réunis à Cantorbéry ont condamné sans réserve vendredi cette vague de violence, revenant sur une première résolution votée la veille (le Monde du 6 août), dans laquelle ils justifiaient le fait que certaines personnes avaient choisi la lutte armée comme seul moyen d'obtenir justice .. - (AFP, Rev-

Diplomatie

ONU

Le rapport sur l'esclavagisme dénonce le travail des enfants en Inde et au Ghana

GENÈVE

de notre correspondante

Le rapport dont la souscommission des droits de l'homme de l'ONU commencera l'examen lundi 8 août, à Genève, comporte, outre la dénonciation de nombreux ours la denonciation de nombreux cas d'eurôlement et de prostitution des enfants (le Monde des 5 et 6 août), la description des condi-tions inhumaines dans lesquelles, dans certaines régions du monde, on fait travailler une main-d'œuvre de moins - et souvent beaucoup moins - de dix-huit ans. En Inde, 45 millions d'enfants, dont certains sont âgés d'à peine six ans, travail-lent notamment à la confection de tapis. La loi indienne de 1986 fixe l'âge minimal de l'accès à l'emploi à quatorze ans et interdit l'emploi des enfants dans l'industrie du tapis. La convention numéro 138 de l'Organi-sation internationale du travall dont l'Inde fait partie - fixe à dixhuit ans l'admission à un travail nuisible à la santé. Cependant, pour ne citer qu'un exemple, la moitié des tisserands dans ce pays sont des enfants dont 60 % n'ont pas qua-torze ans révolus et travaillent plus de huit heures par jour.

Pour fabriquer des tapis, il faut : manipuler des substances pol-tuantes, respirer de la teinture et de la laine, ce qui provoque de nom-breux cas de tuberculose et de der-matose qui, généralement, ne sont pas soignées. Des enquêtes menées dans l'Etat d'Uttar-Pradesh notamment par une organisation bénévole, la Bonded Liberation of India, indiquent que la moitié des enfants travaillant dans l'industrie des tapis ont été « enrôlés par des intermédiaires et vendus à des exploitants de main d'œuvre enfantine tout aussi dénués de scrupules ». Les patrons consen-tent parfois des prêts aux parents particulièrement misérables, puis, sous le prétexte que le métier de tissous le pretexte que le metter de tis-serand exige une période de forma-tion « toujours plus longue », rédui-sent les enfants en esclavage, les faisant dormir à même le sol près du métier à tisser sur lequel ils ont tra-vaillé durant de longues heures.

Le rapport du groupe de travail quage au fer rouge et d'autres cruautés - sur ces enfants. La Cour suprême de l'Inde a été alertée. La Société anti-esclavagiste a prié le gouvernement de prendre des mesures pour faire respecter les lois, Mais, tant que subsisteront la misère et l'ignorance, les enfants astreints au travail forcé continueront à souffrir et tairont leur souffrances par crainte des représailles. La Société anti-esclavagiste cite Shridar Mishra, l'un des grands patrons de l'industrie des tapis en Inde, qui a déclaré : - Augmenter le salaire minimum sous le prétexte de réglementer la rémunération des enfants asservis serait suicidaire pour le développement de l'industrie. .

Dans une mare de cyantire

Quand l'Etat est patron, ce n'est pas forcément mieux. Au Ghana, pays également en proie à une misère insoutenable, les enfants qui ne peuvent pas aller à l'école devenue payante - n'ont pas d'autre choix que celui de travailler. En plus des petits travaux maiheureusement classiques dans les pays pauvres, certains, pour survivie, se laissent recruter, dès l'âge de onze ans, par l'Ashanti Goldfields Corporation, société dont l'Etat est le principal actionnaire, pour travailler à la table de tri de l'atelier d'extraction d'or.

L'extraction se fait par cyanurisa tion. Les enfants travaillent huit heures de suite, pratiquement nus, dans une mare de cyanure, une des substances les plus toxiques. Certains conservent leur statut d'intérimaire pendant quatre ans, parfois même jusqu'à la mort. Et cela, en dépit des analyses qui font paraître des traces alarmantes de cyanure dans le sang et l'urine.

SABELLE VICHMAC.

Parouïr Airikian veut retourner en URSS

Apatride et... Arménien

· La seule chose qui me préoccupe, c'est de trouver le moyen de retourner en URSS. - Paronir Airikian, trente-neuf ans, nationaliste arménien de passage à Paris, est inflexible.

Bien que déchu de la citoyenneté soviétique, expuisé d'URSS vers l'Ethiopie le 21 juillet, il a annoncé, le vendredi 5 août lors d'une conférence de presse, son intention d'avoir recours aux tribunaux soviétiques pour pouvoir regagner son pays.

A son actif, dix-huit années passées en camp ou en exil intérieur, la l'Union pour l'autodétermination nationale – mouvement nationaliste arménien – et, à Moscou, deux conférences de presse fatales puisqu'elles lui ont valu son arresta-tion, le 24 mars dernier.

Les autorités soviétiques lui ont alors, raconte-t-il, laissé le choix entre la détention ou un départ vers les États-Unis. Et bien qu'il ait opté contre la seconde solution, il a été expulsé vers Addis-Abeba, où l'ambassade des Etats-Unis lui a offent l'asile politique. «Il était impossible que l'on me juge. aftirme Paroeir Afrikian, et si je nion internationale, on m'aurait envoyê en camp. -

Son désir de retourner en URSS n'est-il pas qu'un rêve? « Je pense – et je l'ai écrit à Gorbaichev, répond-il, que des gens comme moi parce que nous sommes des démo-crates modérés. » Est-il communiste? Réponse sans ambiguité: « Il y en a dans le mouvement, mais moi, je ne le suis pas ». Et Parour Airikian de jouer les nais : il vient, de remplir un formulaire de demande de visa pour... l'URSS. Itinéraire : Moscou-Erevan. Motif de voyage : installation permanente. Nationalité : arménienne. Citoyenneté : apatride.

Eloge de Soljenitsyne

Moscou. - Une revue littéraire soviétique, le Panorama des livres (Knijnoe Obozernie), a demandé, vendredi 5 août, qu'Alexandre Soljenitsyne soit réhabilité et recouvre le nationalité soviétique.

« Avent de publier la Pavillon des cancèreux, il faut annuler le jugement inique qui l'accuse de trahison à l'égard da la patrie at nous pourrons publier ses livres », écrit Iliana Tchoukovoka.

Soljenitsyne, qui réside aux Etats-Unis, evait été expulsé d'URSS en 1974, après avoir été jugé et déchu de sa nationalité.

il s'agit du deuxième article en faveur de l'écrivain qui paraît en qualques jours dans la presse soviétique.

L'hebdomadaire les Nouvelle de Moscou avait estimé dans son dernier numéro que son ouvrage Une journée d'hvan Denissovitch est l'« une des réalisations les plus fortes de la littérature soviétique ».

≼ li est temos de mettre fin à nos divergences avec ce fils officier de l'armée soviétique, une victime des camps staliniens, un écrivain universellement connu », écrit encore le Pano-rama des livres. — (AFP.)

Asie

AFGHANISTAN: dans le nord du pays

Les chefs de la résistance entendent «administrer les régions libérées»

L'attitude du Pakistan, qui « viole de façon systématique l'accord

de Genère sur l'Afghanistan », a été an centre des entretiens du

ministre soviétique des affaires étrangères avec les dirigeants de

Les rapports entre les chefs politi-ques de Peshawar et les comman-dants de la résistance de l'intérieur continuent de se dégrader. Déjà en juin dernier, la nomination, par l'Alliance (qui regroupe à Peshawer l'Allance (qui regroupe à restaure les principaux partis politiques opposés au régime de Kaboul), d'un gonvernement moudjahidin avait été rejeté par les instances militaires, estimant que ce gouvernement n'était pas représentaif du peuple afghan et que ses étus, les « planqués », de Peshawar, ne venaient jamais — ou presque — en Afghanistan. On est donc loin, au sein de la feisteure de l'amité politique paire résistance, de l'unité politique, voire même d'une amorce de rapproche-ment. D'autant plus que les com-mandants de l'intérieur, soutenus par les chefs tribaux, préparent ieurs propres réformes, sans en réfé-rer au « pouvoir légal » de Pesha-war. Ils faisaient déjà « leur » guerre, ils entendent maintenant avoir • leur » gouvernement.

C'est ainsi que, récemment, s'est tenue, sous la présidence du celèbre commandant Massond, la cinquième Conférence du Nord. Organisée à Farkhat-Wesadj dans le Baghlan

(nord de Kaboul) par le Jamiet Islami (très implanté dans cette région), elle a réuni les représentants de dix provinces du Nord (Badakshan, Takhat, Kundunz, Baghlan, Samanghan, Parwan, Kapissa, Laghman, Bamyan et Pagham), qui totalisent, à elles senles, près de la moitié de la popu-lation du pays.

Pendant huit jours, une quarantaine de commandants, entourés d'un millier de moudjahidines, ont analysé la situation et se sont concertés sur les décisions – aussi

• CHINE : les avions de la KAL autorisés à survoler la Chine pen-dant les JO. - Pékin a décidé dant les 30. - Pedin a decue d'autoriser les avions de la compe-gnie aérienne sud-coréenne à survo-ler son territoire dans le cadre des Jeux olympiques de Séoul, a annoncé vendradi 5 août un responsable de la KAL Jusqu'à présent la Chine, qui n'entretient de relations diplomatiques qu'avec la Corée du Nord, ne permettait pas ce survol. - (AFP.)

bien politiques que militaires - à prendre, dans un « climat cordial et démocratique, démué de toute pro-pagande intégriste», selon un témoin. Allusion à la non-venue du fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, habitué aux empoignades violentes lors des réunions de l'Alliance, et qui ne cesse de dési-gner le commandant Massoud nme l'ennemi numéro un.

Combattants et « politiques »

Après l'étude des comptes-rendus Après l'emie des computerenties des responsables des provinces représentées, plusieurs décisions ont donc été prises afin d'améliorer les conditions de fonctionnement de la résistance et développer son action. En marière politique, la résistance a affirmé son «intention d'adminisaffirmé son «intention d'adminis-trer les régions qu'elle libère ». Les dix provinces ont été réparties en quatre zones (Nord-Est, Nord, Est, Centre) pour «faciliter la gestion des affaires civiles ». Plusieurs comités sont chargés d'«établir un programme dans les domaines attri-bués à chacun » (ravitaillement, santé, économie, éducation, culture...). Ces comités seront pla-cées sous la haute surveillance du Conseil du Nord.

Kaboni. M. Chevardnadze a rencontré, vendredi 5 août, le président Najibullah, dout I'un des frères, M. Siddiqullah, vient d'arriver au En matière militaire, les comman dants ont souhaité qu'« une armée nationale, puissante et bien structu-Pakistan après avoir fui Kaboul en octobre dernier. D'autre part, selon le quotidien de l'armée soviétique, l'Etoile rouge, les soldats soviétiques sont sur le point d'achever leur retrait de Kandahar, la rée, soit créée», insistant sur la deuxième ville du pays. Selon le journal, après ces départs, « il n'y aura plus de soldats soviétiques à Kandahar et dans le sad de l'Afghanistan ». nécessité de « préparer un planning militaire pour les douze mois à venir -, tout en - intensifiant les combats contre les bases enne-mies ». Le fossé se creuse donc un peu plus entre «pouvoir légal» et «pouvoir réel». Les combattants de l'intérieur s'organisent, se concertent et se serrent désormais les coudes pour créer de solides structures gouvernementales. Bien à l'écart des « politiques » de Pesha-war, dont ils ne veulent plus dépan-

> Cette cinquième conférence du Nord, dont l'ensemble des mesures a été ratifié par une quarantaine de signataires, est, de plus, censée préparer le terrain au grand conseil du Nord – qui réunirait tous les partis de la résistance – prévu au début de septembre. Parallèlement, devrait aussi se tenir le grand Conseil du Sud, sous la présidence d'Ismaël Khan. D'après certaines sources prodeux conseils extraordinaires » pourraient permettre la formation du premier gouvernement moudjahi-din de l'intérieur. Ce qui serait loin de dissiper l'anxiété des chefs politiques de Peshawar, qui senient de plus en plus le pouvoir leur échap-

BERTRAND DEVEAUX.

Les réfugiés de la mer vietnamiens (les « boat people ») ne doi-vent pas considérer comme acquis leur droit d'asile dans la colonie britannique de Hongkong, a déclaré, vendredi 5 août, Mª Thatcher, qui achève une visite officielle en Australie. Elle a souligné que ceuxci étaient arrivés récemment en si grand nombre que la Grande-Bretagne s'était vue « obligée de dire que Hongkong ne pouvait vrai-ment plus continuer » à les accueil-

Ces déclarations interviennent au moment où deux mille sept cents réfugiés vietnamiens – sur un total de vingt-deux mille – out mis fin, vendredi, à une grève de la faim de deux jours pour protester contre leur éventuel rapatriement au Vietnam. Les grévistes se trouvent au camp de Heilingchau, qui abrite les réfugiés les plus récents depuis l'application d'une nouvelle politique par les auto-rités de Hongkong, qui distinguent désormais les réfugiés politiques, dont la demande d'asile est recevable, des simples réfugiés économi-

Hongkong voudrait bien que ces derniers retournent au Vietnam. Mais la délégation de la colonie, qui se trouve actuellement à Hanoī, n'a pas réussi à convaincre les responsa-bles vietnamiens d'accepter un rapatriement forcé de milliers de réfugiés. Hanoī insiste en effet pour que ces retours soient volontaires.

• BIRMANIE : Arrestation de

cent quarante-neuf personnes. Les autorités birmanes ont arrêté cent quarante-neuf per-sonnes lors des manifestations antigouvernementales qui se sont déroulées à Rangoun au début d'août et qui ont entraîné l'imposition de la loi martiale, a annoncé la radio birmane. D'autres manifestations ont eu lieu à Pégou. -

M[∞] Thatcher remet en cause le droit d'asile des « boat people » à Hongkong

Les dirigeants du soulèvement palestinien envisageraient de proposer à l'OLP une « déclaration d'indépendance »

membres et sympathisants de l'OLP, qu'ils soient en exil ou qu'ils animent clandestinement le soulèvement dans les territoires occupés, continuent de s'interroger sur l'atti-tude à adopter en réponse à la décision du roi Hussein de se - désengager » de Cisjordanie. Une nouvelle idée se fait jour, celle d'une « déclaration d'indépendance palestinienne », qui aurait le double avantage de remplir le vide juridique laissé par le repli jordanien et de constituer une nouvelle étape vers l'avenement d'un Etat palestinien.

Selon Mideast Mirror, quotidien publié à Londres, le projet de décla-ration d'indépendance fait actuellement l'objet d'intenses débats dans les territoires occupés, notamment au sein de la direction clandestine du soulèvement. D'après une source proche de cette direction citée par Mideast Mirror, la déclaration « offrirait une reconnaissance au moins implicite et peut-être même explicite du droit d'Israël à l'existence .. Elle s'inscrirait dans la ligne du «document Abou Charif», du du « document Auou van du nom du conseiller de M. Arafat qui nom du conseiller de M. Arafat qui nomosé des négociaa récemment proposé des négocia-tions directes avec Israel (le Monde du 1= juillet).

Sur le plan territorial, la déclaration . poserait comme limites maximales le plan de partition des Nations unies de 1947 » qui accordait 57 % de la Palestine sous mandat britannique à l'Etat juif et 43 % à un Etat arabe à créer. . Son exigence minimale serall un Etat palestinien dans les zones occupées par Israël en 1967 », la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est. Des leaders nationalistes et des experts juridiques travaillent à ce texte, qui serait signé par des Palestiniens de toutes appartenances politiques et de différentes régions. Il pourrait être publié avant la session extraordinaire du « Parlement en

 Mort d'un soldat israélien.
 Un soldat israélien, Nir Biton, renversé par un chauffeur de taxi arabe en Cisjordanie, il y a dix-huit mois, a succombé à ses blessures, vendredi 5 août, sans être sorti du coma. Seion un porte-parole de l'armée Israélienne, un taxi arabe de Naplouse avait délibérément ren-versé Nir et un autre soldat israélien qui participaient à une patrouille en février 1987. Le commandant de la

exil », le Conseil national palestinien (CNP), qui devrait se tenir d'ici un mois à Bagdad.

dance, et il pourrait ensuite décider la création d'un gouvernement palestinien en exil. Dans un entre-tien avec l'AFP, le représentant de l'OLP à La Haye, M. Afif Safieh, avait souligné, vendredi 5 août, qu'après la décision du roi Hussein la centrale palestinienne avait deux options, « ou bien la constitution d'un gouvernement en exil, ou bien l'annonce de la naissance de l'Etat palestinien ». - (AFP, AP, Reu-

 Un mort, deux blessés. L'armée a blessé par balles vendredi 5 août deux Palestiniens de Cisiordanie occupés, tandis qu'un troisième succombait aux briliures provoquées par l'explosion d'un cocktail Molotov qu'il maniait. Djallal Abou Khadijeh, vingt-quatre ans, s'était alors grièvement blessé. Son enterrement à Ramallah a donné lieu à une manifestation pacifique. -

Les négociations en vue d'un cessez-le-feu dans le Golfe

La médiation de M. Perez de Cuellar semble progresser

De légers progrès ont été enregis-trés dans la médiation du secrétaire général de l'ONU en vue d'arriver à un cossez-le-feu dans la guerre du Golfe. L'entretien que M. Perez de Cuellar a en vendredi avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, le troisième seule-ment, alors qu'il a déjà rencontré huit fois M. Velayati, le chef de la diplomatic iranienne, semble traduire une nette amélioration de la situation : le secrétaire général s'était plaint de n'avoir rencontré que deux fois M. Aziz depuis le 27 juillet. A l'issue de cette dernière rencontre M. Perez de Cuellar a indiqué que « les Irakiens maintiennent leurs positions sur les négociations directes » et qu'il se devait de respecter ces positions.

L'iran insistant toujours pour qu'un cessez-le-feu intervienne avant des négociations directes, M. Perez de Cuellar a déclaré travailler à une formule qui concilierait les deux points de vue. Cette for-

mule comporterait trois points : les deux belligérants donneraient des assurances sur leur détermination à appliquer chaque clause de la résolution du Conseil de sécurité; le secrétaire général chercherait à s'assurer que des entretiens directs interviendront immédiatement après l'arrêt des combats; ce dernier point, une fois acquis, serait annoncé publiquement avant l'entrée en vigneur du cessez-le-feu.

Bagdad cherchait vendredi à obtenir des garanties du Conseil de sécurité avant d'accepter un tel

Les cinq membres permanents ont tenté d'apaiser la méliance entre les deux belligérants, en faisant savoir que la résolution 598 devait ièrement respectée et qu'ils considéraient comme « inaccepta-ble » toute violation d'une des dispositions de cette résolution. Ils ont cependant laissé entendre que les négociations directes devraient s'ouvrir après le désengagement des

dicale, contrôlée par les péronistes,

exige que le niveau actuel de

l'emploi soit maintenu. Le secteur

agricole, si important et si influent

dans le pays, est en état de révolte,

se considérant trop désavantagé

par rapport à l'industrie. Alors

qu'on l'avait cru étroitement asso-

cié aux décisions, le patronat

industriel a pris soin, le vendredi

5 août, d'émettre à son tour des réserves. Même M. Angelos a pris

ses distances, soulignant qu'il n'avait pas participé à l'élabora-

Les banquiers, de leur côté, sont

fort sceptiques. L'un d'eux nous a

déclaré : « L'hypertrophie bureau-cratique est telle dans le système

bancaire, comme partout ailleurs,

que la mise en œuvre de nouvelles

mesures ne fera que créer une

bureaucratie ajoutée, qui risque

de restreindre considérablement

l'application du plan, au point de

L'inertie d'une administration

pléthorique, dans le public comme

dans le privé, aggrave la situation

des Argentins, condamnés à faire

le paralyser (...) >

tion du « plan Primavera ».

forces. Dans les milieux du Conseil de sécurité on fonde également des espoirs, pour tempérer la position de Bagdad, sur l'intervention de l'Arabie saoudite dont l'ambassadeur à Washington a rencontré plusienrs fois le secrétaire général.

Sur le terrain, des chasseurs-, bombardiers iraniens ont attaqué à trois reprises vendredi des positions irakiennes sur le secteur sud du front près de la province du Khuzestan selon Radio-Téhéran. Il s'agit des premiers raids aériens iranie depuis l'acceptation par l'Iran de la résolution du Conseil de sécurité. L'Irak a de son côté. à nouveau démenti les accusations iraniem selon lesquelles il aurait utilisé des armes chimiques, blessant deux mille sept cents civils au cours de deux raids au début de la semaine. Le Conseil de sécurité a autorisé vendredi l'envoi d'une nouvelle mission en Iran pour enquêter sur les accusations de Téhéran. - (AFP,

Le CNP accorderait alors sa légi-timité à cette déclaration d'indépen-

Afrique

Les pourparlers de Genève sur un règlement en Afrique du Sud-Ouest

Le médiateur américain fait état d'un « accord pour se mettre d'accord »

JOHANNESBURG de notre correspondant

Après la déclaration sibylline du nédiateur américain, M. Chester Crocker, selon lequel il y a eu, à la réunion de Genève, « accord pour se mettre d'accord », le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. «Pik» Botha, a affirmé à son tour, le vendredi soir 5 août, à Preto-ria, que « les délégations réunies à Genève sont parvenues à un accord sur les mesures jugées nécessaires pour faire avancer la cause de la paix dans le sud-ouest de l'Afri-

Dans les milieux proches de la lomatie sud-africaine, on s'attendait généralement que la réunion de Genève débouche au moins sur un accord de cessez-le-feu immédiate-ment applicable à toute la zone des

combats, région située à cheval sur la frontière entre l'Angola et la Namibie et où la récente poussée cubaine vers le sud a provoqué un face-à-sace qui menace de faire voler en éclats la trêve tacite qui y règne depuis le 20 juillet

A Genève, il a été fait état de

conversations - détaillées, positives et constructives ». La durée de ces discussions, qui avaient succèdé aux rendez-vous de Londres, du Caire et de New-York, semble indiquer, en effet, que la négociation est sur les rails. Des contacts à deux ou à trois avaient en lieu des lundi, veille de l'ouverture officielle de cette rénnion marquée par la spectaculaire offre de Pretoria d'un double retrait cubain de l'Angola et sud-africain de la Namibie d'ici au 1° juin 1989 (le Monde du 3 août). Après des séances de travail de plus de dix

prolongés de vingt-quatre heures. Mais, cette fois-ci, la consigne de discrétion a été observée par Prete-ria. M. «Pik» Botha s'est borné à indiquer que « le gouvernement sud-africain communiquera sa décision aux autres parties dans un délai de quatre jours, après consultations: avec les dirigeants de la Namibie». Il s'ensuit que l'accord de Genève. quel qu'il soit, doit encore - comme ce fut le cas pour l'accord-cadre de New-York - être débattu et formel lement accepté par chacune des parties. Les dirigeants du «gouverne-ment provisoire» de Windhoek, qui étaient déjà venus à Pretoria jeudi, ont été convoqués à nouvean pour le.

hundi 8 août, ce qui laisse supposer.

que la Namibie est concernée au

premier chef.

(Intérim.)

POINT DE VUE

L'enseignement en Algérie

La même liberté pour tous!

Par Joseph Rovan professeur ámérite à la Sorbonne

Il 'Al lu avec tristesse et regret dans le Monde du 29 juillet 1988 que le gouvernement algérien vient d'interdire à ses ressortissants de fréquenter les établis-sements sociaires de la Mission universitaire française. Je suis de ceux qui, de 1954 à 1962, se sont efforcés de mettre fin à une guerre fratricide entre deux peuples que l'histoire avait étroitement associés. J'ai accompagné mon ami et patron Edmond Michelet en 1967 (1) dans ca voyage à Aiger au cours duquel il fut fait citoyen d'honneur de la ville. Responsable sous sa haute autorité de l'administration pénitentiaire, j'avais contribué à mettre à l'abri des coups des enragés un grand nombre gouvernent l'Algérie indépendants.

Ce pessé, dont je n'entends tirer aucun droit sinon le setisfaction du devoir accompli, national et humain, me permet - je le pense - de dêre aujourd'hui à quel point la décision prise par les autorités d'Alger me paraît regrettable et contraire aux principes qui m'avaient amené à comprendre le combat de leur peuple pour l'égalité et l'autodétermination.

En quoi la liberté laissée aux parents d'inscrire leurs enfants dans une ácole française peut-elle nuire aujourd'hui au développement national du peuple et de l'Etat algériens ? Qui songerait en France à interdire à des parents français d'inscrire leurs enfants dans des écoles allemandes, angiophones ou arabes? Le droit des parents de donner aux enfants l'éducation de leur choix ne fait-il pas partis des droits fondamentaux de l'homme, de ces droits de l'homme que les patriotes algériens n'ont pas cessé d'invoquer pendant le conflit evec la Franca? Cette invocation surait-elle été purement instrumentale et à sens unique ? Ce n'est pas la première tois que nous sommes obligés de nous poser catte question face à des décisions prises à Alger. mais cette fois-ci c'est su noyau dur vient de toucher. Quelle étrange justification posthume e-t-on voulu ainsi donner à ceux des Français qui nous traitaient de nells ?

On vient d'inaugurer à Paris, il y a peu de temps, l'Institut du monde arabe, grande réalisation commune en un lieu prestigieux, et c'est main-tenant, vingt-eix ans après l'indépen-

dance, que le gouvernement algérien prend une mesure si manifester contraire à l'esprit qui devait régner dont l'imbrication est peut-être plus étroite à l'hours actuelle que jamais: dans leur histoire.

Comme les intégristes catholiques du dix-neuvième siècle, les responsables algériens, dont quelques-uns furent nos amis, nous diront-ils maintenant qu'ils nous ont naguère, réclamé la liberté au nom de nosprincipes — comme ils avaient raison-de le faire — pour la refuser maintenent à leurs propres concitoyens ?. autoritaires et intolérants peut-on, prendre une telle décision ? Et inversement, au nom de quoi, sinon des principes de 1789 valables pour tous les hommes et pour tous les peuples pourrons-nous lutter dorénavant ici,. en France, contre le racisme qui, vous, rappelone-nous, que la liberté et les libertés sont indivisibles et les mêmes, ici et aux antipodes, chez nous et chez vous.

(1) Edmood Michelet, après avoir été de 1959 à 1961 ministre de la jus-tice, était en 1967 ministre d'Etat: chargé de la fonction publique (NDLR).

Amériques

La démocratie minée par la crise économique

L'Argentine à la dérive

(Suite de la première page.)

Mais ce plan comporte aussi des contradictions apparentes: hausse de quelque 30 % du prix des carburants et de la plupart des services publics, relèvement de 25 % du salaire des fonctionnaires. Et puis, avant même son entrée en vigueur, la première de ces dispositions a été largement hypothéquée par l'attitude des commerçants, qui, les jours précédents, se sont empressés d'accélérer le « tango des étiquettes » (déjà si frénétique que des entreprises se sont spécia-lisées dans cette tâche épuisante qu'est le changement à vue des prix à l'étalage).

S'en remettre à « la magie »

A la fin de la semaine, le calme régnait sur le marché financier, mais cela contrastait avec la ces initiatives. La CGT menaçait de lancer un mot d'ordre de grève générale, estimant que les salariés feront finalement les frais de l'opération. La puissante centrale syn-

entreprises criminelles de la firme

Wedtech, qui distribuait des pots-de-

vin pour obtenir des contrats gouver-

nementaux. M. Mario Biaggi risque vingt ans de détention — (AFP.)

• ETATS-UNIS. -- Un parle-MEXIQUE: près d'une trenmentaire reconnu coupable de taine de victimes dans une colliaion fluviale. - Une quinzaine corruption démissionne. -M. Mario Biaggi, élu démocrate de l'Etat de New-York à la Chambre des d'ouvriers ont trouvé la mort et treize autres ont disparu dans une collision, représentants, a démissionné le venintervenue, dans la nuit du jeudi 4 au dredi 5 août, après avoir été reconnu, jeudi, coupable de corrupvendredi 5 août, entre deux chation par un jury fédéral. Avec six loupes circulant sur le fleuve Coatzaautres personnes, ce parlementaire de soixante-dix ans, ancien policier, calcos, dans le sudiest du Mexique. avait été accusé d'avoir participé aux

L'un des bateaux, transportant une cinquantaine d'ouvriers qui se rendaient à leur travail, a heurté une péniche, coulant immédiatement. -(AFP, Reuter.)

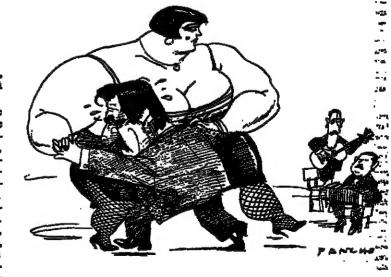
la queue pour tout. Dans les circonstances actuelles, c'est encore pis. Durant la fermeture des banques, il y avait, à Cordoba, 1 kilomètre de queue devant le seul établissement entrouvert pour le paiement des traitements des enseignants et des pensionnés. L'accablement se lisait sur les visages. Cordoba, deuxième ville du pays, est le fief de l'industrie automobile. Pour vendre leurs véhicules à des clients qui man-quent de plus en plus de moyens, les constructeurs ont recours à une sorte de loterie, et Renault assure 40 % de sa diffusion par cette formule qui s'étend à l'acquisition de la plupart des autres biens de consommation. L'Argentine se livre au hasard.

Le réveil du péronisme musclé

Comme la plupart des intellectuels qui ont soutenu M. Alfonsin pour lui permettre de rétablir la démocratie après la dictature militaire, M. Carlos Gabetta, directeur du Periodista, journal de gauche, reconnaît que « le président a maintenant perdu en très grande partie la confiance de la majorité des Argentins ». Il ajoute : « La déception est à la mesure de l'immense espoir né de l'échec des militaires. - Pour M. Gabetta, le malaise économique et politique est « relativement » comparable à celui de l'Allemagne des années 20 : institutions trop récentes et instables, inflation galopante, une guerre perdue (celle des Malouines). Selon lui, l'Argentine, ne sachant plus à quoi ou à qui se raccrocher, est de nouveau prête pour les plus dangereuses aventures. . On est pret à recourir à la magie », conclut-il, reprenant un mot qui fait fortune à

Le magicien pourrait bien être M. Carlos Menem, son nom s'étale partout à travers le pays. A la surprise de la classe politique, M. Menem, gouverneur de la province reculée de la Rioja, a rem-porté en juillet les premières élections organisées au sein du mouvement péroniste pour dési-gner son candidat à la présidence. Un véritable plébiscite de la base, qui a rejeté M. Antonio Cafiero, gouverneur de la province de Buenos-Aires, un modéré, champion de l'appareil du Parti justicialiste (péroniste). M. Menem a bénéficié du soutien déterminé de la CGT et des syndicats les plus musclés et mafieux d'Argentine. Ce qui a fait dire à M. Cafiero que, avec M. Menem, c'était . le retour des gros bras ».

On ne peut imaginer personnage plus étonnant et plus trou-biant que M. Menem. Cet avocat, âgé de cinquante-trois ans, musulman d'origine syrienne, converti au catholicisme, cultive l'extravagance avec plus d'habileté qu'on ne le croyait a priori. Ce negro, ce « Turco », comme le qualifient nombre de ses concitoyens, se donne l'aspect des caudillos du siècle dernier qui ont fondé le pays. Il porte une imposante crinière grisonnante qui lui tombe sur les épaules et d'incroyables favoris qui lui mangent les joues. Voilà pour l'identité argentine, qui ne lui était pas vraiment acquise d'emblée. Et pour compenser son aspect « rétro », ce « gaucho », à ses heures, se fait pilote de rallye. M. Menem a l'art de dérouter.



aussi bien des gens d'extrême droite que des anciens guérilleros montoneros (extrême ganche péroniste). Lui, qui est ouvertement pro-palestinien, a pour plus proche collaborateur un juif sioniste. On dit qu'il flirte avec la dictature militaire au Paraguay, mais il fut au sein de la classe politique la première victime de marque du régime des généraux argentins : il a passé cinq ans en prison; un sérieux atout face à ses adversaires politiques, même s'il prône le pardon pour les dirigeants du régime militaire. M. Menem ratisse très large. Il incarne un retour aux sources du populisme péroniste tous azimuts. Il semble tout promettre, voire n'importe quoi. En commençant par l'annulation pure et simple de la dette que M. Alfonsin s'évertue à honorer. Il ne recule devant aucune contradiction. Jeudi, il a successivement affirmé qu'il comprenait les revendications des agriculteurs et des industriels, les uns et les autres étant

Dans son entourage on trouve

pourtant très opposés en cel

Ce marginal séduit manifestement les Argentins les plus défavorisés, désemparés et aigris; ceuxqui redoutaient les dangers de sons populisme « surréaliste » n'enadmettent pas moins avec une". nuance de respect qu'il possèdé. aujourd'hui de très fortes chances d'accèder au pouvoir dans quelen ques mois. « Son surréalisme paraît à présent un moyen on ne. peut plus tentant d'échapper à la. réalité », dit avec amertume un professeur de sciences politiques Même M. Adolfo Perez Esquivel. prix Nobel de la paix, défenseur des droits de l'homme, qui fut au? côté de M. Alfonsin pour rétablir la liberté, paraît réserver son jugement, en déclarant : - Il y a eu tellement de promesses non tenues et de mensonges dans la classe policie lique que je ne veux pas me proce noncer sur le phénomène Menents Désormais, je ne considéreral que

FRANCIS CORNU.

Les avocats d

Personal Control of the Control of t And the second second 132 : " A 22 5 3 5 7 7 - Carrier 19 5 mg 12 mg - Table 100 100 1 11/10%

2020 -

Carret Torr

No ::

20 to 10

2. 4.0 2101 ±wn ∀. 277 64 2 1.000000 Eigen in an anderen · 我就就是我们的 (1) 10 11 (4) 1973年 秦. 全型2.00mm(1)。2.00mm errent co Franchis of the Park C Marintenes of the gra-mental to the de Park

Comment of the

- Buisen

च्या तर 👌

and fait

MRESPOND ANCE

Walte in Artendine

L'Intern

la sticke que rejete as ca dam nor of closes day Per la Bout and Centre the firemana course of the fireman letter cou Mania de ce courrier Tomeret Gr The locate le fissione de l'homme révo

Politique

Les négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

Les avocats du FLNKS estiment que le refus d'une amnistie générale « compromettrait les efforts de paix »

Faisant ainsi écho à l'une des principales revendications politiques mises en avant, actuellement, par les délégués indépendantistes au cours de leurs pourpariers avec le gouvernement, ces six avocats déclarent :

ue du Sud-Oues

l'accord »

Commence of the second second

a franchiscopies of the second

of process

sere and the series

河南省、東京(1000年) 1000年(1000年) 1000年

Sept. Tall and The sept.

part and a little of the state of the

State was taken in the state and sta

Designation of the control of the co

Service of the service of the party of the party.

e Comment of the Control Comment of

The state of the s

See a literature

Management of the second of th

Marketon - 1975 Denog

The Maria Carrier and Carrier

अक्षा भाग के जिल्ला

BU TENNE TO THE TE

Name of the late o

diameters.

Manager of the second of the s

AGENT OF THE STATE OF THE STATE

Market Control

Ti Anna

erancis cossu

Mary and the second

34, 47

42.22

'a Sette ' ' erection of the second

The second secon

247 200

Se Marie

.

...

 $(\sigma,KT)^{-1/2}$

THE STATE OF STATE

Title line magyara

THE REPORT OF THE PARTY OF THE

e de domatavers t

The Parties Endages

1 of the 1000 Des

Commence of the foliage

100000

in warname.

9 10 1 To 75 60 VOS

1 - 1 7 Tabbles

July 100 3 2009

and artificial their

1. 12 45 ff 188

a draigh

15 L . .

対象数です。で、

The state of the state of

FRE THE .

Mar :- 14

CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE

42742-2001

Market Street

新聞 かごり

17 M 91 ...

29-32

M 184 - 1

Marian .

Contract of the second

क्षिप्यत्र उत्तर्भ

it état

«Le rapprochement observé lors des discussions de Matignon a soulevé un grand espoir pour l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Cet avenir passe par des négo-ciations politiques auxquelles les acteurs de la vie calédonienne participent eux-mêmes. Cependant, et quelles que soient les solution retenties, tout accord ne peut ignorer la dimension humaine du drame calédonien. De ce point de vue, il faut retenir les déclarations des délégations du F.NKS et du RPCR : au cours de ces discussions, tout le monde a « beaucoup donné et par-

» Pardonner, ouvrir les yenz sur l'avenir en s'efforçant d'oublier les douleurs réciproques du passé, a sa traduction juridique : c'est l'amnis-

» Dans le fonctionnement des institutions françaises, l'amnistie est le pardon accordé par le peuple ou le législateur : c'est donc aux citoyens ou à leurs parlementaires qu'il appartiendra de délimiter, sur pro-position du gouvernement, l'étendue de ce perdon.

» Il faut espérer que la vision métropolitaine de la situation de ces les lointaines et les contingences du fonctionnement de nos pouvoirs publics n'iront pas à contresens du vent d'espoir qui nous parvient de

- » En effet, limiter les effets de l'amnistie, en excluant les « crimes de sang » comme le proposent certains, risquerait de compromettre la restauration de l'indispensable confiance entre tous les acteurs de la vie calédonienne et de rouvrir, à bref délai, des plaies qui se cicatrisent à peine.

» Peut-on raisonnablement concilier la perspective d'une paix civile durable et la tenue de futura procès ultra-sensibles, tel celui de l'affaire

 » Pent-on seniement concevoir. après l'acquittement des auteurs de l'embuscade de Hienghène de décembre 1984, qui avait fait dix morts — dont deux frères de Jean-Marie Tjibaou — de juger l'un des survivants de la merie, Jean-Luc Vayadimoin, aujourd'hui inculpé et incarcéré dans le cadre de l'homi-cide de José Lapetite, l'un des auteurs du massacre absons par la auteurs du massacre absons par la cour d'assises de Noumés ?

CORRESPONDANCE

Le collectif des avocats du FLNKS, composé de M^o Gustave Téhio, Jean-Jacques de Felice, Alain Ottan, François Roux et Michel Tubiana, a tancé, samedi matin 6 août, un appel en favear d'une amuistie générale en Nouvelle-Calédonie, y compris pour les « crimes de sang », en se référant, en particulier, à ceux commis en avril sur l'île d'Opvéa.

Dans son avant-projet de loi référendaire le gouvernement excint ces crimes-là de ses intentions mais M. Michel Rocard, interrogé à ce sujet fin juillet, se déclarait «ouvert» à des «conversations approfondies» (le Monde du 30 juillet).

Le chanteur Renaud

interdit de radio à Nouméa

senties comme la conséquence des errements d'un pouvoir politique qui a renié, à plusieurs reprises, sa

Machoro, Marcel Nonaro, Léopold Dawano, et plus récemment Alphonse Dianou, Wenceslas Lavelloi, Waine Amossa, Albert Pojtic, tués dans des circonstances telles que des instructions judiciaires ont été ouvertes, instructions dont on imagine bien, dans un Etat de droit, qu'elles devraient normalement

Ladit directour artistique.

M. Jean-Pierre Yserman, pris en

faute, s'est aussitôt excusé :

« Je comprends parfaitement ces

reactions, d'eutant plus émou-

ventes qu'elles relevaient moins de la coière que de la tristesse »,

a-t-il répondu, ainei que le rap-

porte le numéro 14 de ce supplé-

ment hebdomadaire. « Nous

ment nepromadaire. « Nous avons été piégés (...). Il est matériellement impossible de tout visionner, a-t-il ajouté à propos de le reprise per RFO des programmes d'Antenne 2. Mais, dequite come d'Étaile.

depuis cette diffusion, le « cas »

Renaud fait l'objet d'une atten-

tion toute particulière. Et sur RFO-Radio, je suis formel, on ne

pesse plus Renaud du tout.» « Mais je vous signale tout de même, a conclu M. Yaerman,

que la disque ast en vente à Nou-

més, et qu'il se vend. » A qui ?

on, anquêtent...

» Peut-on encore envisager, au moment où il semble plus nécessaire que jamais de calmer le jeu, et d'instaurer l'impartialité de l'Etat, de poursnivre la répression qui s'est abattue toutes ces dernières années sur les indépendantistes, alors que tous les attentats perpétrés par cer-tains activistes « loyalistes » et l'assassinat de Pierre Declercq et de Célestin Zongo est reaté impuni ?

» De tels événements ruineraient probablement les efforts de paix accomplis par les communautés es et le gouvernement de Michel Rocard.

 Certes nul n'ignore que les agressions dont ont fait l'objet les représentants de l'ordre public français ont laissé des traces d'autant plus profondes qu'elles ont été res-

Grosse émotion dans le micro-

cosme caldoche I Tout Noumée

a vu et entendu, l'autre soir, par

le canal télévisé de RFO, le chan-

teur Renaud, invité de l'émission « Champs-Elysées », évoquer la mémoire d'Eloi Machoro dans

son clip consacré à Johnny Clegg

et à la lutte contre l'apertheid en

Afrique du Sud. La chose a fait

habdomadaire des Nouvelles

calédoniannes, la seul quotidien

de Nouvelle-Calédonie, a voulu

en avoir le cœur net. Un de ses

collaborateurs a carrément posé

la question au directeur du

bureau artistique de RFO : « Le

clip de Renaud a causé une vive

émotion chez une majorité de téléspectateurs. Ne pensez-vous

pas que dans le climat actual

RFO a le devoir de ne pas attiser

les passions ? »

A tel point que la supplément

trouver leur aboutissement dans des » L'apaisement de tous les esprits

comme l'équité, commande que ni les uns ni les autres n'aient à subir individuellement les conséquences d'une situation politique dont nous sommes responsables et que tous les citoyens de bonne volonté, quelles que soient leurs convictions, se doi-vont de résoudre.

» L'enjeu est d'importance, car il s'agit d'expliquer, spécialement dans une société démocratique, qu'un processus de paix est possible même și les forces de l'ordre ont payé un lourd tribut. parole.

» Au demeurant, s'il faut constater que les forces de l'ordre ont subi, ces dernières années, des pertes tragiques — à la suite desquelles des militants indépendantistes ont été arrêtés et condamnés, — il faut anssi admettre qu'elles ont été impliquées dans des drames également doulouseux : qui a oublié les morts d'Eloi Machoro. Marcel Nonare. Léonold

» Tirer un trait sur le passé, donper aux uns et aux autres les moyens de se retrouver dans un dialogue et un avenir débarrassés des suspicions et des ranceurs : tel est le sens de l'amnistie générale en Nouvelle-Calédonie.»

Points de voe internationaux

De leur côté, les dirigeants du mouvement Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), Me Guy Aurenche, président de la Fédération internationale, et M= Jacqueline Westercamp, présidente nationale de cette organ tion, out demandé au garde des sceaux • que la justice fasse toute la lumière » sur ce qui s'est passé à Ouvéa entre le 22 avril et le 6 mai. Se référant aux témoignages des habitants de l'île qui accusent les forces de l'ordre d'avoir infligé des sévices à certains hommes, ils se fon-dent sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur le règlement de discipline générale des armées pour demander « que soient respectées par tous et pour tous les normes de l'Etat de droit ».

Par ailleurs, le Comité international pour les libertés ethniques (IKEL), réuni à Rotterdam le 28 juillet, sons la présidence de M. Uwe Joachim Moritz, a adressé à M. Rocard une résolution condamnant «l'attitude française, qui, jusqu'à présent, a empêché les Nations unies de s'occuper de la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie », félicitant « le gouvernement français actuel pour son plan de dix ans en vue d'une vie commune multiraciale conduisant à la souveraineté de la Kanaky », et considérant aussi que « seule une pleine souveraineté de l'ethnie canaque est une solution juste, qui doit être préparée très prudemment. »

Règlement de comptes à la section RPR des Hautes-Pyrénées

de notre correspondant

C'est à boulets rouges que vient de se rallumer la guerre entre l'ancien et le nouveau secrétaire départemental du RPR dans les Hautes-Pyrénées. Depuis l'éviction — la « démis-sion », salon l'intéressé — en juin 1987 de M. José Marthe, le Lourdais, vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, de la tête de la section départementale et son remplace-ment par M. Pierre-André Breton, le Bagnérais, les tensions entre les deux hommes s'étaient passagèrement mises en sour-dine. Mais la crise couvait dans le chaudron du RPR.

En pleine saison estivale, à un mois et demi des élections cantonales, le feu vient d'être mis aux poudres. MM. Merthe et Breton ne décolèrent plus. Ils ne passeront pas des vacances ensemble... M. Breton, le secrétaire départemental, a reproché, vendredi 5 août, à son prédécesseur de ne pas avoir répondu à la convocation du dernier comité départemental du 29 juillet, dont il est le président. Ledit comité a donc décidé que « José Marthe s'était placé lui-même hors du mouvement», affirmant au passage qu'il n'avait pas «acquitté sa cotisation ...

Fraîchement confirmé par M. Alain Juppé dans sas fonctions de secrétaire départamental. M. Breton entend montrer qu'il est bien le « patron » du RPR donc parti en croisade contre M. Marthe. En premier lieu, il ne veut pas lui accorder. à l'automne, l'investiture du RPR dans le canton renouvable de Lourdes-Ouest, où calui-ci est élu conseiller général depuis douze ans. M. Breton n'hésite pas à traiter son antagoniste de « sofdat perdus. Il attribue à curre magouille » la récente élection de M. Marthe à la présidence du groupe RPR de la région Midi-Pyrénées. Par une étrange coinci-

dence, cette élection a eu lieu le 29 juillet, jour où ce demier s'est ratrouvé en état d'« exclusion » du comité départemental des Hautes-Pyrénées... Pour M. Bre-ton, cette présidence régionale n'est donc qu'e honorifique ».
Pis, il accuse M. Marthe de « ne pas savoir prendre le tête d'une commission et d'avoir une influence quasi nulle »... Et son réquisitoire ne s'amête pas là. Il accuse aussi M. Marthe d'avoir mené « une campagne de dénigrement systématique lors des élections présidentielle et législetives, où il s'est montré très discret », il ajoute que M. Marthe ne sait « rien faire pour le département ainsi que pour la ville de Lourdes, où il est conseiller municipal et où sa présence est jugée nuisible et assimilée à un repoussoir pour le RPR, qui envisage de refaire de se section une pépinière d'élus »...

En conclusion, M. Breton déclare : « M. Marthe est un poids mort pour le RPR. Je ne peux rien pour lui. Il n'a aucun droit à se prévaloir du titre de premier gaulliste des Hautes-Pyrénées, ni de celui du RPR. »

M. Martha, bien entendu, n'est pas resté les bras croisés en entendant cette diatribe publique. Il a estimá que son secrétaire départemental était « victime d'une crise frénétique qui lui fait dire n'importe quoi ». Mis en cause même sur le plan financier, M. Marthe a porté plainte en diffamation, ce même 5 août, contre M. Breton, et il a saisi les instances nationales du RPR pour exiger l'exclusion de M. Braton et la dissolution de la fédération départementale du RPR.

A propos des procheines can-tonales, M. Marthe demande l'arbitrage de Paris afin de pouvoir porter l'étiquette du RPR dans le canton où le candidat de l'UDF, le docteur Philippe Douste-Biazi, soutenu par la fédération départementale du RPR, voudrait lui imposer une

JEAN-JACQUES ROLLAT.

L'Internationale (bis)

31 juillet-1" août, au centièree par amiversaire de la mise en musique de l'Internationale, nous ont rale plusieurs lettres. Voici quelques extraits de ce courrier qui exprime l'intérêt de nos lecteurs Sont pour nos propres généraux.

Un lecteur de Bruxelles, M. Debety-Delince, nous rappelle que l'ouvrier de Fives, Pietre Degeyter, qui composa la musique de l'Internationale, écrite par Eugène Pottier en 1870, était de nationalité belge, « et plus précisément Gantois » : « Pourquoi ne pas l'avoir signalé? demande-t-l. Par ignorance? Ou pour ne pas faire un gros chagrin à André Lajointe, selon qui l'internationale est une chose française»? C'était pourtant l'accasion de narrer une « histoire belee » moins idiote que celles dont se régale l'Hexagone et qui font la glotre du génial Collaro, Non ? »

[Pierre Degeyter, outrier tourness sur bole, étalt en effet né à Gand le 8 octobre 1848, mais il a passé toute su vie en France.]

Un lecteur de Versailles, M. Rabaut, s'interroge : « Eugène Pot-tier a-t-il rédigé l'Internationale au lendemain du 4 septembre 1870, et non me on le croit commun après la Semaine sanglante ? Les deux spécialistes de la chanson révolutionnaire, P. Brochon (Engène Pottier, Maspero, 1966) et R. Brêcy (Florilège de la chanson révolutionnaire, Fier et demain, 1878), malatiennent la change de la chang seconde hypothèse. A l'appul de la voire, vous avez la vraisemblance », te ce lecteur. On conçoit mal un ajoute ce lecteur. On conçoit mal un chant d'espoir après l'écrasement de la Commune. Mais vos sources? Elles seraient les bienvenues. »

Précisons dunc à cet alaushie lecteur que, sur ce point, me informations tiraient leurs sources de l'ouvrage consacré à l'hymne par Jacques Estager et Georges Bosel : l'interancionale, 1888-1988, édité par Menshier, Editions Sociales, en 1988. Ces auteurs se référent exx-mêmes aux écrits de Pierre Brockou.]

Enfin, M. Perruchot, de Paris, s'étonne de ne pas avoir trouvé, dans la

Les articles que nous avons version de l'Internationale que nous passacrés, dans nos éditions datées avons publiée, dans le couplet débutant

· Les rois nous saoûlaient de fumée », les quatre vers suivants : « S'ils s'obstinent, ces cannibales, A faire de nous des héros, Ils sauront bientôt que nos balles

pour l'histoire de l'hymne révolu- ... Compte tenu de certaines commimorations actuellement prévues, notamment à Lille, ajoute ce lecteur, ces paroles comues par cœur sontelles toujours d'actualité, eu égard, par exemple, aux généraux n'ayant pas observé le devoir de réserve ? »

[Souligness donc simplement que les quatre vers en question figurent bien dans la describure version de l'Internationale, mals pas dans la première version d'Engène Potter que non avons publiée. Cette pressière version est la suivante : « Les yois nous solitaient de finnée. « Les rois nom sollaient de fambe, Paix entre nom ! guerre aux tyrans ! Appliquous la grève aux armées, Appliquous la grève aux armées, Pandit, prince, exploiteer se prêtre Qui vit de l'houme est un criminel ; Notre ameni c'est notre amitre ; Voit le mot d'unire éternel. »

Tunits que la seconde indique e « Les Rois nous sodisient de fra Les Russ nous soutenes de tienes Paix entre nous, guerre mot tyrans! Appliquous in grève not armées, Crosse en l'air et rompons les rangs! S'ils s'obstinent, ces camillales, A faire de nous des héros, les sauront bientôt que nos balles Sout pour nos prepres généraux. »]

EN BREF

• Un prêt de 42 millions pour Tahiti. - La Banque européenne d'investissement (BEI) a accordé un prêt de 42 millions de francs français (6 millions d'ECU) à Tahiti (Polynésie française) pour l'achèvement des tra-vaux d'un réseau électrique heute et moyenne tensions, a annoncé, vandredi 5 août, un communiqué de la BEI publié à Paris. Le financement se subdivise entre un prêt de 28 millions de francs trançais accordé à la Caissa centrale de coopération économique, pour quinze ans, au taux de 5 %, et un prêt conditionnel de 14 millions de francs français d'une durée de vingt ans au taux de 2 % consenti au gouvernement du territoire.

Dans les ministères

directeur du cabinet de M. Baylet

Le cabinet de M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités territoriales, est ainsi

MM. Jean-François Hory, chargé de mission anprès du secrétaire d'Etat; Pierre-René Lemas, directeur de cabinet; Hubert Giraud, chef de cabinet; Mª Françoise Courbin, attachée parlementaire; M. Marc Abadie, conseiller technique (fonction publique territoriale); M. Hélène Hermu, conseiller technique (compétences et institutions locales); MM. Marc Sadaoni, conseiller technique (finances et fiscalité locales); Gilles Savary, conseiller technique (solidarités locales, coopération et affaires réservées); Jean-François Dauriac, chargé de mission (cour-rier élus locaux); Jean-Marie Iri-barren (attaché de presse).

[Né le 15 mei 1949 à Neufchâteau (Vosges), M. Jean-François Hory est avocat. Il a use matrèse de droit public et est ancien élève de Sciences-Po. Il a ésé secrétaire exécutif du MRG de 1983 à 1985 et député de Mayotte de 1981 à 1986 et

[Né le 23 février 1951 à Alger, M. Pierro-René Lemas, diplômé de druit public, est ancien élève de l'ENA et administrateur civil Avole de l'ENA et public, est ancien eleve de l'ENA et administrateur civil. Après avoir appartenu aux cabinets de Gaston Defferre et de M. Pierre Joxe, oà il suivait les questions de décentralisation, il svait été nomné, en 1986, aons-directeur des affaires politiques des DOM et des TOM.]

M. Pierre-René Lemas | M. Jean-Patrice Nosmas directeur du cabinet de M. Jacques Mellick

Le cabinet de M. Jacques Mellick, ministre délégué chargé de la mer, est ainsi constitué :

MM. Jean-Patrice Nosmas, directeur de cabinet; Michel Lancret, chef de cabinet ; Yves Samier, chef adjoint de cabinet; Jean-Pierre Chruszez, chargé de mission auprès du ministre; Jacques Roudier, chargé de mission auprès du ministre; Jack Alzon, conseiller technique (affaires sociales) ; Pierre Argouse, conseiller technique (rela-tions avec la marine nationale); Yves Blanc, conseiller technique (flotte de commerce, ports, naviga-tion maritime et recherche); Dominique Fabre, conseiller technique (questions économiques et budgétaires, affaires européennes, relations internationales et coopération) ; André-Yves Legroux, conseiller technique (pêches maritimes et cultures marines) ; M- Marie Castets, attachée de presse, et Catherine Grangeon, churgée des relations avec le Parlement.

[Né le 23 juillet 1947 à Saïgon (Viet-nam), M. Jean-Patrice Nosmas est licencié en droit, en sociologie et en philosophie. Depuis 1972, il a fait toute sa carrière an ministère des anciens combattants, où il était, depuis joillet 1985, impecteur général.]

Mort du préfet de l'Aude

Carcassonne.

[Né le 7 juillet 1928 à Strasbourg, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, Pierre North avait commencé sa carrière en 1952, comme chef de cabinet du préfet de Haute-Marne, puis avait assumé les fonctions de chef de cabinet du préfet de la Somme, en 1953, et du préfet de la Somme, en 1953, et du préfet de la Somme, en 1957, il avait exercé successivement à Lesparre-Médoc (Gironde) et à Nemoura (Scincet-Marne), avant d'être détaché en 1961 auprès de Louis Jose, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes, à

M. Pierre North, préfet de l'Aude, est décédé, vendredi matin 5 août, à l'âge de soixante ans, d'une tumeur au cerveau, à l'hôpital de calais) en 1975 appropréet de Montreuil (Pasde Calais) en 1975 appropréet de contreuil (Pasde Calais) en 1975 appropréet de c préfet du Bas-Rhin. Il avait eté ensuite, en 1969, sous-préfet de Moutreuil (Pas-de-Calais); en 1975, sous-préfet de Montmorillon (Vienne); en 1977, secrétaire général de la préfecture d'Eure-et-Loir; en 1979, chargé du secrétariat général pour l'administration de la police à Lille.

de la police à Lille.

Chef de mission auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais en 1980, il avait été nommé, en 1982, préfet, commissaire de la République de l'Orne, puis préfet hors cadre, sanctionné à cause de la «prise d'otages» de deux camiomneurs britanniques par des agriculteurs près d'Alençon, enfin préfet de la Creuse, en 1985. Il était préfet de l'Aude depois le 30 septembre 1987.]

PROPOS ET DEBATS

M. Pasqua

Pas d'accord avec le FN,

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sánat, a réaffirmé, vendredi soir 5 soût sur Antenne 2. œu'il n'v aurait *« ni accord nation®i n* accord local avec le Front national » lors des prochaines élections municipales. « Mais si, dans telle ou telle ville, certains de nos amis considérent qu'ils doivent prendre un au deux membres du FN sur leurs listes, ce sera à eux d'apprécier la aituation et ensuite de l'expliquer», a ajouté

l'ancien ministre de l'intérieur. A propos de l'échec de Jacques Chirac à l'élection présidentielle et de la part de responsabilité qu'il en porterait, selon certains, M. Pasqua a répondu : « Ce serait trop facile comme explication et comme argument. Je crois que si nous avons échoué à l'élection présidentiel c'est probablement que nous avons oublié qu'on n'est pas élu parce qu'on feit une bonne gestion et que les Français ont besoin d'autre chose (...), d'un peu de romantisme, de rêve. Manifestement, François Mitterrand a su le faire mieux que

M. Longuet

Mauvaise conscience

Dans un entretien accordé à l'hebdomedaire Valeurs actuelles daté du 8 août, M. Gérard Longuet, ancien ministre, membre de l'état-major du Parti républicain, juge inconcevable une prochaine alliance des centristes

e Je n'y crois pas, déclare-t-il. Une politique socialiste, même si elle dérive vers le centre, reste socia-

aspirations socialistas, resta distincte. Ce sont deux mondes différents, même s'ils se côtoient et per-fois s'interpénètrent. Pour autant, peut-on gouverner ensemble? La réponse est non. »

M. Longuet ajoute que cela vaut aussi, à son avis, pour le groupe parlementaire que préside M. Pierre l'Union du centre a mauvaise conscience, explique-t-il. Elle est donc beaucoup plus prudente et exigeante vis-à vis du PS que d'autres députés de l'UDF qui, n'ayant pas mauvaise conscience, ont gardé toute leur liberté à l'égard du Parti socialista, ce qui peut même les conduire à approuver telle ou telle de

M. Schwartzenberg

Overdose

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, député MRG du Val-de-Mame, part an guerre contre la multiplication des scrutins qui menace, selon lui, la France, il préconise un texte de loi visant à «regrouper» les élections. «Si rien n'est changé, la période mai 1988-juin 1989 comptera cinq consultations électorales succe en treize mois : présidentielle, législetives, cantonales, municipales auropéennes, soit environ toutes les dix semaines », a affirmé l'ancien secrétaire d'Etat, vendredi 5 août. « Catte overdose de scrutins à répétition va lasser les électeurs et provoquer un fort taux d'abstention (...) Il faut en finir avec ce Paris-Dakar électoral et regrouper entre elles les élections ayant un objet ou des modelités analogues en faisant voter un texte de loi comparable à celui que j'avais déposé avec Joseph Franceschi fin 1987. Il y ve de l'efficacité de la vie politique qui ne peut se transformer liste ; une politique libérale ou cen-triste, même si elle tient compte des guerre de Cent Ans. » en affrontement permanent ou en

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE Yams - La banque - Le billard américain La tour de Hanoï - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

Les limites du « narco-terrorisme »

L'argent de la drogue tue-t-il par bombes interposées? Les terroristes financent-ils leurs forfaits par la vente de stupéfiants? Beaucoup le croient, mais ce « narco-terrorisme » est loin d'être démontré : aucune preuve, juste des présomptions, parfois de simples coïncidences.

Lors de l'arrestation de Dennis Howard Marks, le « Marco Polo de la drogue », le 25 juillet à Palma-de-Majorque, (Baléares), l'IRA a été accusée d'être mélée à ce gigantesque réseau de trafic de marijuana. Des rumeurs, reprises et amplifiées par la presse populaire britannique, affirmaient qu'un militant de l'Armée républicaine irlandaise, James Mac Cann, figurait parmi les trois personnes interpellées avec Dennis Marks. Pourtant, aucun James Mac Cann n'a été arrêté. L'IRA a démenti, Scotland Yard n'a pas bronché et la police espagnole a déclaré que « l'IRA n'avait rien à voir avec toute cette affaire .. L'argent de la drogue n'alimentait pas les caisses des nationalistes irlandais. L'IRA ne trempait pas

. L'expression . narcoterrorisme - est une invention des médias, nous n'aimons pas l'employer car elle est ambigué », prévient M. Carlo A. Boccia, du DEA, la police ami-drogue américaine. - La plupart du temps, elle est interprétée comme l'existence d'une conjuration entre les trafiquants et les terroristes pour miner la société. Or c'est faux à 90 %, renchérit M. Massimo Bontempi, officier d'Interpol. Nous préférons parler de liens entre les deux. » Des liens occasionnels, aussi vite rompus qu'ils ont été noués, et très difficiles à établit. « Il y a eu beaucoup de listérature sur le narco-terrorisme. mais jamais rien de concret, jamais de véritable démonstration ». affirme M. Yves Lucet, commissaire divisionnaire responsable de la 6º division, chargé de la lutte antiterroriste à la direction centrale de la police judiciaire. . En tout cas, en

Ni les mouvements terroristes gue », assure M. Bontempi. « Nous français, comme Action directe et l'ex-FLNC, ni leurs homologues curopéens, Brigades rouges en Italie, Fraction armée rouge en Républi-que fédérale d'Allemagne, ne se sont tournés vers le trafic de stupéfiants pour financer leurs actions. Pour eux, la drogue, c'est sale. S'ils qualifient de « réappropriation proléta-rienne » le butin d'un hold-up, écou-ler du haschisch, de la cocaîne ou de l'héroïne peut difficilement passer pour un acte révolutionnaire. Cer-tains militants ont pu parfois être mêlés à des affaires de drogue, mais il s'agissait de fugitifs en cavale ayant besoin d'argent.

De l'argent trop sale

A contrario, des groupes terroristes n'hésitent pas à frapper les tra-fiquants. En janvier 1986, l'ex-FLNC a assassiné à Ajaccio deux dealers. A la même époque, après l'enlèvement de Guy Orsoni, qui n'a jamais été retrouvé, on laissait entendre que celui-ci avait été assassiné par des truands pour avoir trempé dans un trafic de drogue. Pour Philippe Madelin, auteur d'un ouvrage sur le terrorisme, • c'est de la désinformation pure et simple les trafiquants de drogue ont tué Guy Orsoni justement parce que les indépendantistes, dans leurs journaux, ont révélé des précisions graves sur la pénétration en Corse des drogues dures » (1).

Le terrorisme ne se limite pas aux groupuscules locaux. L'Europe est aussi le champ de manœuvre de mouvements étrangers, notamment du Proche-Orient, qui n'hésitent pas à pratiquer le trafic de drogue. Pour eux, il n'y a pas de trafic tabou, on vend tout aussi bien une grosse volture, des armes ou de la came », remarque M. Bernard Gravet, responsable de l'OCRTIS (Office central de la répression du trafic illicite de stupéfiants).

Les Arméniens de l'ASALA, les indépendantistes kurdes, les tamouls sont fortement soupçonnés de jouer sur les deux tableaux. « L'ASALA est très liée aux trafic

connaissons des cas concrets de militants impliqués à la fois dans des attentats en Europe et dans du trafic de drogue. » Ainsi, en septembre 1982, un membre de l'ASALA Diran Zinazanian, était jugé à Stockholm pour un important trafic d'héroîne. Coïncidence, mais pas de preuve formelle d'un lien direct avec le mouvement terroriste, même si une enquête a conclu que le produit de la vente servait à financer l'ASALA. De même, le groupe d'extrême droite turc les Loups gris est suspecté par Interpol de se procurer de l'argent par la vente

Une méthode pratiquée aussi en 1985 par ce qu'on a appelé la filière tamoule. Des réfugiés politiques du Sri-Lanka se transformaient en pas-seurs d'héroine pour payer leur voyage vers Paris, la vente de la drogue servant à financer des mouve-ments de résistance dirigés contre le régime de Colombo. Si pour M. Yves Lucet il s'agissait davantage d'un - droit de passage - pour s'insérer dans le milieu tamoul parisien que de véritable narco-terrorisme, M. Massimo Bontempi affirme qu'il existe - des éléments précis démontrant le contraire ».

En Colombie et au Péron

La découverte, le 26 mai 1987 à Fontainebleau, de la cache d'armes d'un réseau terroriste pro-iranien, où une poubelle contenait plus de Il kilos de drogue, illustre les difficultés rencontrées par les services de police pour mettre en évidence le narco-terrorisme. Dès le lendemain, M. Charles Pasqua, alors ministre de l'intérieur, déclarait : « Dans certaines affaires, il est clair que le trasic de drogue sert à alimenter en moyens financiers les organisations terroristes. Mais il semble avoir parlé trop vite. « Nous n'avons pas réussi à faire la démonstration judiciaire du narco-terrorisme dans ce cas, admet M. Yves Lucet. Une filière sure pour passer des arme peut tout aussi bien servir à impor ier de la drogue, sans qu'il y ait un lien plus fort entre les deux. »

Les experts internationaux regar-

du Sud. Au Pérou, Sentier lumineux se serait allié aux trafiquants de drogue de la valiée du Haut-Halluaia, pour le contrôle de la région. Narco et guérilleros ont des ennemis communs : les Nord-Américains et leur programme de destruction des cultures de coca. Ils ont aussi des champs d'action semblables : la guérilla agit dans des régions tenues par la mafia sans que cela entraîne le moindre affrontement entre eux. Si bien que des opérations terroristes contre les intérets des Etats-Unis profitent aux deux. Mais leurs liens paraissent plus tenir du gentleman's agreement, de l'accord tacite, que

d'un pacte ferme. En Colombie, la mafía de la drogue ressemble à un Etat dans l'Etat (2). Pour s'implanter, elle a conclu des accords avec la guérilla nationaliste du M-19, qui assure la protection des pistes d'atterrissage et des lieux de production. L'occu-pation du palais de justice de Bogota en novembre 1985 est, pour le ministre de l'intérieur colombien, la preuve de cette collusion. D'après lui, le M-19 aurait pris le palais de justice uniquement pour détruire des dossiers concernant les trafiquants. La encore, les relations entre ceux-ci et les terroristes existent, mais pas de manière organique.

Du narco-terrorisme, certains organes de presse américains sont passés sans hésiter à la narcorévolution. En 1985, CBS et le Wall Street Jownal ont accusé Cuba et le Nicaragua d'être impliqués dans un réseau de trafic de drogue vers les Etats-Unis. D'autres sont allés plus loin encore, assurant que l'URSS utilisait les stupésiants comme moyen de saper le moral de l'Occi-dent... Ces allégations, encore plus difficiles à démontrer que les autres, provoquent de larges sourires chez les responsables de la lutte anti-drogue et antiterruriste. « Soyons sérieux, dit M. Bontempi. Nous ne sommes pas au cinéma.

THIERRY BILLARD.

(1) Philippe Madetin, la Galaxie terroriste, Plon, 1986. (2) Alain Delpirou, Alain abrousse, Cocs Coke, is Découverte,

SPORTS

Nouveau record de vitesse dans les Alpes

Le macon des cimes

CHAMONIX

de notre correspondant

En moins d'un mois, le record, convoité par les sprinters des cimes d'ascension puis de retour entre Chamonix (1 050 mètres) et le mont Blanc (4807 mètres) s'est ahaissé de cinquante-trois minutes L'ouvrier maçon Laurent Smagghe, vingt-sept ans, installé à Grenoble, dépossédé de son titre le 26 juillet par un coureur helvétique, a retrouvé vendredi 5 août sa conronne sur le toit de l'Europe.

Cet athlète spécialiste du triathion (vélo, natation, course à pied) qui avait « armé » de crampons ses chaussures de cross pour traverser le chaos indescriptible de séracs et de crevasses des Petit et Grand Plateaux, a purcours en 5 h 29 min et 30 s la distance qui le séparait du mont Blanc. « La montagne évolue, change; il faut des gens comme moi pour la mettre au présent », assirmait quelques heures avant son prémunir à l'avance des critiques qui ne manqueraient pas de s'abat-tre sur lui des son retour à Chamo-

< Sortir

de l'impasse »

Les spécialistes de la grimpe et

des ascensions extrêmes voient en

effet dans sa démarche une démy-

thification de leur sport, tandis que

les guides de Chamonix qui exploi-tent le « filon du mont Blanc » ris-

quent désormais d'avoir beaucour

plus de difficultés à imposer leurs

honoraires pour cette course, qui s'élèvent... à plus de deux mille

francs ! Laurent Smagghe brouille

les cartes de la montagne », dit un

professionnel de l'alpinisme, séduit

REPÈRES

cans, réunis en conférence mondiale

à Cantorbéry (Angleterre), ont

condamné sans équivoque, vendredi

boisées, rocheuses et enfin glaciaires du mont Blanc, est venu recherches autre chose qu'un temps record. Laurent Smagghe, objecteur de

0.5

A Francis

Transfer to

n names

- 4: Ng ;

262.36

5 14 1 1 W

1 4 77.514

ر ب

3 70.78

4-27

100

TOTAL TOTAL

m con · (I to grant)

ា ជាំងនេកវ

ार्थ हास्त्र

44.5

BALL TO SECURE THE SEC

127 - 127

100

* 3

400 000

12 100

1947

A 22 To

300

100

4 20-

par l'exploit de ce garçon qui, à tra-

vers sa course folle sur les pentes

conscience, a passé en 1985 dix-buit mois à la prison de Varces (Isère) pour avoir « déserté » son service civil après une année de travail à la Fédération Rhône-Alpes de protec-tion de la nature (FRAPNA).

Il explique vouloir, à travers ses ascensions à grande vitesse, «sortir de l'impasse » dans laquelle il se trouve depuis deux ans. « le me suis donné à fond dans ce projet, dit-il. J'ai même, pour le mener à bien. contracté un emprunt de 20 000 francs auprès de ma banque. » Il espère que, très vite, sa démarche sportive lui ouvrira d'autres horizons que le bâtiment où, dit-il, - je suis allé un peu par obligation. » Mon exploit au mont Blanc devrait me relancer dans la vie, me faisant sortir de l'anony-

Le maçon des cimes espère pouvoir commencer très vite des études de langues et d'informatique.

CLAUDE FRANCILLON.

 Quetre nouveeux records de France de natation. - Plusieurs records de France de natation ont été améliorés, vendredi 5 août, à Dunkerque, au cours des championnats de France. Cédric Pénicaud a battu le record du 200 mêtres bresse en 2 min 17 s 43. Christophe Bordeau a battu le record du 200 mètres papilion en 2 min 1 s 14. Chez les dames, Cécile Prunier a battu en 4 min 12 s 76 le record du 400 mètres libre. Enfin, le Racing Club de France a réalisé un 4 × 100 mètres quatre neges en 3 min 48 s 48, nouveau

lions de francs à titre d'avances sur

de future dédommagements. Les

plaignants dénoncent les décâts

causés par le sel dans les réseaux de distribution d'eau de l'ouest des

Pays-Bas. Il s'agit d'un nouvel épi-

sode judiciaire d'une affaire portée

devent les tribunaux en 1983. -

Pour la première fois en France

L'auteur présumé d'un viol va être soumis au test des empreintes génétiques

Soupçouné du viol d'une jeune fille de dix-huit ans, le 2 août, à Beynost, près de Bourg-en-Bresse (Ain), un suspect va être soumis au test dit des « empreintes génétiques ». C'est la première fois que la justice française fait appel à cette technique britannique. Le suspect, Jacov Maman, âgé de trente aus, aucien militaire isvaélien se trouvant en situation irrégulière sur le territoire français, a été arrêté le 3 août et inculpé le 5 août par un juge d'instruction de Rours-en-Rresse.

Scion les premiers éléments de l'enquête, l'homme avait été amené au domicile de la jeune fille par une amie de celle-ci. Le viol aurait eu lieu dans la mit après le départ de l'amie. La victime affirme avoir été frappée auparavant avec un fer à repasser. Reconnu par la jeune femme, lacov Maman conteste les faits qui lui

Une exclusivité britannique

La première que constitue en France l'appel aux services de la firme britannique ne correspond pas à la meilleure situation qui l'auteur d'un viol. Le technique de Cellmark Diagnostics, mise au point à partir d'une découverte seur Alec Jeffreys (université de Laicester) est fondée sur la comparaison des caractéristiques génétiques de deux échantillons biologiques (sang. sperme, peau, etc.) et permet d'affirmer – avec un risque quasi inexistant d'erreur - si ces deux échantillons proviennent, ou non. de la même personne. En matière de viol, on doit donc comparer les caractéristiques génétiques du sperme prélevé sur la victime à celles (étudiées le plus souvent à partir d'un prélèvement de

sang) du suspect. Dans le cas du viol de Beynost, on est dans une situation différente puisque, selon le substitut du procureur de la République de Bourg-en-Bresse, les enquêteurs ne disposant pas d'échantillon de sperme prélevé sur la victime. Les échantillons adressés à la firme d'Abingdon comportent un prélèvement de sang (obtanu avec le consentement du suspect) et des fragments de tissus Idrap et vêtement) que : on suppose impregnés de sperme. Ainsi, même si la technique britannique permet d'établir un lien entre ces deux échantilions, elle n'apportera pas la preuve indiscutable de l'identité de l'auteur du viol.

Cette affaire soulève ausai un nouveau problème, lié à la pratique du prélèvement de sang indispensable à la réalisation de cette technique : pourra-t-on imposer ce prélèv les) suspect (s) le refuse (nt) ?

Aucun laboratoire français de police scientifique ou de biologie moléculaire n'étant, aujourd'hui, en mesure de mettre en œuvre la nouvelle technique des empreintes génétiques (le Monde du 3 août), il était clair qu'on devrait, un jour ou l'autre, en venir à solficiter les services de la firme britannique Cellmark Diagnostics, spécialisée dans ce type d'investigation et qui a déià appliqué os procédé dans trois

« Depuis deux semaines, nous avons été contactés à propos d'une série d'affaires criminelles, meurtre ou viol, survenues en France », nous a déclaré M. P.-A. Webb, directeur de Cellmark Diagnostics, qui précise que, contrairement à certaines informations, il n'existe aucun contact officiel entre sa firme et les autorités policières ou judiciaires françaises. Le développement en France d'un procédé équivalent pourrait, rapidement, se heurter à un problème de pro-priété industrielle, M. Webb pré-cisant que Cellmark Diagnostics détient l'exclusivité mondiale de la mise en œuvre des techniques issues de la découverte du pro-

JEAN-YVES NAU.

MEDECINE

Plus de sept mille cas de SIDA ont été signalés à l'OMS en juillet

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié, vendredi 5 août, ses dernières statistiques sur le SIDA. Sept mille sept cent soixante-six nouveaux cas out été notifiés en juillet, pour la plupart aux Etats-Unis et en Ouganda. Ainsi, depuis 1979, cent huit mille cent soixante-seize cas ont été signalés, ce oui ne représenterait. signalés, ce qui ne représenterait, d'après les experts de l'OMS, que la moitié des cas effectifs : le nombre de séropositifs est estimé entre 5 millions à 10 millions de personnes. La France, avec trois mille six cent vingt-huit cas, se situe en troisième position après les Etats-Unis - soxunto-neul mille quatre-vingt-cinq cas - et l'Ouganda qua-tre mille six cas.

 Le Centre pour le contrôle des maladies infectieuses américain (CDC) a publié, le jeudi 4 août, les résultats de la première enquête sur résultats de la première enquête sur le SIDA parmi le personnel de l'armée américaine. Deux mille deux cent cinquante-deux personnes sur le million sept cent cinquante-deux mille cent quatre-vingt-onze actifs seraient contaminées par le virus, soit plus d'un soldat américain sur mille. 40 % d'entre eux développent actuellement la maladie. Rien pent actuellement la maladie. Bien qu'aucun chiffre ne soit disponible pour la population américaine dans son ensemble, le CDC estime à envi-ron un million cinq cent mille le nombre d'Américains séropositifs,

soit un peu plus de sept pour mille. • Le Conseil chargé de la lutte contre le SIDA auprès du ministère soviétique de la santé a tenu, le 5 août, sa réunion constitutive. Estimant les Soviétiques peu informés sur le SIDA, il compte organiser un programme de prévention. Quatre cents centres de diagnostic sont déjà en place dans le pays. Ce chiffre passera à mille à la fin de l'année. La situation épidémiologique est considérée comme stable.

· Les Danois qui souhaitent souscrire une assurance pour la vie de plus de 2 millions de couronnes (environ 1774 000 FF) devront, des l'automne prochain, subir un test de dépistage du SIDA. Ils seront pro-tégés par la règle de l'anonymat pendant le test.

 L'Association psychiatrique américaine, lors de sa réunion annuelle, a rapporté les résultats d'une enquête sur le suicide menée à New-York de 1985 à 1987. D'après cette étude, la contamination par le virus du SIDA augmente considérablement les risques de suicide. Quarante-deux sidéens sur onze mille se sont tués pendant cette

Espagne Footballeur

en cage Accusé de viol, le capitaine de l'équipe de football FC Barcelone, José Ramon Alexanco Ventosa, a été arrêté jeudi 4 août à Arnhem (Pays-Bas), où son équipe séjourne dans un camp d'entraînement et a participé à plusieurs matches amicaux. La police locale a indiqué qu'une jeune fille svait porté plainte contre lui mercredi dernier, Incarcéré jeudi après-midi pour 48 heures, Alexanco a vu sa détention prolongée pour la même durée. L'avocat du joueur a indiqué que ce demier niaît tous les faits qui lui sont reprochés.

Anglicans Contre la violence

en Irlande du Nord Répondant à un appel du primat anglican d'Irlande, les évêques angli5 sollt, l'usage de la violence en Irlande du Nord. La veille, ils avaient adopté une résolution controversée, justifiant l'usage de la lutte année lorsqu'elle est le seul moyen de défendre la justice (le Monde du sout). Les évêques ont voté à l'unanimité un bref additif à leur résolution, déclarent : « La conférence, étant données les circonstances en Irlande du Nord, y condamne toutes

Environnement

Amsterdam poursuit les Potasses d'Alsace

Dix requérants néerlandais - dont la ville d'Amsterdam et la province de Hollande septentrionale - ont engagé une action contre les Mines de potasse d'Alsace devant le tribunal de grande instance de Mulhouse. Ils réclament à cette société 4 mil-

Catastrophes Fort séisme

en Birmanie Un séisme de magnitude 7,3 sur l'échelle de Richter a été enregistré samedi 6 août à la frontière entre l'Inde et la Birmanie. L'épicentre était à 320 kilomètres à l'est de Shillong (Inde) et à 340 kilomètres au nordouest de Mandalay (Birmanie). Le forte secousse a ébranlé la ville de Homelin, près de la frontièra

Automobilistes **Petites routes**

sous surveillance Tous les préfets ont reçu, le 5 août, un télex, signé des ministres de l'intérieur, de la défense et des transports, les invitant à se rendre sur le bord des routes pour y suspendre les permis de conduire des automobilistes gravement délinquants. En effet, une procédure permet au préfet, à son représentant ou à un membre de la commission administr de suspension du permis de conduire, de retirer sur-le-chamo, et pour une durée maximale de deux mois, le permis au conducteur auteur d'une infraction dangereuse au code de la route. L'automobiliste dispose de quinze jours pour faire appel

devant la commission administrative. La Prévention routière confirme que les accidents les plus meurtriers se produisent de plus en plus fréquemment sur les routes les moins fréquentées. Après le dernier weekend catastrophique (cent trente-cinq morts), ses comités départementaux ont classé par ordre décroissant les Causes de l'hécatombe : l'alcool et la vitesse - souvent les deux associés vienneπt en tête « suivis de l'inattention, de la fatigue et du meuvais état du véhicule », l'absence de ceinture aggravant les conséquences de l'accident. La Prévention routiers appelle « à nouveau, les usagers à la sagesse et au respect des règles de circulation ».

Le chèque du prince

CANNES. de notre correspondant régional

Depuis Vespasien, l'argent n'a pas d'odeur. Mais il peut être impuissant à se faire entendre. Telle est la morale de cette histore tropézienne dont les héros sont un maire soucieux du repos de ses administrés et un prince aimant les plaisirs. Au lendemain d'une fête

somptueuse qu'il a donnée, le 23 juillet, sur une plage privée de Ramatuelle (le Monde du 30 juillet), un homme d'affaires hollandais, le prince Léo de Lignac, avait décidé de se montrer géné reux à l'égard de ses hôtes. Il se ait de verser une somme de 1 million de francs aux communes limitrophes de Ramatuelle et de Saint-Tropez, à répartir au prorata de leur-population et des-tinée, selon ses vœux, à aider les personnes âgées et les jeunes sans emploi. Saint-Tropez se voyait ainsi attribuer 775 000 francs et Ramatuelle 225 000 francs. La population des deux communes est de 8 975 habitants : 1 762 à Ramatuelle (22,1 %) et 6 213 à Saint-Tropez (77,9 %).

Le député (RPR), maire de Saint-Tropez, M. Jean-Maurice

Couve, a accepté d'enthousiasme, se promettant même d'organiser prochainement une réception en faveur du mécène. « Depuis le temps que des gens font la fête chez nous, s'est-il félicité, c'est bien la première fois

que quelqu'un pense aux popula-tions locales. » Le maire (PS) de Ramatuelle, M. Albert Raphaël, a, lui, fermement repoussé le don du prince, car « on n'achète pas le bruit ». Selon lui, accepter une compensation financière aux nuisances sonores de la fête créerait un précédent, alors que les trentequatre piages privées de la commune sont tenues de respecter un cahier des charges qui prévoit la limitation des déborde nocturnes.

En réalité, le maire de Ramatuelle ne peraît pas avoir apprécié la « curieuse répartition » faite par le prince, qui favorise ses voisins tropézions. « Si vraiment le prince de Lignac veut avoir un geste, a-t-il dit, qu'il l'hōoital intercommunal de Saint-Tropez. Ainsi sa générosité pourra bénéficier aux personnes âgées et aux jeunes des deux

GUY PORTE.

de la Croi

gumedines (led Sile)

Y 55 7 5 . . . 71 E GALL TO SE E 1 2 2 2 2 3 5 fa ture de Military, and we don't 177 AL 1727

REAL PROPERTY OF THE PROPERTY August and a second state of the second seco And the second tens

Patrick Control of the Control of th un , en : Terminal Comments of the God and the state of the s

o Caraciana a constant Bar (Charles of Marie 1

September 1997

• Precision Programme and the second Polyno P.

Société

L'amnistie de 1981 ne peut s'appliquer à des délits de droit commun

La cour d'appel de Lyon maintient en détention Mouloud Aïssou

de notre burau régional

4 172.

se dans les Aipes

l'expiret de se par la salana

the course of the second secon

Autem Sangate States of Secretary

the state of the s

States - Courts The States

d'après are a la la language

Mration Rhomas (1912)

Response to the trees of

ASSESSED THE STREET STREET

Patrician and the same and the

は Medical Text Application (Text Application) Text Application (Text Application)

A II support to the state of

AND THE RESERVE TO THE PARTY OF THE PARTY OF

e me in the same of the same of

Contract to the state yes

The result of the second of th

· Chatte & Nedus records de

MARCH 20 FATOTON - Pulling

grown by a marting

g PEAR AND A TOTAL TOTAL DATE

State of the second

Mary 11 and

mit .v .

数 600 二十

....

温源了

- T

10 m

Catastrophes

10 July 10 - 1938 175

Applies and the second second

Automobilistes

Sous surve arce

France State

Petites (Cubis

egen .

gar terior in the

STATE OF THE STATE OF

Section 1988

24 14 4 1

THE PARTY OF THE PARTY OF

of w 1:

14 may 1, 1

Che les since

-

2000 - 1 Care - 1

49 17 214, 25 7

Carlo Carlo

eries of

200

· William ?

property of the

Marie Street

AND THE STATE OF T

A CONTRACT OF THE PROPERTY OF

Se 1770 47

4" 44 M

de Elite

grapher parties and

S# 4. ..

Section 1

9000 J.F.

property of

The second

্ৰতি কৰিছিল বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থানিক বিশ্বস্থ

1000

- 1.50 Post (2)

A 18 27

3.00

- 14 / N

1.0

.....

... . ×

100

Fort seems

en British

أأدام المريسو

BOND OF THE

State Face of

44" WE 1

1727 4

4 32 f ×

CLAUDE FRANCILLON

THE SHIP STORY

The state of

and the European

and the seasons

4 1 1 1 6

化氯化甲基甲基

10 A 10 Table

1 1 4 1 4 4 1 Marieta

of the mance

1 19786 F

A Transport of the second

s cimes

Dans un arrêt rendu le vendredi 5 août, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par Man Michelie Pougnand, a rejeté la demande de mise en liberté de Mouloud Aïssou, membre présumé de la branche lyonnaise d'Action directe. Tandis que Mou-loud Alssou observait, depuis le 21 juin, une grève de la faim - qu'il a suspendue le 1º auît - pour ne pas faire pression sur la cour - - dans sa cellule de la prison Saint-Joseph, où il est incarcéré sous l'inculpation de vols avec port d'arme, une cinquantaine de personnalités - parmi lesquelles des écrivains, des artistes et des ecclésiastiques – avaient récemment signé un appel récla-mant sa libération (le Monde du 30 juillet).

Tout en mant les accusation, qui ont motivé son inculpation en juil-let 1987 – deux vols à main armée commis les 24 mars 1980 et 30 mars 1981, - Mouloud Alssou revendiquait, par l'intermédiaire de son avocat, M. Thierry Lévy, le bénéfice de la loi d'amnistie du 4 août 1981. Dans son article 2, alinéa 5, cette loi s'applique aux - infractions [commises avant le 22 mai 1981] en relation avec des entreprises tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'État, à condition que ces infractions n'aient pas entraîne la mort ou des bles-

Dans un mémoire déposé mardi 2 août, lors de l'audience de la chambre d'accusation, Me Lévy argumentait sur ce thème mais, en conclusion, il demandait toutefois à la cour de « surseoir à statuer sur la demande d'amnistie, dans l'attente

du règlement de l'information ». En confirmant l'ordonnance de mise en détention rendue par M. Marcel Lemonde, premier juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier Action directe, le cour s'est néanmoins prononcée négativement mais en détail sur la demande d'amnistic, à travers des attendus qui pourraient faire jurisprudence.

La cour souligne d'abord que les deux vols avec armes en cause jugement ne souroit, en aucune

 n'ona été revendiqués por aucune organisation, ni aucun individu » et que « rien dans leur mode de perpétration ou dans les circonstan les entourent ne permet de les dis-tinguer des infractions de droit commun commises par des bandes organisées pour dévaliser des banques . Elle remarque ensuite qu'en refusant toute explication sur sa par-ticipation à ces faits, Mouloud Aissou « exclut toute interprétation de ses mobiles » et ne permet pas d'établir, « même à son insu, une éventuelle relation entre ces infractions

de droit commun et un incident politique (...) ou une entreprise ten-dant à entraver l'exercice de l'auto-Les magistrata vont plus loin en observant - qu'il ne suffit pas qu'une infraction soit commise par un militant révolutionnaire pour qu'elle devienne, ipso facto, politi-que . La bande ayant, au vu du dossier, notamment des carnets de confessions de Max Frérot, opéré une distinction entre les « actions de financement » et les « actions qualifiées par eux de politiques », la cour estime qu'il » ne saurait être établi une relation entre les deux opéra-

La compétence des cours d'assises spéciales

tions de financement (...) et l'entre-

prise politique invoquée par le groupe que commandait André Oli-

En déclarant disposer des éléments suffisants pour exclure ces infractions du champ d'application de la loi d'amnistie, « sans avoir à attendre les qualifications exactes retenues par l'ordonnance de transmission de pièces», la cour laisse entendre qu'un renvoi de l'affaire Action directe et de ses protago-nistes devant une cour d'assises spécialement composée (c'est-à-dire, aux termes de la loi antiterroriste du 9 septembre 1986, exclusivement constituée de sept magistrats) ne conférerait pas automatiquement à chacun des prévenus la qualité de délinquant politique. Un attendu est, à cet égard, très clair, qui précise : « Au surplus, le déroule futur et éventuel d'une procédure de

façon, influer sur la qualification actuelle susceptible d'être appli-quée à une infraction. »

Enfin. et surtout, dans un ultime attendu, la cour fait remarquer que les articles de la loi dite autiterroriste ne concernent has exclusivement « certaines infractions de caractère politique : mais permet-tent le renvoi devant une cour d'assises spéciale des infractions quel qu'en soit le mobile, en raison de la gravité du trouble que leur auteur a voulu apporter à la paix publique, en exploitant ou en entre-tenant l'intimidation ou la terreur ». Cette interprétation de la loi de sep-tembre 1986 permettrait de faire entrer dans son champ d'application les prises d'otages ou d'autres formes de chautage dénuées de tout fondement politique.

L'arrêt de renvoi, qui, à l'automne, déterminera la nature de la cour d'assises appelée à juger les vingt inculpés de la branche lyon-naise d'Action directe, ne devrait pas apporter de vraies surprises. Dans les milieux judiciaires, un ren-voi devant une cour d'assises spé-ciale est considéré comme plus que probable. La polémique sur la por-tée politique des délits commis par le groupe - dont trois meurtres imputés à Max Frérot - ne sera pas, pour autant, éteinte. Les principaux inculpés - et notamment André Olivier, Max Frérot, Emile Ballandras, Bernard Blanc, Joëlle Crepet devraient, en effet, ultérieurement comparaître devant un tribunal correctionnel à Paris pour y répondre d'une dizame d'attentats à l'explosif commis dans la région parisienne, de 1982 à 1985, qui ent fait l'objet d'une instruction distincte, menée par M. Gilles Rivière, juge d'ins-truction à Paris chargé des affaires de terrorisme (le Monde du

Sans être vraiment contestable, ce découpage du dossier et les ambiguités qu'il induit ne manqueront sans doute pas d'être critiqués lors des débats du procès-fleuve qui doit avoir lieu à Lyon au cours de l'hiver

ROBERT BELLERET.

A Lyon

L'auteur présumé des viols de la Croix-Rousse a été inculpé et écroué

LYON de notre bureau régional

M. Georges Bastelica, préfet du Rhône délégué à la police, a lui-même annoncé, vendredi 5 août, au cours d'une conférence de pres (nos dernières éditions du 6 août). l'arrestation de l'auteur présumé d'une série de viols qui, su cours des trois derniers mois, ont été commis dans le quartier de la Croix-Rousse, au cœur de Lyon.

Au cours des interrogatoires menés par les inspecteurs de la sûreté urbaine, qui l'avaient inter-pellé jeudi au domicile de ses parents à Caluire (Rhône), Adriano Peixoto, un jeune Portugais de dixneuf ans, aurait reconnu avoir commis cinq viols et deux attentats à la pudeur sous la menace d'une arme. Agissant généralement en plein jour et à visage découvert - ce qui a permis à plusieurs de ses vic-times de le reconnaître formellement, - celui que la presse locale avait surnommé « le violeur de la Croix-Rousse » choisiesait des victimes assez jeunes et, après avoir abusé d'elles, dérobait le contenu de leur sac à main.

• Ouverture d'une information judiciaire après l'attentat contre Globe. - Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 5 août, une information judiciaire contra X à la suite de l'attentat du 31 juillet contre les locaux du mensuel Globe. Le dossier a été confié à M. Michel Legrand, premier juge d'instruction au mibunal de Paris, chargé des affaires de terro-

 Précision. - Mª Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, nous demande de préciser que, contrairement à ce que nous avait affirmé M. Daniel Dugléry, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police, les deux organisations n'ont pas « envisagé la création d'un goupe de travail commun » (le Monde du 29 juillet). « Nous avons simplement convenu de nous revoir pour examiner ensemble des problèmes de justice et de police », ajoute Mª Jouffa.

Plusieurs circonstances ont sans doute poussé le préfet de police à donner quelque éclat à cette arrestation. D'une part, maigré la fréquence des plaintes enregistrées dans un même secteur de Lyon (près d'une dizzine depuis la fin du mois d'avril), les recherches des enquêteurs restaient vaines. D'autre part, le mardi 2 août, l'interpellation d'un jeune homme de dix-huit ans qui s'était rendu coupable, la veille, d'une agression sexuelle et fut confondu grace au portefeuille contenant des papiers d'identité qu'il avait perdus dans sa fuite, avait pu faire croire que les policiers tenaient l'auteur de la série de viols. Maleré des avenx un peu trop abondants cette hypothèse fut rapidement abandonnée. Enfin, la multi-

plication des agressions avait fait

naître une inquiétude et un malaise dans la population.

Fin juin, Stop viol, une associa-tion de femmes constituée après la première série d'agressions commises dans le même quartier en 1987, avait organisé une manifesta-tion assortie de bombages visant à alerter et à mobiliser les habitants du quartier de la Croix-Rousse. L'interpellation des manifestantes par les forces de police avait suscité une certaine émotion.

Adriano Peixoto a été écroué, vendredi soir, après avor été inculpé par M= Suzanne Eyraud, juge d'ins-truction, de viols aggraves, attentats à la pudeur avec violence, viols et vol avec arme. Peixoto avait des antécédants judiciaires et venait tout juste de sortir de prison où il avait purgé une peine de quatre mois pour vol de voiture.

En Bretagne

Escroquerie à la charité

Leur histoire, sans doute, n'était pas assez triste. Didier Delautre, quarante et un ans, et son épouse Marie-Josée, trenteneuf ans, avaient donc ajouté quelques détails à la misère quotidienne du châmeur en fin de droits, at ils frappaient sux bonnes portes : presbytères, communautés religieuses, monastères. Au total, soixante-quatorza établissements situés dans les quatre départements bretons ont ainsi été victimes de cette escroquerie à la charité en un mois et demi.

Modeste, Marie-Josée Delautre se présentait à la porte. Au curé, à la religieuse qui lui ouvrait, elle recontait son histoire. Elle était arrivée peu da temps avant dans un hameau voisin. Son mari l'avait abandonnée. Elle se retrouvait seule, sans argent, evec ses enfants, bien sûr nombreux. Elle donnait son nom, un faux nom toujours a tait de rendre, dès que possible, ce qu'on voudrait bien lui prêter.

Dans la voiture garée à proxi-

mité, son mari attendait.

Les bonnes âmes, souvent, étaient émues par un malheur qui sonnait aussi vrai. Elles « prê-taient » 50 francs, 300 francs. 1 000 francs à deux ou trois reprises, et même un jour la collecte destinée au tiers-monde, offerte per un curé. En quelques semaines, le couple avait ainsi recueitli plus de 10 000 francs.

Domiciliés à Locquénolé, près de Morteix (Finistère), Didier et Marie-Josée Delautre n'ont pas poussé leur rayon d'action audelà de la Bretagne, et leur signalement a fini par circuler dans les milieux ecclésiastiques de la région. Un religieux d'une communauté de Gouarec, près de Guingamp (Côtes-du-Nord), a prévenu la gendermerie et le couple a été arrêté le 2 août.

Marie-Josée Delautre a été inculpée, le 4 soût, d'escroque-rie, et son mari de complicité. Tous deux ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

Communication

En lançant cinq feuilletons à 19 h 30

A2 fait le pari de la fiction française

sonnera pour toutes les chaînes l'henre de vérité. C'est en tout cas la conviction des responsables d'Antenne 2. Fini, disent-ils, le temps des promesses, des exercices de gonflette et des politiques de rendement immédial. Après une année en état d'électrochoc, le système tout entier va devoir s'apaiser, et chacune des sociétés prendre ses marques, tirer - dans un cadre dégrisé - le bilan de cette folle année, quitte à pester contre sa propre imprévoyance ou récolter enfin les fruits de ce qui fut semé. Car la 2 croit aux fables de La Fontaine celle de la Cigale et la fourmi, elle qui pendant des mois a investi pour l'avenir, commandant et engrangeant avec soin les produits nécessaires, une fois certains stocks émisés et l'automne venu.

Prévoyante, la 2. Et sûre cette fois de sa revanche et de son succès. Ne rappelle-t-elle pas depuis des mois que le vrai rendez-vous est celui de septembre, et qu'alors - mais alors eniement - elle pourra être jugée. La voilà donc au pied du mur. Attendue par un public qui, s'il montre quelque inconstance, lui accorde toujours - les sondages le prouvent - un crédit important. Et tentée d'annoncer d'un trait une successioin de changements qui, dit-on, seront en fait distillés dans les semaines à venir. Mais ce qui fait l'espoir d'Antenne 2 c'est l'aboutistement prochain à l'antenne de sa politique de fiction française.

La clé de voûte de sa grille. Son seul véritable credo. Car, à la rentrée, ce ne seront pas moins de onze rendezvous quotidiens avec des histoires françaises qui seront proposés, dont huit dans le fameux «prime time» (les heures de meilleure écoute». Un pari sur la création et le talent des auteurs et réalisaneurs francais -, explique M. Jean Rouilly, directeur général adjoint d'Antenne 2, qui corrige cependant le terme de pari pour évoquer l'expression - calcul raisonnable - et atténuer l'idée de risque.

Loin de lui l'audace des kamikazes. L'expérience lui a simplement démontré les atouts des fictions françaises programmées face à des fictions étrangères sur les autres chaînes ou d'autres genres de programmes. Voyez le bon score du « policier » da dimanche soir, pourtant en compétition avec cinq films de cinéma ; celui de la série du vendredi soir (avant «Apostrophe» et face à «Lahaye d'honneur» sur

Trente projets

Alors, c'est avec de la fiction française qu'Antenne 2 a décidé de épondre à tous les défis d'audience qui lui étaient lancés. Le problème crucial est le rendez-vous de 19 h 30-20 h. Une case essentielle qui mêne au grand journal du soir et où se font les premiers aiguillages. Sur TF 1 - La roue de la fortune » semble alors tourner irrésistiblement puisqu'elle va jusqu'à bénéficier de 50 % de part du marché. Une situation inacceptable pour la 2 dont le Journal de 20 heures démarre avec un lourd handicap d'audience. Dès le 22 août, les téléspectateurs se verront done proposer une alternative fiction : un feuilleton ancien -« Petit déjeuner compris » ~ inaugurera d'abord la tranche, question d'installer ce rendez-vous populaire le plus vite possible et de l'ancrer dans les habitudes quotidiennes. Et, dès le 5 septembre, Antenne 2 lancera son va-tout.

Cette semaine-là, cinq feuilletons français originaux seront simultané-

– (Publicité) –

Fournisseurs et sous-traitants pour quoter

LE SHPD (SHELL) **PUEL DEPOT**

PAPEETE-TAHITI

Prière de nous envoyer votre quote à: (de prétérence en Anglais)

REED CONSTRUCTIONS 53. Grand-View-Street PYMBLE, NSW 2073 Sydney, Australie

La prochaine saison de télévision ment lancés qui occuperont alternativement la case 19 h 30 - 20 h, chacun un soir de la semaine. Les cinq histoires s'étaleront donc sur une année, au rythme d'épisodes hebdomadaires et bouclés, c'est-àdire pouvant être vus indépendamment les uns des autres. Des feuilletons drôles, enlevés, pratiquement toujours filmés en intérieur et présentant les aventures de personnages familiers dans des situations quotidiennes et contemporaines. Un genre encore nouveau en France qui se rapproche en fait par le ton et les situations du théâtre de Boulevard dont il utilise les ressorts et la poignée de vedettes - Francis Perrin, Jacques Balutin, Micheline Dax, Pierre Doris ... - et directement inspiré d'un produit très populaire à la élévision américaine et appelé « sitcom » (comédies de situation).

> Les responsables d'Antenne 2 ont recu environ une trentaine de projets avant de commander fermement à quatre sociétés la production de

Mieux vaut dans une série créer un effet de frustration qu'un effet de saturation. Enfin, cette rotation des feuilletons sur une semaine introduit également une émulation entre les producteurs et les auteurs des différentes séries. Ils ont les mêmes chances; à eux de concourir pour être les plus drôles, les plus inventifs... et les plus suivis. . Au téléspectateur surtout de s'adapter à cette formule un pen déconcertante.

Les responsables d'Antenne 2 sont en tout cas persuadés d'une chose : c'est d'être imités d'ici moins de six mois. - Normal, sourit M. Rouilly, le rôle d'une chaine de service public, qui doit toujours chercher à concilier audience et qualité, est aussi d'être pionnier... donc copié. Antenne 2 innove quiourd'hui dans le genre, dans le rythme de programmation, dans le crêneau horaire. La roue de la fortune devroit désormais changes de sens. .. Le directeur général adjoint

Fabriqués dans les ateliers d'auteurs

« Des héros sans expérience »

Comme la presse écrite il y a plus d'un siècle et comme la radio de l'âge d'or, la télévision léros de la série ne leur apporne saurait semble-t-il exister sans avoir recours au bon vieux fauilleton. Mais le genre a singu-lièrement évolué. En même temps qu'étaient bouleversées es méthodes d'écriture. Le feuilleton inspiré de la « sticom » américaine répond en effet à des règles strictes qui exigent une grande discipline et auxquelles se plient les scénaristes organisés de plus en plus souvent en ateiers d'auteurs.

Président-directeur général de la société de production Téléimages, incontestablement le spécialiste du genre avec plus de cent cinquante épisodes de « Maguy », soixante de « Marc et Sophie », etc., M™ Simone Harari nous donne ici quelques éléments aur l'exercice particulier d'écriture d'une « sitcom ». « Il s'agit d'abord de définir le code : des règles dont la répétition s'imposera dans tous les épi-sodes ; puis les auteurs des différents épisodes, à partir de ces éléments de jeu de construction, bâtiront une histoire à chaque comparable aux précédentes. Ca code définit les héros de la série : leur caractère, leur voca leur ton, leur niveau d'éducation, leur style veetimentaire, leurs goûts littéraires, culinaires, etc. Leur psychologie devra, c'est la

tant aucune expérience... Le code établit également les lieux de l'action, le style asthétique de leur environnement, le rythme et résumé dans une « bible » régulièrement mise à jour pour servir de référence aux différents sodes d'une même série : une douzaine, les auteurs de comédie ayant l'habitude de travailler par petites équipes de deux.

» Cet exercice de style révèle de la part des scénaristes des qualités de rigueur et d'imagination, pour respecter le code sans lesser le public de sensibilité pour faire vivre des personnages aux-quels les téléspectateurs s'attacheront durablement : de construction dramatique d'une situation et de dialoguiste. Woody Allen a débuté en écrivant ce type de séries pour la télévision américaine. Il axige également des auteurs une certaine humilité : l'ambition de « leur » épisode sera de s'inscrire dans la cohérence de la série autent que de se singulariser par sa différence. Car il s'agit de dents et de susciter leur désir de regarder jes suivents. »

quarante-deux épisodes à chacune. est décidément optimiste. - La pro-Une aubaine bien sûr pour produc- chaine saison, réaffirme-t-il sera vent, en cas de succès, rêver de revevent, en cas de succès, rêver de reve-nir en deuxième année et jouer tous les publics », devrait, dit-il, se - comme « Maguy » - les prolongations. La formule choisie par Antenne 2 n'a guère d'équivalent en Europe, et l'on peut s'étonner que les programmateurs aient ainsi choisi la diffusion simultanée des cinq produits.

« C'est un peu faire de la télévision à la carte, commente publiques doit toujours se tailler M. Rouilly. Une gamme de produits une part de marché autour de 40 %. différents est offerte aux téléspecta- Ce pourrait être la base d'un teurs, qui pourront choisir chacun contrat implicite entre A 2 et leur série favorite pour en noter le FR 3 », déclare-t-il en énumérant, rendez-vous, sans jamais se sentir songeur, une poignée de bastions de exclus les autres jours de la la Une... « pas si imprenables que semaine. L'expérience de dissussion cela ». quotidienne de « Maguy » nous a d'autre part fait craindre les risques

teurs, auteurs et comédiens qui pen- bien celle d'Antenne 2, dont l'image, confirmer; dont l'ancrage sur la fiction française devrait encore renforcer la place de « favorite » dans le cœur des Français. Et dont l'audience (autour de 30 %) devrait se stabiliser. . En Grande-Bretagne, il existe une règle non écrite selon laquelle le pôle des deux chaînes

ANNICK COJEAN.

Hausse probable de la redevance

pour un poste noir et blanc, 506 F pour un récepteur couleur actuellement) devrait augmenter l'an prochain de façon « significative », si les premières informations officieuses à ce sujet sont confirmées lors des derniers arbitrages budgétaires.

Il s'agit pour le gouvernement de redonner au secteur public de l'audiovisuel les moyens de tenir sa place dans la concurrence, tout en développant la création et la qualité des programmes. Or la redevance avait été diminuée en 1987 pour les téléviseurs et supprimée pour les magnétoscopes, entraînant une baisse sensible des recettes globales. Dans le même temps, les coûts des chaînes publiques et privées ont fortement progressé du fait de l'inflation accélérée tant des programmes sportifs que des films ou des animateurs vedettes, que se disputent les cinq chaînes généralistes.

Pour compenser cette inflation, il n'y a guère que trois possibilités : augmenter la publicité, la redevance ou budgétiser une partie des res-sources des chaînes publiques. La première serait contradictoire avec l'objectif de redonner au service public un rôle moteur en matière de création et de qualité : on se méfie en effet, au ministère de la commu-nication, des effets induits par une trop forte dépendance des chaînes à l'égard de la publicité qui alimente déjà les deux tiers du budget d'Antenne 2. De plus, une ponction encore le déséquilibre global du système audiosivuel et soulèverait les hauts cris des chaînes privées. La troisième solution - qui prendrait par exemple la forme du remboursement par l'Etat des exonérations de redevance - se heurte à l'objectif général de réduction du déficit budétaire. Reste donc la redevance, dont le montant doit être approuvé par le Parlement.

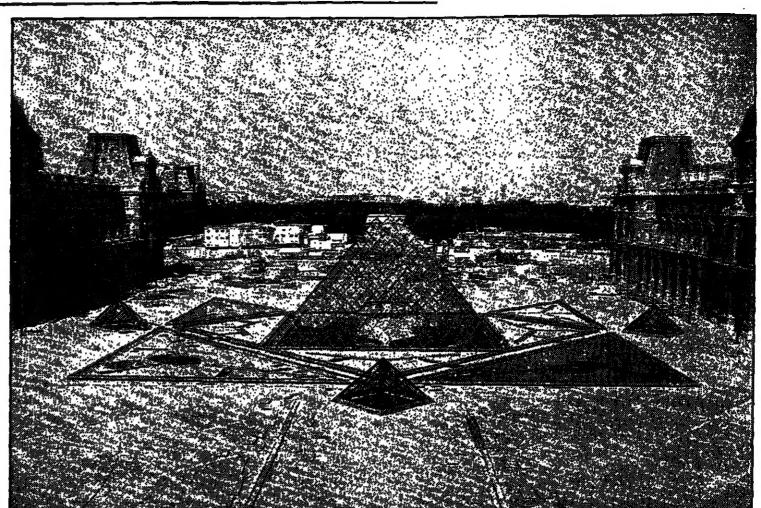
Culture

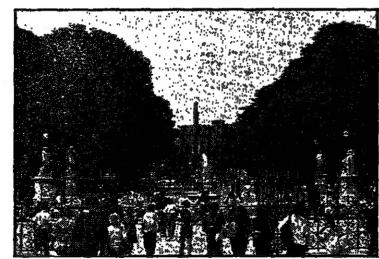
ARCHITECTURE

Du palais du Louvre à l'Arche de la Défense

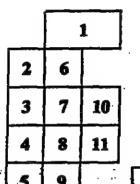
Nouvelles perspectives

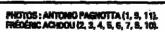
La photographie d'architecture est un genre périlleux qui peut assassiner les plus beaux édifices ou magnifier les désastres par le jeu des détails et des angles de prise de vue. Mais c'est un outil irremplaçable pour l'analyse et la compréhension des ensembles. Pour rectifier aussi les idées reçues. Aujourd'hui nous avons confié à deux photographes le soin de donner un nouvel éclairage au mythe de la perspective du Louvre à la Défense, explorée plan par plan.











Distance of

SEOTING TO A PARTS

Signey.

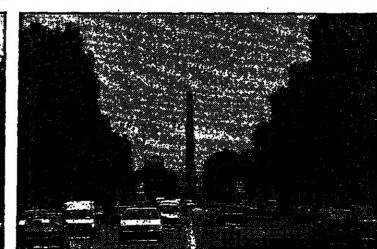
The second secon

DIMANCHE

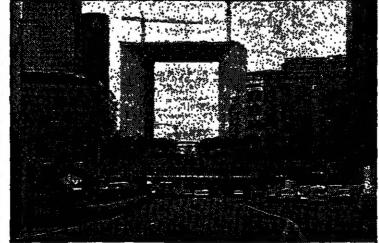
 $\omega = \mathbb{Q}_{+}.$















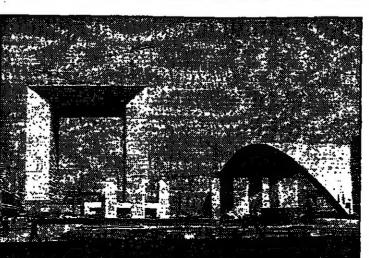


Photo 1. – La cour Napoléon prise du pavillon de l'Horloge. On distingue le Carrousel demère la Pyramide. Au fond, sur la droite, les tours de la Défense, à 15° par rapport à l'axe de la cour.

Photos 2 à 9. — La « perspective » vue de ses points stratégiques. On note la forte présence des tours de la Défense. La barre noire (photos 4 et 5) correspond aux échefaudages de l'Arc de triomphe. Seule la photo 5 laisse voir, sous la voûte, très bas, le faite de l'Arche. On note le léger désausement de cette despière. Ceuf en vue reproposée alle pagé donc a collée » ment de cette dernière. Sauf en vue rapprochée, elle paraît donc « collée » aux tours de gauche, à la Défense.

Photos 10 et 11. — Les Tuileries vues depuis l'axe des Champs-Elysées et la cour Napoléon vue à travers l'arc de triomphe du Carrousel. On note le décalage du pavillon de l'Horloge et le caractère invisible de la Pyramide de I.M. Pei. ____

MATERIAL SECTION OF THE SECTION OF T

years as a second of the secon

s has preste strategic and a state

e La Service

Acces Con No.

STEEDING BY DO STEED STE

SECTION STREET, CO. 1

/ gam 58 18 July

and Defense.

BOUFFES PARISTENS (42-96-60-24). Si jamais je te pince : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère l...: 21 h, dim. 15 h 30.

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Revieus dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).

Voltaire's Folies: 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

Les Déloes du baiser: 20 h 30.

CRYPTE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).

Béréaice: 20 h 30, dim. 17 h.

DAINOUL (42-4 fol 14).

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Ma-sure: 21 h, dim. 15 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Bahas-Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire: 23 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Concours de circonstances: 18 het 21 h.

RUCHETTE (43-26-38-99). Le Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Simone Weil 1909-1943: 21 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bion dégagé autour des oreilles, s'il 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45. es, s'il vons plaît :

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et ai on

faisait le noir juste une minute 7 : 18 h 30 LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théitre noir. Le Perit Prince: 20 h.
Noss, Théo et Vincent van Gogh:
21 h 15. Théitre rouge. Le Carrefour des
trois brouillards: 18 h 30. Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. La
Roude: 21 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Les Mys-tères du confessionnal : 18 h et 21 h. tères du confessionnal : 18 h et 21 h. MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma cou-sine de Varsovie : 17 h 30 et 20 h 45.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), Le Grand Standing : 18 h 30 et 21 h 30. CEUVRE (48-74-42-52). Exercices de style: 17 h 30 et 20 h 45. PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Aventi :

POTINIÈRE (42-61-44-16). Frio-Frac : 20 h 30, dim. 15 h.

20 h 15. Les majorettes se enchent pour mourir: 21 h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). Journal d'un losp-garou : 19 h. La Voix humaine : 20 h 30. La Famme rompue : 22 h. VARIETÉS (42-33-09-92). La Saut du lit : 20 h 30, dim. 15 h.

Les concerts

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPÉTRIÈRE Patrice Caire. 16 h 30. dim. Orgue. Œuvres de Marchand, Lully, Durufle, Buxtehude. Entrée libre. ÉGLISE AMÉRICAINE DE PARIS. Les

GLISE AMÉRICAINE DE PARIS. Lea Vallay Youth Orchestra. 18 h. dim. Dir. David Boarder. Ceuves de Bach, Carieli, Arnold, Laco, Walton. Entrée libre. EGLISE DES BILLETTES (42-72-38-79). Ensemble de cuivres Bordeaux-Aquitaine. 21 h ssm. Quatre trompentes, quatre trombones. Œnvves de Mouret, Berustein, Charpentier, Joplin. Dans le cadre du Festival musique en l'ue. EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, Philbanmonie de chambre. 18 h 30, 21 h, sam. Dir. Roland Douatte, 5, Rodesco (violon), 5. Coles (flûte). 5. Pecot-Douatne (elsvecin). Œuvres de Bach. EGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE.

GLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE.
Alexandre Lagoya. 21 h sam. Guit.
Euvres d'Albeniz, Bach, Granados, Tarregs, Weiss. Dans le cadre du Festival nque en l'Ue. Ensemble ordiestral Harmonia Nova. 17 h, dim., 21 h dim. Dir. Didier Bouttre. (Eavres de Bach, Delalande, Parcell, Vivaldi, Dans le cadre du Festival musi-

que en l'Ile. NOTRE-DAME DE PARIS, Pierre Mes, 17 h 45, dim. Orgue. Œuvres de Franck, Mendelssohn. Entrée libre.

CHATEAU DE BRETEUIL (30-52-05-02). Peter Schmalfusz. 17 h. dim. Fiano. Cavres de Lully, Debussy, Ravel. Dans le cadre du Festival de Bre-teuil 1988.

MAISONS-LAFFTITE. Château (39-62-01-49). Philippe Cantor, Sophie Rives. 17 h 30, dim. Baryton, piano. Œuvres de Berlioz. Duparc, Fauré. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24) SAMEDI

Louion (1928), de Georg Wilhem Pabst, 15 b; City Girl, Our Daily Bread (1929-1930), de F.W. Murnen, 17 h; Trouble Brewing (1939, v.o.), d'Anthony Kimmins, 19 h; What Price Hollywood? (1932, v.o.), de George Cukor, 21 h. DIMANCHE

Steamboat Sill Junior (1928), de Charles Reisser, 15 h; 14-Juillet (1932), de René Clair, 17 h; Under Your Hat (1940, v.o.), de Maurice Elvey, 19 h; le Brigand bien aimé (1939, v.o.), de Henry King, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (49-26-34-30) SAMEDI

Si vons avez manqué le début : Actua-lités anciennes : Actualités Gaumost, 12 h 30 ; Actua Tilt (1961) de J. Herman, 12 h 30; Accus Tilt (1961) de J. Herman, Bande annoce: Paradis pour tous (1982) d'Alain Jesses, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, 14 h 30; Paris en chantant : le Vrai Paris (1932) de J.-C. Bernard, le Chanteur de Mexico (1956) de R. Pottier, 16 h 30; Café, cafés : Vous avez dit Pigalle ? (1979) de J. Martinengo, Bob le Flambeur (1955) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30; la Troisième République : la Rue de la Galtá (1963) de Drot, Quarust (1981) de James Ivory, 20 h 30. DIMANCHE

Si vous avez manqué le début : la Troi-nième République : le Grand Méliés (1952) de Georges Franțu, Le silence est d'or (1947) de René Clair. 14 h 30 : la

PARIS EN VISITES

LUNDI 8 AOUT Versailles : l'orangerie du château », 14 h 30, sous la statue de Louis XIV, cour d'honneur du château (Office de tou-risme) risme).

 Crimea, assassinats et espionnage au Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul, sor-tie (Isabelle Hauller). Ruelles et jardins ignorés de Mont martre », 14 h 30, métro Lamarch

Canisincourt (Arts et curiosités). Ancien village d'Antenil », 14 h 30, metro église d'Auteuil (Flâneries).

Parcours insolite à la Cour des Mira-cles », 14 h 30, mêtre Sentier (C.-A. Messer). «Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 14 h 30, mêtro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé). «L'hôtel de Lauzun», 14 h 30, 17, quaid'Anjou (la visite peut être annu-lée, 161. le matin: 45-74-13-31)

(E. Roman).

Vitranx de la Saime-Chapelle », 15 heures, entrée de l'église (Paris et son

MARDI 9 AOUT « Versailles : quartier Saint-Louis ». 14 h 30. façade de la cathédrale Saint-

Lenis (Office de tourisme).

**Le Sainte-Chapelle *, 14 h 30, boulevard du Palais, devant les grilles (Arcus).

«Hôtels et jardins du Marais», 14 h 30, métro Bastille, angle de la rue Saint-Antoine (C.-A. Messer). «Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).
« Les Invalides », 15 heures, entrée côté esplanade (Paris et son histoire). « Hôtels du Marais, place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie

Troisième République: Entr'acte (1924) de René Clair, Bande annonce: Quartet, les Années folles (1960) de Mirea Alexandresco et Henry Torrent, 16 h 30; Anticipation: Azmosphère (1985) de Yann Piquer et Philippe Dorison, Bande annonce: le Couple témoin (1975), de William Klein, Paradis pour tous (1982) d'Alain Jossua, 18 h 30; Paris en chantam le Mel de Paris (1985) de P. Zeyen, Bande annonce: Faubourg Montmartre (1931), Rigolboche (1936) de Christian-Jaque, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.All., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18); Gaumon: Ambanade, 3- (43-59-19-08).

AMÈRE RÉCOLTE (All., v.o.): Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52). AMERICAN NINJA (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.): UGC Odéon, & (42-25-10-30); UGC Opéra, 9: (45-74-95-40). AU REVOR LES ENFANTS (Fr.-AL): Les Montperson, 14 (43-27-52-37).

Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéca, 6* (43-25-59-83); 14 Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Ambessade, 9* (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Escurial, 13* (47-07-28-04); Gaumont Parnesse, 14* (43-33-30-40); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); UGC Maillet, 17* (47-48-06-06); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); Fauvette Bis, 13* (43-31-60-74); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

10-96). BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN (A., v.o.): Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

(42-33-42-26).

BIRD (A., v.o.): Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Gammont Opéra, 2: (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Ganmont Champs-Elysées, 8: (43-59-04-67); Escurial, 13: (47-07-28-04); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); v.f.: Les Montparnos, 14: (43-27-52-37).

(43-27-52-37).

BLOODSPORT (A., v.n.): Forum Hosizon, 1° (45-08-57-57); Pathé Maxignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); v.f.: Ren, 2° (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bestille, 12° (43-43-01-59); Fanvette Bia, 13° (43-31-60-74); Mistral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

DI HEJEAN COP (A., v.o.): Forum

Gambetts, 20° (46-36-10-96).

BIJE-TEAN OOP (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 3" (43-59-92-82); v.f.: UGC Montparnesse, 6" (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9" (47-70-10-41); Paramount Opéra, 9" (47-42-56-31); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01).

IA BOHÉME (Fr., v.o.): Vendôme Opéra, 2" (47-42-97-52).

CANT BUY ME LOVE (A., v.o.): Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Montparnesse, 6" (45-74-94-94); UGC Opéra, 9" (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Images, 18" (45-22-47-94).

22-47-94).

CÉRÉMONIE D'AMOUR (**) (Fr.):
Forum Orient Express, 1° (42-33-42-26).

CHOCOLAT (Fr.): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Gaumont Ambassade, 3° (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Les Montparnos, 14° (43-57-90-81); (43-27-52-37).

CRITTERS 2 (A., v.o.): Forum Arcen-Ciel, 1st (42-97-53-74); UGC Emirage,

Samedi 6 - Dimanche 7 août

8* (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2* (42-36-83-93); UGC Mostparnasse, 6* (45-74-94-94); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15* (45-72-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.): Saint-Michel, 5: (43-26-79-17).

DE BRUTT ET DE FUREUR (**) (Pr.):
Reflet Logos II, 5: (43-54-42-34); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): Les Trois Balzac, 3º (45-61-10-60); v.f.: Saint-Lazaro-Pasquier, 8º (43-87-35-43); Les Nation, 12º (43-43-

(43-87-35-43); Les Nation, 12" (43-43-04-67).

DOUBLE DÉTENTE (A., v.o.): Ganmont Les Halles, 1" (40-26-12-12); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); v.f.: Gaumont Opéra, 2" (47-42-60-33); Rex, 2" (42-36-83-93); Brotagne, 6" (42-22-57-97); Fauvetta, 13" (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Club Gau-mout (Publicis Matignen), 3º (43-59-31-97); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50).

EDDIE MURPHY SHOW (A., v.o.): UGC Biarritz, & (45-62-20-40). EMMANUELLE 6 (**) (Fr.): George V, 3° (45-62-41-46); Mauevilles, 9° (47-70-72-86); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.a.) : George EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.): George V, & (45-62-41-46). LES ENFANTS DE L'IMPASSE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); v.I.: UGC Opéra, 9* (45-74-95-40).

EST-IL FACILE D'ETRE JEUNE... EN URSS (Sov., v.o.): Le Triomphe, \$-(45-62-45-76).

ET SI ON LE GARDAIT ? (A., v.o.) : UGC Bizrritz, 8 (45-62-30-40); v.f.: UGC Montpurmasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44). LE FESTEN DE BABETTE (Dan., v.o.) :

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-\$2-36); Cinny Palace, 9 (43-54-07-76); 14 Jullet Parmasse, 6 (43-26-58-00); UGC Biarring, 8 (45-62-20-40). FRANTIC (A., v.o.): George V, 3 (45-62-41-46); Bicavenuc Montparnesse, 15 (45-44-25-02).

(45-44-25-02).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.n.): Utopia Champollion, & (43-26-84-65).

LE GEAND BLEU (Fr., v.n.): Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Ambassade, & (43-59-19-06); Kimopanorama, 15= (43-06-50-50); v.f.: Gaumont Opéra, & (47-42-60-33); Rer (Le Grand Rex), & (42-36-83-93); Les Nation, 12= (43-40-467); Fanvetta, 13= (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14= (43-27-84-50); Miramar, 14= (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15= (48-22-42-7); Pathé Clichy, 18= (45-22-46-01). 45-01).

LE GRAND CHEMIN (Fr.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34); George V, 5 (45-62-41-46).

HATESPRAY (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); La Bastille, 11* (43-54-07-76); Sept Parassions, 14*

(43-20-32-20).
L'INSOUTENABLE LÉGÉRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.): Forum Orient Express, l** (42-33-42-25): Cinoches, 6* (46-33-10-82): Publicis Champes Bysées, 8* (47-20-76-23); Bianvente Momparnesse, 15* (45-44-25-02).

LA LÉCENDE DU LAGON (Nouvelle Zélande, v.f.): Saint-Lambert, 15- (45-12-91-68). LIAISON FATALE (*) (A., v.o.): George V, P (45-62-41-46). LONGUE VIE A LA SEGNORA (IL., v.o.): Lacermaire, & (45-44-57-34).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epéc de Bois, 9 (43-37-57-47). LA MÉRIDIENNE (Sois.): UGC Danton, & (42-25-10-30).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): 14 Juillet Parzesse, & (43-26-58-00).

nasse, 6º (43-26-58-00).

MILAGRO (A., v.o.): Gaumont Les
Halles, 1º (40-26-12-12); Publicis SaintGermain, 6º (42-22-72-80); Le Pagode,
7º (47-05-12-15); Pathé MarignanConcorde, 8º (43-59-92-82); La Bastille,
11º (43-54-07-76); v.f.: Gaumont
Opéra, 2º (47-42-60-33); Miramar, 14
(43-20-89-52); Gaumont Convention,
15º (48-22-42-27).

MISTER DYNAMITE (Hong Kong, v.f.): Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31). NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triumphe, 9 (45-62-45-76).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It-All, v.o.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09); L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). L'OELVRE AU NOIR (Fr.-Bel.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30). LES PRÉDATEURS DE LA NUIT (*) (Fr., v.f.): Hollywood Boulevard, 9- (47-70-10-41).

PUBLIVORE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Utopia Champollion, 5-(43-26-84-65). LE QUATRIÈME PROTOCOLE (Brit., v.o.): Gammon Ambassade, 9 (43-59-19-08).

RETOUR DE FLAMME (*) (A., v.a.):
Pathé Murignan-Concorde, * (43-5992-82). SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN

L'AIR (Brit., v.a.): Cinoches, & (46-33-10-82).

SEPTEMBER (A., v.a.): Studio de la Harpe, 5* (46-34-25-52).

LE TEMPS DU DESTIN (A., v.a.): Gaumoni Les Halles, 1* (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Gaumoni Parnasse, 14* (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugronelle, 15* (45-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52); Miramar, 14* (43-20-39-52); Gaumoni Convention, 15* (48-28-43-27).

THE RIFCCHEN TOTO (A., v.a.): Pathé L'AIR (Brit., v.a.) : Cinoches, 6 (46-33-

THE RITCHEN TOTO (A., v.a.): Pathé Hautelenille, 6 (46-33-79-38); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). TYPHOON CLUB (Jap., v.o.): L'Entre-pot, 14 (45-43-41-63). UN ENFANT DE CALABRE (11-Fr.,

v.o.): Lucemaire, & (45.44-57-34).
UN ÉTÉ A PARIS (Fr.): Epéc de Bois, 5(43-37-57-47); Studio 43, 9- (47-70-63-40).

UN MOIS A LA CAMPAGNE (Brit., v.a.): Utopia Champollion, 5 (43-25-84-65). UNE VIE SUSPENDUE (Fr.) : L'Entre-

UNE VIE SUSPENDUE (Fr.): L'Entrept, 14 (45-43-41-63).
VICES ET CAPRICES (*4) (IL, v.o.):
Forum Orient Express, 1** (42-33-42-26); George V, \$** (45-62-41-46); v.f.: Mazevilles, 9** (47-70-33-88); UGC Gobelins, 13** (43-36-23-44); Pathé Montparnasse, 14** (43-20-12-06). LA VIE EST BELLE (Bel-zafrois): Uto-pia Champollion, 5 (43-26-84-65). LA VIE EST UN LONG FLEUVE

A VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): Forum Arcenciel, 1= (42-97-53-74); Pathé Haute-Renièle, 6* (46-33-79-38); Gammont Ambassade, 8* (43-59-19-08); George V. 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Gammont Alésia, 14* (43-27-52-37); 14 Juillet Beaugrenetie, 15* (45-75-79-79).

WALL STREET (A., v.o.) : Elyades Lin-colo, 3 (43-59-36-14).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois Lazembourg, 6 (46-33-97-77). A BOUT PORTANT (**) (A., v.o.): Action Christins, 6 (43-29-11-30). AGUERE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.): Accatone (ex Studio Cajas), 5 (46-33-86-86).

ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-it., v.o.) ; La Bastille, 11º (43-54-07-76). V.A.): LIGC Emitage, \$ (45-63-16-16); v.f.: Paramoust Opére, 9 (47-42-56-31); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

AMORE (IL, v.o.) : La Bastille, 11º (43-54-07-76) LES AMOURS D'UNE BLONDE (10hàque, v.a.): Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).

ANGEL II : LA VENGEANCE (A., v.f.) : Hollywood Bonievard, 9 (47-70-10-41).
LES ARISTOCHATS (A. v.f.): Rer. 2 (42-36-83-93); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); Mistral, 14 (45-39-63-43)

52-43). ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.): Action Christian, 6 (43-29-11-30).

11-30).

L'AS DE PROUE (Tch., v.o.): Accaione (ex Sudio Cujas), 5 (46-33-86-86).

ATLANTEC CITY (Fr.-Can.): Denfert, 14 (43-21-41-01).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.o.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

AVANTI ! (A., v.s.) : Action Christine, 6* (43-29-11-30).

BRDY (A., v.s.) : Studio Galande, 5* (43-54-72-71) ; George V, 8* (45-62-41-46) ; Sept Parmassiens, 14* (43-20-32-20). Sop. ratusseum, 14º (45-24-32-20).
BRAZIL (Brit., v.o.): Studio Galande, 5º (43-54-72-71); Elysées Lincoln, 8º (43-59-36-14); Sept Parmaniems, 14º (43-20-32-20).

LES FILMS NOUVEAUX

ENVOYEZ LES VEOLONS. Film français de Roger Andrienx: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Ren. 2º (42-36-83-93); Pathé Hautefeuille, 6º (46-33-79-38); Pathé Hautefeuille, 6º (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-39-92-82); Saint-Lazare-Pasquier, 9º (43-87-35-43); Pathé Français, 9º (47-70-33-88); Les Nation, 12º (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); Fauventte, 13º (43-31-56-86); Mistral, 14º (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14º (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15º (45-79-33-00); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27); UGC Maillot, 17º (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18º (45-22-46-01).
POUR UNE NUIT D'AMOUR. Film américain de Dusan Makavejev, ENVOYEZ LES VIOLONS. Film

POUR UNE NUIT D'AMOUR. Film américain de Dusan Makavejev. vo. : Forum Arc-en-Ciel. != (42-97-53-74) : George V. 8: (45-62-41-46) : Sept Parmssiens. ! 14: (43-20-32-20) : v.f. : Rex. 2: (42-36-83-93) : UGC Montparmasse. 6: (45-74-94-94) : Pathé Français. 9: (47-70-33-88) : UGC Lyon Bastille. 12: (43-43-01-59) : Fauvette. 13: (43-31-56-86) : Mistral. 14: (45-39-52-43) : UGC Convention. 15: (45-74-93-40) : Images. 18: (45-22-47-94) : Le Gambetta. 20: (46-36-10-96). EANDONNÉE POUR UN TUEUR. Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RANDONNÉE POUR UN TUEUR.
Film américain de Roger Spottiswoode; v.o.: Forum Horizon, 1st
(45-08-57-57); UGC Danton, 6st
(42-25-10-30); Pathé MerignanConcorde, 8st (43-59-92-82); UGC
Normandie, 8st (45-63-16-16); v.f.:

Rex., 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Les Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepter, 18 (45-22-46-01).

LA TRAVESTIE. (*) Film français d'Yves Boisset: Forum Horizon, 14

40-01).

LA TRAVESTIE. (*) Film français d'Yves Boisset: Forum Horizon, l'" (45-08-57-57); Paulé Impérial, 2- (47-42-72-52): UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); UGC Champa-Elysées, 8- (45-62-20-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (43-15-686); Mintral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparrasse, 14- (43-20-12-06); 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (47-78-06-06); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

UNE BRINGUE D'ENFER! Film américain de Kevin Reynolds, vo.: Forum Orient Express. 1s- (42-33-42-26); George V, 8- (45-62-41-46); V.1.: UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Mazzevilles, 9- (47-70-72-86); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (43-36-23-44); Convention Saim-Chartea, 15- (45-79-33-00); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

CENDRILLON (A., v.f.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68). CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.): Action Rive Ganche, 5 (43-29-44-40). CLASS 84 (**) (A., v.f.): Hollywood Bouleward, 9* (47-70-10-41).

LA COMTESSE AUX PIEDS NUS (A., v.o.): Action Christine, & (43-29-11-30). DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V,

8' (45-62-41-46).

LES DIX COMMANDEMENTS (A., v.f.): Bretagne, 6' (42-22-57-97); Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit, v.o.): Le Champo, 5' (43-54-51-60). DRAME DE LA JALOUSIE (It., v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 5' (46-33-86-86). 80-86).
EMBRASSE-MOI, IDIOT (A., v.a.);
Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).
L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.a.); Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).

LES ENCHAINÉS (A., v.o.): Reflet Médicis Logos, 5º (43-54-42-34); Sept Parnassiens, (4º (43-20-32-20). L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES (A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).

11-50).
EXTRÉME PRÉJUDICE (A., v.f.): Hol-lywood Boulevard, 9: (47-70-10-41).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.): Ciné Bean-bourg, 3: (42-71-52-36).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.):
Forum Arcen-Ciel, 1= (42-97-53-74);
UGC Ermitage, 3 (45-63-16-16).

UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16).

INSIDE DAISY CLOVER (A., v.e.):
Racine Odéon, 6 (43-26-19-68); Les
Trois Balzac, 8 (45-61-10-60).

JE TAIME, MOI NON PLUS (**)
(Fr.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.):
Cinoches, 6 (46-33-10-82); SaintLambert, 15 (45-32-91-68). LES LUNETTES D'OR (It-Fr., v.a.): Elysées Lincoln, & (43-59-36-14); Sept. Parmassiens, 14 (43-20-32-20).

METROPOLIS (All., v.o.): Ranelagh, 16 (42-88-64-44). (ISSION (Brit., v.o.) : Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50). MORT A VENISE (IL, v.o.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71).

MURIEL (Fr.): Panthéon, 5 (43-54-OCTOPUSSY (A., v.o.): UGC Norman-die, 9 (45-63-16-16): v.f.: Gammont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.): Stadio Galande, 5' (43-54-72-71). PANDORA (Brit.-A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).

tine, 6 (43-29-11-30).

LA PEUR (It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36).

PINE FLOYD THE WALL (Brit.-A.,
v.o.): Saimt-Michel, 5- (43-26-79-17);
Le Triomphe, 8- (45-62-45-76).

QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.):
Action Christine, 6- (43-29-11-30).

LE RODEUR (A., v.o.): Reflet Logos 1,
5- (43-54-42-34); Le Triomphe, 8- (45-62-45-76).

LE RODEUR (A., v.o.): Rediet Logos 1, 5: (43-54-42-34); Le Triomphe, 8: (45-52-45-76).

ROME VILLE OUVERTE (It., v.o.): Clany Palace, 5: (43-54-07-76).

SCARAMOUCHE (A., v.o.): Saint-André-des-Arts I, 6: (43-26-48-18).

LA SOIF DU MAL (A., v.o.): Action Christine, 6: (43-29-11-30).

SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.): Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6: (42-22-87-23); Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60).

LA SOURIS OUT RUGESSAIT (Brit., v.o.): Le Champo, 5: (43-54-51-60).

STRANGER THAN PARADISE (A.-AII, v.o.): Utopia Champollion, 5: (43-26-84-65).

STROMBOLL (It., v.o.): Chary Palace, 5:

STROMBOLI (IL., v.o.) : Chary Palace, 5* (43-54-07-76).

SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can.) : Studio Galande, 5 (43-54-72-71).

Galande, 5* (43-54-72-71).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.): Lex Trois Luxembourg, 6* (46-33-97-77).

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.): Studio Galande, 5* (43-54-72-71).

UN APRÈS-MIDI DE CHIEN (A., v.o.): Accatone (ex Studio Cujea), 5* (46-33-86-86). LA VIETLLE DAME INDIGNE (Fr.): Saint-André-des-Arts 1, 6º (43-26-48-18).

VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.):
Accatone (ex Studio Cujus), 5º (46-33-86-86). VOYAGE EN ITALIE (it., v.o.): Clumy Palace, 5 (43-54-07-76).

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÉTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous. pagné de votre règlement par chèque ou par certe bleus. VOUS ÊTES DÉJA ABONNÉ : Vous n'evez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropol-taine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublièr d'indiquer votre numéro d'abonné.

ÉTRANGER* (voie normale) DURÉE 76 F 2 samaines 205 F 261 F 3 semaines 1 mais 150 F 2 mois 260 F 354 F 3 mois TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU: (1) 42-47-98-72

LE MONDE ABONNEMENTS BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09 Attention : le mise en place de votre abonnement vacances micessite un délai de 10 jours.

	_
VOTRE ABONNEMENT VACANCES: DURÉE	
ø du:	
VOTRE ADRESSE DE VACANCES :	
NOM: PRÉNOM:	
N*: RUE:	
LOCALITÉ:	_
CODE POSTAL: VILLE:	
PAYS:	_
VOTRE RÈGLEMENT :	
CHÈQUE JOINT CI CARTE BLEUE	
** ** CB :	1
Date of expiration : Signature :	
VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtres déjà sbonné)	
11111111	

SUR MINITEL-3615 LEMONDE code abo

Agrégations Claire Paume (33*), Sophie Pedergnana (79*), Jean Pedusaud (79*), Martine Pelletier (5*), Catherine Perrier (26*), sauf Isabelle Perrin (4*), Thierry Perrot (28*), Mario-Claire Pestourie (79*), Annick Pinloche (68*), Elisabeth Pradeilles (128*), sauf Peter Prince (3*), Mario-Noëlle Provost, ép. Vallet (75*), Eliaine Rees, ép. Tondic (35*), Agnès Roche, ép. Lajtha (105*), Mathilde Rossille, ép. Adouami (85*), Hélène Rozenberg (94*), Isabelle Savy (112*), Barbara Schmidt (40*), Sarah Schumacher, ép. Page (105*), Wilma Short, ép. Boismard (68*), Jean Skarbek (97*). Elisabeth Soubrenie (17*), Carol Swindella, ép. Bully (133*), sauf Geneviève Syre, ép. Brzustowski (58*), Paulette Texier, ép. Texier (133*), Eric Turani (28*), Nigel Turner (15*), Pascal Tuysuzian (20*), Joseph Urbas (40*), Denise Veyrac, ép. Werle (137*), Clottide Vezies (35*), sauf Andrée Viguier (12*), Robin Waddle (97*), Daniel Warzecha (137*), anf Colette Windish (6*), Jean Yvard (128*). Aissaton Sy (97* bir), à titre étran-

(Par ordre alphabétique) ANGLAIS

Martine Aday (72°), Jean-Max Albrespit (45° ex. ae.), Louise Arana, ép. Fejoz (61° ex. ae.), Marguerite Arnal ép. Corish (112° ex. ae.), Terence Atkinson (28° ex. ae.), Claude Baron (17° ex. ae.), Marguerite Bartoli (85° ex. ae.), Gérard Basset (59° ex. ae.), Marie-Paule Bastet, ép. Pierrel (119° ex. ae.), Marie-Paule Bastet, ép. Pierrel (119° ex. ae.), Laurent Berec (119° ex. ae.), Jean-Clande Berruyer (143° ex. ae.), Jean-Clande Berruyer (143° ex. ae.), Jean-Paule Bodin (13° ex. ae.), Christine Bompart (112° ex. ae.), Joille Bompevin (85° ex. ae.), Catherine Bouffault, ép. Merillou (49° ex. ae.), Hedi Bouttera (65° ex. ae.), Luc Bouvard (54° ex. ae.), Jean-Luc Breton (79° ex. ae.), Janet Brooks, ép. Fauret (13° ex. ae.), Gérard Buret (75° ex. ae.), Jean-Paul Cames (65° ex. ae.), Jean-Paul Came

Jean-Paul Cames (65 ex. ac.), Jean-

Jean-Paul Cames (65° ex. ae.), Jean-Michel Carrère (133° ex. ae.), Florence Cesari (7° ex. ae.), Evelyne Chabert, ép. Fioretti (77° ex. ae.), Jean Chappuit (137° ex. ae.), Marie-Claire Charon, ép. Considere (102° ex. ae.), Hervé Chana (54° ex. ae.), Elizabeth Cherain (90° ex. ae.), Marie-Christine Choque (112° ex. ae.), Marie-Elise Colombeau, ép. Thiry (20° ex. ae.), Frédérique Corbière ép. Corbière (105° ex. ae.), René Couteller (56° ex. ae.), Jean Cruon (49° ex. ae.), Françoise Danorne, ép. Mac Grath teller (56° ex. ae.), Jean Cruon (49° ex. ae.), Françoise Dagorne, ép. Mac Grath (61° ex. ae.), Dominique Deniel (11°), Sarah Davis, ép. Grandserre (94° ex. ae.), Diane de Bonneval, ép. de Bellescize (28° ex. ae.), Genevière de Jough ép. Debeure (133° ex. ae.), Jean Defromont (44°), Bruao Delaroche (49° ex. ae.), Christopher Desurmont (105° ex. ae.), Elisabeth Devenux, ép. Bouchard (20° ex. ae.), Fierre Doise (90° ex. ae.), Sylvie Douglade (97° ex. ae.), François Ducrenx (146° ex. ae.), Laurent Dufour (123° ex. ae.), Mathieu Duplay (2°), Marjolaine Dusuzeau, ép. Dusuzeau (49° ex. ae.).

phane, Pierre-Marie, Christophe Dupré La Tour; Stéfans Fermigier; Stéphane, Pierre, Christian Le Dizes; Marc Romano; Frédéric Gosselin; François Courtes; Valérie Berthe; Patrick Seguin; Pierre-Marie Abadie; Alix Martin (30°); Olivier Piltant; Laurence Le Baron; Marc Danon; Raphael Rouquier; Jean Mairesse; Alain Toubol; Stéphane, Olivier Gro-gaet; Pierre-Loïc, Robert, Marie, Bolon; Alexis Fagebaume; Laurent, Daniel Dumas (40°).

(49° cz. se.).

Claire Fabre (45° cz. se.), Isabelle Fallot (73° cz. se.), Christine Favler (40° cz. se.), Jean-Paul Gabilliet (119° cz. se.), Guy Gaborit de Montjou (85° cz. se.), Isabelle Gadoin (10°), Catherine Galais (112° cz. se.), Sylvie Gallitre (90° cz. se.), Marie-Hélène Gambini (68° cz. se.).

Marie Gay (97° cz.-se.), Nicolas Genevay (17° cz.-se.), Lindsay Gilsos, ép. Gilliors (105°), Régine Girard, ép. Barrallon (112° cz.-se.), Dany Girard, ép. Saury (119° cz.-se.), Valérie Gisson (73°), Laurence Gourievidis, (146°), Colette Guelfi, ép. Grainger (97°), Jean-Marc Guionnet (40°), Jean-Clande Henryot (20°), Michelle Her-Clande Henryot (20°), Michelle Her-Claude Henryot (20*). Michelle Herbert, ép. Philamant (85*), Isabelle Hervonet (128*), Jean-Pierre Hilaire (7*), Corinne Hildebert (146*). Claire Joubert (15*), Dauide Kahn (105*), Catherine Kerbrat (61°) tous ex-seque sauf Nathalie Kokortan (1454).

sauf Nathalie Kokortan (143*).

Claude Labbez, ép. Courtecuisse (26*), Alain Lauzanne (33*), Catherine Le Mindu (125*), Sophie Le Mabec (56*), Aline Legare (137*), Stéphanie Lemonnier (123*), Catherine Lendres (20*), Christine Leroux, ép. Fontana (102*), Françoise Levy, ép. Gioquel (112*), Valérie Liffort de Buffevent, ép. Promé (72*) Catheine Larne, én. Har-Dupré (77°), Catheine Lurac, ép. Hurtaut (35°), Alistair Maclaren (35°).

taut (35°), Alistair Maclaren (35°).

Martine Magne (125°), Nathalie Makeiell (68°), Jacques Martin (79°), Marie-Agnès Martin (59°), Marc Martinez (128°), Frédéric Maurin (79°), Lucinda Mowatters, ép. Barets (146°), Gérard Melis (49°), Annick Méresse, ép. Portine (125°), Isabelle Métaut (90°), Bernard Metzdorf (146°), Sylvie Mikowski, ép. Mikowski (137°), Annoise Mioche (1°), Nadine Mischler (105°), Annie Mitaine, ép. El Sawy (143°), Corine Miteran (61°), Eliane Moret (47°), Agnès Mougeot (137°), Joanny Moulin (9°), Kathleen Murphy, ép. Lambert (65°), Agnès Naouri (39°), Axel Nesme (94°).

Jane Nolan (28°), Marie-Elise Pal-

Jane Nolan (28°), Marie-Elise Pal-mier (146°), Michel Pardonneau (47°),

SALONS

4 × 4 et tout-terrain à Val-d'Isère

Le cinquième Salon international du 4 x 4 et du tout-terrain ouvre ses portes, le 13 août, dans la station du Val-d'Isère (Savoie). Son fonda-teur, Henri Audhoni, ne s'était pas trompé : l'engouement pour le tout-terrain ne se dément pas puisque de 5 000 immatriculations en 1982, on est passé à 35 000 en 1987, grace à la percée des berlines à traction intéaventureux, Henri Audhoui veut offrir l'occasion de ne se tromper ni sur leurs désirs, ni sur leurs capacités, ni sur le matériel proposé.
Trois cents véhicules (4 x 4. camions, véhicules spéciaux, quads scooters des neiges) seront exposés sur l'avenue principale de Val-d'Isère. Les visiteurs (38 000 en 1987) auront accès, grâce au plus rapide funiculaire d'Europe, aux 2 000 hectares de l'espace Killy où les attendent 150 véhicules et leurs démonstrateurs pour un essai aux un portes du vertige. Une école de pilotage permet pour 100 francs par ... quart d'heure d'apprendre à maîtriser les Jeep, Toyota et autres Land

★ Du 13 au 31 août, de 10 houres à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée nu Festival du film tout-terrain (projec-tions du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements: 79-06-

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4803 HORIZONTALEMENT

I. Qui a donc eu tort de se plaindre. Il ne faut pas l'oublier quand on fait une fugue. – II. Pris pour aller plus loin. Peut fournir une indication sur la qualité du raisin. Petit, c'est un court circuit. – III. Blanc, c'est du sorgho. Théâtre d'une

grande bataille. Travail de choix. — IV. Quand elles sont nucléaires, ce sont de fortes têtes. Une envie de sif-fler. Petit partie V. Une façon de couper le sifflet. Article étranger. - VL Un ancien pays d'Europe ou d'Asie. Préposition. Qui peut donc rouler. -VII. Un écono-

XIII miste allemand XIV adversaire du libre-échange. Peut être la punition de celui qui a goûté au fruit défendu. - VIII. Pro-

Aistatou Sy (97 bis), à titre étran-

Ecole normale supérieure

(ENS)

Jean-Marc Dani (1-); Frédéric Cherbonnier; Kirone Mallick; David Harari; Etienne Blanchard; François Moreau de Saint-Martin; Philippe Crooy; Cong-Minh Trina; Alain Hui Bon Hoa; Philippe Eyssidieux (10); Jean-Marc Bontazzi; Jean-Michel

Dalle; Yann Loupp; Fabrice Charre-tour; Stéphane Couvreur; François Provost; Émmanuel-Claude Germain; Lionel Bichot; Cécile Rastoin.

Jean-François Delmas (20°); Sté-phane, Pierre-Marie, Christophe

Olivier Pouliquen; Jean-Luc, Alain Moullet; Serge Bossini; Nicolas Gau-thier; Thomas Lafforgue; Aziz Torres (45° bts).

CONCOURS SCIENCES

(groupe A)

Daniel Dumas (40°).

- Kevin-Marie (†),

le 3 zoūt 1988.

et leurs filles Catherine et Valérie,

et leurs enfants

Laurène-Socile, ont la grande joie de faire part de la

d'Engénie

Anne-Dominique et Marc MICHEL, 61, rue du Perron, 69600 Oullins.

- Versailles. Anglet. Poitiers.

M. et M= Jean-Louis Michaud

Denis, Magali et Cedric, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M= Denise MICHAUD, née Roman,

survenu le 23 juillet 1988 dans sa

Le présent avis tient lieu de faire-

- M= Pierre-Charles North, M. et M= Jean-Luc Schilling, Arthur

M= Manrice Grob,
M. et M= René North, Claude et

M. et M= Raymond Heldt et Frank, M. et M= Roger Kittel, Anne et

Vrousos, Emmannelle, Alexis et Anne, Le docteur et M= Pierre Morgen

ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Pierre-Charles NORTH.

préfet de l'Ande, chevalier de la Légion d'honneur,

survette le vendredi 5 août 1988 à Car-

Les obsèques se dérouleront le lundi

L'inhomation suru lieu le mercredi

8 août, à 11 heures, au temple de Car-

stern, Ariane, Aris et Ariette,

9, rue du Marché-Neuf, 78000 Vermilles.

et Ulysse, M= Etienne Schilling,

M. et M= François Lorel

Décès

nom. Impropre à la consommation.

— IX. Parfois présenté par un nouvel arrivant. Coule en Roumanie. —

X. Qui peut remuer. — XI. Adjectif qu'on peut avoir à la bouche. Son qu'on peut avoir a la bouche. Son usage est condamnable. Un point sur la carte. La rage avant Pasteur. — XII. Capitale pour des ducs. Pas compris. — XIII. Un homme qui aimait jouer aux dames. Très fatigué. Compagnons de jeux. — XIV. Un homme qui fit bien des mystères. Essaye d'y voir plus clair. Oni peut ne coder qu'ornès plusience. Qui peut ne céder qu'après plusieurs coups. – XV. Certaines sont réunies en Société. Solidement bâti. D'un

VERTICALEMENT

1. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. - 2. Qualité qu'on exige de celui qui veut devenir un adjoint. Mot de reconnaissance. - 3. Penvent être mises sur la piste. Sans queue ni tête. - 4. Un vague sujet. Pent être éprouvé par celui qui est sur les dents. - 5. Bleu, c'est le rol-lier. Peuvent être des compléments d'agents. - 6. Ferrure. Le prix du pain. Faire un certain travail avec une demoiselle. – 7. Gros, peut devenir du toupet. Qui a donc besoin

Le Carnet du Monde

préfecture de l'Aude. Le Touquet, Tokyo, Paris, Strasbourg-Surbourg, Mundolsheim,

(Lire page 5.)

ses parents,

M. et M== François Pujade-Lauraine,

M. c. M. François Pajano-Laurano.

es beaux-parents,
Chantal Pélissier,
Vincent Pélissier et Dapliné Juster,
Bertrand et Marie-Dominique

Pujade-Lauraine et leurs enfanta, isabelle Mangou, Xavier Pujade-Lauraine, sa sœur, son frère, ses belles-aœura et besux-frères, neveux et nièce,

Denise Pelimier, M. et M. Jean-Pierre Fabrègne,

out l'immense chagrin de faire part du décès, le 1" soût 1988, de

Dominique PUJADE-LAURAINE

professeur au lycée Jean-Baptiste-Say.

Les obsèques out en lien le jendi 4 août, dans l'intimité familiale, à Fir-

beix (Dardogne).

29, rue des Volontaires.

Mª Francine Wolff,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Raymond WOLFF.

- Une pensée est demandée à ceux

Gérard AQUENIN.

Anniversaires

75015 Paris. 42, avenue de Saxe,

M. Patrice Wolff, M= Edmond Wolff,

M. et M= Tito Cohen

La famille ne reçuit pas.

et lear fils Laurent

23, rue Goethe,

din out count at siwe

M. Lazare Wolff,

leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Joseph Noyelle,

leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Adrien Verdier,

leurs enfants et petits-enfants, ses tantes, oncles, cousins, cousi Toute sa famille,

- Eric Pujade-Lauraine,

son mari,
Raphaelle, Damien, Grégoire,
ses cufants,
M= René Fabrègue,

sa grand-mère, M. et M= Paul Pélissier,

Naissances | 10 soft, à 10 h 30, dans l'intimité fami-

liale, au Touquet.

de repos. Lieu de refuge. - 8. Fit une première préparation. Tique quand on parle familièrement. — 9. Dans une certaine situation. Fosses communes à la campagne. Lettre. - 10. Une figure d'écrivain. Adverbe. Singe. Vis. - 11. Terre. Des gens qui ont bien descendu. - 12. Lie. Sur une côte bretonne. Pas révélé. – 13. Avant l'heure. Peut accueillir une barbue. – 14. Un homme fort. Mettre le siège. Ordre de départ. – 15. Une grande nappe. Conjonction. Traversent parfois de beaux quartiers.

Solution du problème nº 4802

I. Mascarade. — II. Epeire. Io. —
III. Dis. Abel. — IV. Aoste. Rne. —
V. Inini. — VI. Otrante. — VII. Lin.
Encas. — VIII. En. Choc. —
IX. Réfréna. — X. Roulée. —
VI Scélérate. XI. Scélérate.

Verticalement

I. Médailleurs. - 2. Apion. In. Oc. - 3. Session. Rue. - 4. Ci. TNT. Tell. - 5. Ar. Eire. Fée. -6. Rés. Ancrer. - 7. Branche. - 8. Dieu. Taon. - 9. Bole. Escale. GUY BROUTY.

- Le 7 août 1941 s'éteignait en exil LM. IBRAHIMOFF.

rédacteur de la revue le Dropeau de la Russie, membre de l'Association générale de la presse française et étrangère (AGPFE), (« Spetz-Kom ») à la lutte contre la famine

du gouvernement de l'URSS, ex-commissaire du peuple à l'éducation («Nar-Kom-Pros») du gouvernement de la République socialiste autonome des Tatars de Crimée,

(= Torg-Pred)= mbassade de l'URSS en Turquie,

condamné à mort par contumace en 1928 iors de la liquidation du gouverne-ment tatar et des élus du peuple de Cri-mée pour « déviations nationalistes » et

Tatars ou Russes, chrétiens ou musul-mans, ceux qui l'ont connu s'uniront de cœur et d'esprit à ses proches et descen-

- Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Vanina SOUHAM.

son époux, Philip Souham, ainsi que la famille de Vanina : M. et M= Gérard Souham, Glenn Souham (†), Yan Souham,

demandent prières et pieuses pensées à tous ceux qui l'ont connue et aimée, en communion avec les messes dites à son

« Car la volonté de mon Père, c'est que tout homme qui volt le Fils et croit en Lui obtienne la vie êternelle; et moi je le. ressusciteral au dernier jour. -Evangile de Jésus-Christ selon saint Jean,

Nos abonnés, bénéficiant d'une vos auornes, wenejiciaat u inte réduction sur les invertions du - Carnet du Monde -, sont priés de joindre à leur envoi de texte vue des dernières bandes pour justifier de cutte qualité.

CARNET DU MONDE

Tart de la ligne H.T.

insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur ne de deux lignes. Rans. : 42-47-95-03.

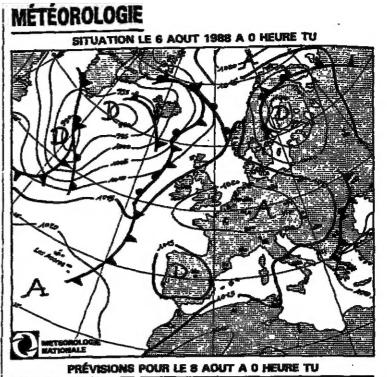
A

ATCISC

B

brune

cid



Evolution probable du temps en France medi 6 noût à 0 beure et le

Les hautes pressions vont pen à peu se décaler vers l'Angleterre et le Daneperturbations atlantiques. En revanche, le minimum dépressionnaire situé sur l'Espagne enverra de l'air chand et ins-table sur le pays.

Dimanche : temps lourd et orageux sur la moitié omest. — En début de jour-née, des brouillards épars se aitueront dans l'intérieur du pays, en Bourgogne et dans les vallées du Massif central, par exemple. Mais le ciel sera généralement dégagé, sauf du Roussillou su Bordelais,

où un voile nuageux cachera déjà le

Au fil des heures, ces mages progres-seront vers la Loire et le Centre. Mais les orages n'éclateront qu'en soirée et

sif central. C'est sur le Poitou-Charentes et l'Auvergne que l'on risquera les ondées les plus violentes. Elles pourront être accompagnées de fortes rafales de vent, avec parfois de la grêle.

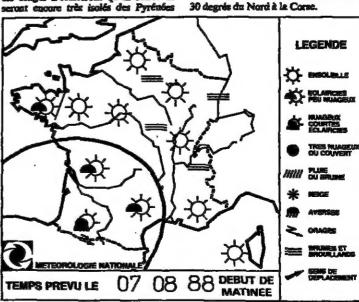
aux pays de Loire, su Centre et su Mas-

On pourra également entendre le ton nerre sur la Bretagne et le Cotentin en fin de journée.

Du Languedoc et de la Corse au Rhône et aux Alpes, à l'Alsace, au Nord et à la Haute-Normandie, le ciel se voilera de plus en plus au fil des beures, mais on profitera toutefois du soleil.

Les températures nocturnes varieront de 10 à 14 degrés sur la moitié nord. Elles iront de 11 à 21 degrés silleurs.

Dans la journée, il fora chaud sur tout le pays, on aura de 23 à 31 degrés sur la moitié onest. Sur les antres régions, le thermomètre variera entre 22 et 30 degrés du Nord à la Corse.



	Vale.	r\$ 60	trêm:	manima - ta relevées entre et le 6-08-1988			116. 11 TV		temps le 6-08			•
FRAN	ICE			TOURS		14	D	LOS.	ANGELES	24	17	D
AJACCEO	27	18	D	TOULOUSE		13	D	w	EBOOURG	22	13	D
BARRITZ		16	Ď	POINTE APTITE	32	24	D	MA	DRID	35	18	D
BORDEAUX		17	D	ÉTRAN	CE	D		MA	RRAKECH	31	17	D
BOURGES	25	14	D					ME	GCO	27	13	B
DEST	23	12	D	ALGER	31	20	N	MI	AN	27	18	D
CAEN	23	10	B	AMSTERDAM		12	B	100	NTREAL	33	22	0
CHEROURG	19	12	D	ATHERES		22	D	140	DOO	22	13	·A
CLEBNONT-FEED.	25	9	D	BANGKOK		27	N		ROPI		LS	C
DUON	25	13	Đ	BARCELONE	28	19	В		V-YORK		25	Ď
GENORIE SALE	27	12	D	BELGRADE	22	15	D		Ø		10	ō
LRIE	23	11	B	BERLIN		12	C		MADE MAL.		19 .	Ď
LIMOGES	24	15	D	ERUXFILES	22	12	D		N	26		P
LYON	25	12	D	LE CAIRE		24	D				23	D
MARSELLEMAR	29	18	D	COPENELAGUE	19	10	Ç		DE LANGERO .	25	18	_
NANCY	24	12	D	DAKAR	30	26	N		Œ	28	15	D
NAMES	27	16	D	DELHI,	34	27	N		GAPOUR		23	C
NICE	23	22	D	DIERRA	30	22	D		CKHOUN		14	C
PARE-HUNTS	22	15	D	GENÈVE	24	10	D		WEY		13	D
PAU	25	13	D	HONGKONG	29	26	N		07		25	D
PRINGRAN		15	D	STANBUL	33	22	D	TUP	5	34	21	- D
REWES		8	D	JERUSALEN	29	19	D	VAL	SOVIE	21	П	C
STETENOR	25	10	D	LISBONNE	29	17	D		TE		17	C
STRASBOURG	25	12	D	LONDRES	23	11	D		NE		16	ō

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver, (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

0

oraĝe

P

pluie

T.

tempête

D

ciel ciel dogago nuageux

Le gouv ್ಷ. ಕ್ಷಣಕ್ಕೆ ೧೯೮೮

. A.A

in in gert de ay nahada 1

gurant.

ration to the

್ಷ ಕನ್ನಡ ಕನ್ನಡೆಯ

error of su

ವೃತ್ತಿ ಕ್ಷಮ್ಮ ಕ್ಷಣೆ ಕ್ರಮ್ಮ ಕ್ಷಮ್ಮ ಕ್ಷಮ್ಮ

. CONTRACTOR

್ ತಾಗ್ರೌಡ

ero de Prox

😘 adamus 🖼

TO VOL ADM

in der erb

- les reres

ral. Et pl

Longity The

The second section with

After a material and

farancia e C**GT**

THE PERSON

de 400 \$

1985.00

16 in grammage de la TRANGER

la restruc

On faire du secteur p nous la recision incornors is tele, charge a regioners

to de quatre cent einge tiens La que tron est à makee au moment ou in

in de president de !" Leonano Proce on come to gourphy to bother Service Company of the Company of th **A.**

mention of the statement

Sec. Telephone Service Control of

Weight.

.

.....

Economie

SOCIAL

A O HELPE TU

IT A D HEURE TO

The State May

the first of a polyment

編 progress in the contract of the

- 212 To 10 TO 10 TO 10 TO 10 TO 10

📭 Eury - - - is in Come in

And the second second

In the way of the services

General Control of the Control of th

LEGENCE

المناعلالة والمناد

-

Aug to control of

GEP

O P T

Add No.

provide district

COM TOWN TO THE STREET

I MANY TO A ST

B. Bren. T.

🙀 y 5.2%

for the following de

Salaire, emploi, Sécurité sociale

Le gouvernement s'attend à une rentrée difficile

rentrée sociale difficile. Comme pour confirmer ses appréhensions, la CGT, qui tente de se refaire une santé dans l'action, a annoncé le ven-dredi 5 août, par la voix d'un de ses dirigeants, M. Gérard Alezard. « une rentrée sociale offensive pour battre en brèche les ambitions du patronat et les choix négatifs du gouvernement ». La centrale frap-pera les trois coups dès le 17 août en organisant dans les entreprises un «rendez-vous de lutte » afin d'obte-sin des les coups de lutte » afin d'obtenir, dans le cadre de la loi d'amnistie, - meilleure que celle de 1981 ., la réintégration d'environ 6000 mili-tants licenciés. A Renault-Billancourt, où un comité d'établissement examinera ce jour-là la demande de réintégration des dix militants licenciés et condamnés pour violences, M. Henri Krasucki tiendra un meeting.

Mais c'est sur les salaires que le gouvernement s'attend aux tensions les plus vives. Il partage en tous points l'analyse que vient de faire, dans son bulletin d'actualité, le patronat de la métallurgie (UIMM) : « Une page est probable-ment tournée : le calme atypique que nous avons connu depuis 1985 pourrait cêder la place à des conflits d'origine suriout salariale. L'évolution du pouvoir d'achat dans le secteur public est propice à un redémarrage de l'action, et la CGT entend bien se porter à la tête des luttes, ce qui ne saurait laisser impassibles les autres organisations syndicales: » Ainsi, la garantie de paix sociale qu'avait représentée la présence d'un gouvernement de gau-che de 1981 à 1986, et surtout jusqu'en 1984, lorsqu'y siégeaient des ministres comm

bien devenue caduque. L'inquiétude du gouvernement est alimentée par le conflit des mineurs des Houillères de Provence, à Gardanne, qui dure depuis plus de trois mois. La direction, soutenne par les pouvoirs publics, se refuse à satisfaire la demande des grévistes d'une augmentation de 400 F par mois, estimant que les revendications salariales ne peuvent se traiter qu'au niveau national. Et plus le conflit dure et se dureit, plus les ingrédients sont réunis pour une évolution qui, selon certains, pourrait devenir « dramatique » : une minorité de grévistes irréductibles, une union départementale CGT plus radicale que la fédération des mineurs, un engrenage de la violence qui conduit à des affrontements entre cégétistes et cédé-tistes. Le 5 août, la commission exécutive de la CFDT a dénoncé le " jusqu'au boutisme agressif » de la CGT, tandis que M. François Duteil, secrétaire de la CGT, justifiant le lancement d'une souscription nationale, soulignait que la poursuite du conflit est « une néces-

D'antres Gardanne?

D'autres Gardanne peuvent-ils surgir à la rentrée...? Alors que le Parlement débattra de l'impôt de solidarité sur la fortune, du revenu minimum d'insertion et du budget 1989, le gouvernement sait que l'automne social se jouera sur trois dossiers sociaux difficiles : les salaires, l'emploi et la Sécurité sociale. Des sujets explosifs.

Sur les salaires, les ponvoirs publics ont bel et bien le sentiment qu'ils sont en première ligne. « Dans le privé, dit-on dans les milienz gouvernementaux, les patrons ont déià laché. » De fait, sur un an, d'avril 1987 à avril 1988, le salaire horaire ouvrier a enregistré un gain de pou-voir d'achat de 0,8 %. Sur les trois premiers mois de 1988, la croissance de la masse salariale a été de 4,9 % on rythme annuel... La bataille avec les syndicats se jouera donc d'abord dans le secteur public avec trois négociations salariales attendues : la fonction publique, Charbonnages de France et EDF.

Or, dans la fonction publique, la marge de manœuvre du gouvernement est étroite. En annonçant en puillet aux syndicats qu'il n'y aurait pas d'acompte avant l'ouverture de la négociation, qui portera sur 1988 et 1989, M. Michel Durafour, le ministre de la fonction publique, a mécontenté ses partenaires. La CGT, qui s'est livrée à des coups de sonde dans les PTT, s'apprête à annoncer une action, et les six autres fédérations se retrouvent le 30 août dans le même but. Pour 1988, les fonctionnaires n'ont obtenu qu'une hausse en niveau des traitements de 1 % au 1" mars, alors qu'à la fin mai le glissement des prix était déjà de 1,4%.

L'ouverture des discussions salariales dans la fonction publique pourrait avoir lieu dès septembre, mais il y a peu de grain à moudre, de desserrer les contraintes et de

mettre d'autres sujets que les salaires sur la table de négociations. La seule vraie possibilité serait de revenir à la définition de la masse salariale d'avant 1986, ce qui conduirait à comptabiliser le glisse-ment vicillesse-technicité (GVT. mesurant les promotions et l'ancien-neté) dans la hausse de cette masse pour 0,5 % au lieu de 1,6 %. Mais le gouvernement hésite. En revoyant les règles salariales du secteur public, ne risque-t-il pas de remeure en question les accords déjà signés pour 1988 (par des syndicats minoritaires) à la RATP, à la SNCF et à Air Inter?

Un plan pour l'emploi

Sur l'emploi aussi il y a urgence, risque de conflits est moins grand. Avant de partir en vacances, M. Michel Rocard a adressé une note de quinze pages à ses services pour leur demander de mener une réflexion de fond sur l'emploi. Le premier ministre a été frappé par la lettre de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui indiquait que le taux de chômage atteindrait en France 11,6 % de la population active en 1990, 13,5 % en 1995 et 15,9 % on l'an 2000. La France est le plus manvais élève de la classe européenne, et l'OFCE commentait : « La crise de l'emploi, alors qu'elle fut européenne jusqu'à aujourd'hui, risque de devenir fran-çaise dans l'ovenir - (le Monde du 8 juillet).

L'embellie pour l'emploi en 1987, moncée par l'INSEE et l'UNE-DIC, ne rend pas les perspectives pour 1988 moias sombres. M. Rocard craint une augmentation de 250 000 chômeurs d'ici à la fin de l'année. Il veut absolument l'éviter. Il a déjà demandé aux préfets de région de revoir leurs copies sur les « esquisses » de contrats de plan Etat-régions, la prise en compte du volet emploi ayant été jugée insuffisente. Selon les orientations fixées par M. Jacques Chérèque, ministre chargé des reconversions, il s'agit d'inscrire comme priorités dans ces contrats « l'emploi et la recherche des conditions d'une nouvelle croissance, par une inflexion plus forte donnée aux moyens du développement local ».

Plus globalement, le souhait du premier ministre est d'annoncer un plan d'ensemble pour l'emploi autour de la mi-septembre, où se

conjugueraient traitement social et traitement économique. Il s'agit à la fois - même si les mesures ne sont qu'en phase de préparation - de poursuivre les stages de formation et d'insertion pour les jeunes et les chô-meurs de longue durée et de prendre des mesures structurelles pour favoriser la création d'emplois. Même si une croissance à plus de 3 % en 1988

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi, et son secrétaire d'Etat à la formation, M. André Laignel, travaillent à un remodelage du système d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), critiqué par les partenaires sociaux. M. Soisson entend privilégier la «qualité» et une réelle insertion— mais il suit que s'il veut limiter le nombre de chômeurs supplémen-taires en 1988 à 100 000, il devra aussi faire de la quantité... M. Lai-gnel met en musique la pronesse présidentielle du « crédit-formation », qui doit concerner les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui n'ont pas le CAP et caux qui se retrouvent sans emploi ni formation six mois après leur sortie de l'école. Toujours en concertation avec les partenaires sociaux, M. Soisson devra aussi, en septembre, arrêter la position du gouvernement sur une entuelle renégociation des conditions de licenciement. Mais le CNPF ne veut pas en entendre perler... tandis que FO et la CGT préfèrent très nettement un projet de loi.

Sur la Sécurité sociale, l'échéance se rapproche aussi. Le rapport du Conseil économique et social confié à M. Chotard est attendu pour le 25 septembre. Pour 1988, le déficit du régime général devrait être de 11 milliards. Pour 1989, on annonce déià 32.7 milliards de déficit, provenant essentiellement de l'assurancevicillesse. Les hypothèses économi ques ayant servi de base à ces calculs étant dépassées, les prévisions pour 1989 apparaissent faus-sées. Mais, dès juin prochain, le trou de trésorerie de la Sécurité sociale sera supérieur à 20 milliards. Le gouvernement est donc obligé de prendre des mesures avant la fin de l'année. Avec la perspective d'une nouvelle ponction sur les revenus qui risque d'être alors socialement très

MICHEL NOBLECOURT.

REPÈRES

Echanges internationaux

américaine

Réactions européennes à la loi commerciale

A la suite de l'annonce par le président américain, M. Ronald Reegan, de son intention de signer la loi sur le commerce adopté par le Congrès, la Communauté économique euro-péenne a indiqué, vendredi 5 août, qu'elle était prête à saisir le GATT (Accord général sur les tarifs douz-niers et le commerce), l'instance internationale d'arbitrage des conflits commerciaux. M. Willy De Clercq, le commissaire européen chargé des relations extérieures et commerciales a une nouvelle fois critiqué le carac-tère « unilatéral » et « protectionniste » des mesures de rétorsion contre les pays dont la politique commercials ferait ombrage à Washington, inclues dans le loi sur le commerce (Trade Bill).

Evoquant les négociations internationales en cours, l'Uruguay Round notamment, M. De Clercq a déclaré : « On paut se damander si las Etats-Unis sont réalisment angagés à assurer le succès » de ces négociations. Par ailleurs, le patronat ouest-allemand a indiqué, dans une déclaration publiés vandredi 5 soût à Cologne, qu'il ne voyait e aucun dan-ger immédiat pour les relations commerciales germano-américaines » du fait de l'adoption de cette loi.

Etats-Unis Légère hausse

du chômage en juillet

Le taux de chômage américain s légèrement augmenté en juillet, s'établissant à 5,4 % de la population active (contre 5,3 % en juin), d'après les chiffres communique vandredi 5 août, par le département du travail, à Washington. Le nombre des chômeurs a progressé de 170 000 personnes en juillet pour atteindre à la fin du mois plus de

Les analystes relèvent que l'économie américaine a néanmoins encora créé 283 000 emplois en juillet, chiffre à peine inférieur à la moyenne mensuelle enregistrée au cours des douze derniers mois (325 000), après en avoir créé déjà 532 000 en juin, chiffre révisé à la hausse qui a fortament impressionné.

...et légère chute de la productivité

Le département du travail américain a indiqué, le jeudi 4 août, que la productivité des entreprises améri-caines avait baissé de 1,7 % au deuxième trimestre, en rythme annuel, alors qu'elle avait augmenté de 3.4 % au cours des trois premiers mois de 1988. La production de biens et de services a augmenté de 4,7 % d'avril à juin, mais la progression du nombre d'heures travail été de 6,5 %, légèrement supérieure.

Deux disparitions

Toshiwo Doko

L'homme des rationalisations au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Avec la mort, le jeudi 4 août, de M. Toshiwo Doko, à l'âge de quatrevingt-onze ans, c'est l'une des grandes personnalités du monde des affaires japonais de l'après-guerre qui disparaît. Ancien président du Keidanren (Fédération des organi-sations économiques), M. Doko avait été, ces dernières années, l'un des artisans de la réforme administrative actuellement en cours.

Jovial et rude à la fois, M. Doko incarnait l'esprit de ces grands patrons japonais de la vieille école, sévères pour les autres comme pour eux-mêmes, menant une vie dont la sobriété forçait le respect même de leurs adversaires politiques. Sur-nommé Araboshi (l'intrépide moine pèlerin), autant pour son crane chauve que pour son tempérament, M. Doko fut l'homme des rationali-

Au lendemain de la guerre, président des chantiers navals Ishikawajima, il réorganisa l'entreprise et réalisa la fusion avec son concurrent, les chantiers navals Harima, en 1960. Il quitta la construction navale en 1965 pour devenir le président de Toshiba, qu'il restructura de la même main de fer. A la tête du Keidanren à partir de 1974 et jusqu'en 1980, M. Doko passa à la réorganisation de la machine pro-ductive qui permit à l'industrie japonaise de sortir renforcée, et non affaiblie, de la première crise pétro-

Soucieux d'améliorer l'image du monde des affaires dans l'opinion publique au lendemain des élections sénatoriales de 1974, financées de la manière la plus éhontée par le patronat, M. Doko, se souvenant sans doate qu'en 1954 il avait été emprisonné vingt jours pour une affaire de pots-de-vin, réforma et assainit jusqu'à un certain point le système de financement des partis politiques par les milieux économiques.

Devenu président du second conseil pour la réforme administra-tive en 1981, M. Doko fut l'un des avocats de la privatisation. En 1986. il avait été le premier homme d'affaires à recevoir le grand cordon de l'ordre du Soleil levant.

Marisa Bellisario Une grande dame de l'industrie italienne

Marisa Bellisario, administrateur délégué d'Italtel, est décédée jeudi 4 août à son domicile de Turin. Elle avait quarante-sept ans. Sa mort est due à nn cancer, a indiqué son mari.

On la considérait, dans la Péninsule, comme une grande dame de l'industrie depuis qu'elle s'était attelée, en 1981, au redressement d'Italtel. société nationale de télécommunication de l'IRI, en déficit depuis plusieurs années. Marisa Bellisario avait entamé sa carrière chez Olivetti comme analyste-programmeur avant de prendre la direction de la planification dans cette entreprise. En 1979, elle devenait présidente de Olivetti Corporation of America, mais quittait le groupe deux ans plus tard à l'arrivée de Carlo De Benedetti.

Elle était l'auteur d'un livre qui a remporté un grand succès en Italie ; Femme et dirigeante d'entreprise.

ETRANGER

L'IRI, « un géant formé par des nains »

La restructuration du secteur public italien sous le feu des critiques

Que faire du secteur public italien, et d'abord de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), énorme conglomérat de plus de quatre cent cinquante sociétés ? La question est à nouveau posée au moment où la gestion du président de l'IRI. M. Romano Prodi, est contestée par de nombreux responsables économiques et politiques.

de notre correspondant

li y a un an, M. Prodi, à ce poste depuis 1982, se voyait décerner un brevet de manager de choc par les grands magazines économiques pour avoir redressé en cinq ans ce mastodonte qui croulait sous les pertes et symbolisait les pires manœuvres d'interventionnisme politique. Aujourd'hui, de toute part, des voix s'élèvent pour reprocher au « professor » — Romano Prodi enseignait l'économie à l'université de Bologne - son absence de stratégie à long terme et son incapacité à donner une dimension internationale à ce gigantesque holding, présent dans tous les secteurs d'activité, des télécommu-nications à la sidérurgie, de l'aéro-

nautique à la banque, des chantiers

navals à l'alimentaire.

A l'origine de cette tourmente, l'affrontement saus précédent qui a opposé M. Prodi au président d'Alitalia, M. Umberto Nordio, et un rapport très critique de la Cour des comptes sur la gestion de l'IRI. M. Nordio a été contraint de démissions par le manuel de le comptes de le contraint de démissions par le compte de le contraint de démissions de le contraint de le contraint de démissions de le contraint de le sionner après un échange de lettres peu amènes, par presse interposée, entre les deux hommes. Alors que le président d'Alitalia faisait valoir la pette amélioration des résultats de la compagnie, M. Prodi lui reprochait de n'avoir pas su conclure des alliances avec des sociétés étrangères et d'avoir ignoré les perspectives de développement d'activités nouvelles comme les liaisons régionales, des critiques que certains milieux politiques n'ont pas tardé à retourner contre M. Prodi lui-même, et que la Cour des comptes reprenaît à son tour dans son rapport annuel, s'interrogeant elle aussi sur les choix

Premier reproche : * L'objectif d'assainissement de l'entreprise n'a par été atteint. » Selon les résultats

Un conglomérat de 240 milliards de francs

Le bilan consolidé de l'ifit a arregistré en 1987 un résultat positif de 177 milliards de lires contre 387 milliards en 1986 (1). Le chiffre d'affaires a atteint 53 430 milliards de lires (240 milliards de francs) contre 52593 milliards en 1986. Quant au résultat consolidé « part du groupe » (sans la part de bénéfice des actionnaires minoritaires de différentes sociétés du groupe), il présente un déficit de 716 milfiards de lires en 1987 contre 293 milliards en 1986.

Pour le seul secteur industriel, l'IRI a enregistré l'an passé une perte de 373 milliards de lines (- 558 milliards en 1986), mais le déficit du résultat « part du groupe » du secteur industriel s'eat accru : 931 milliards de lires an 1987 contre 758 milliards en 1986.

Le secteur sidérurgique à enregistré des pertes de 1464 milliards de lires contre 968 milliards l'année précédente. Le rapport frais financierschiffre d'affaires est de 7%. L'endettement du groupe a été de 35 965 milliards de lires contre 34000 milliards en 1986.

(1) 1000 lires valent 4,50 F.

officiels publiés mercredi 3 août, l'IRI a dégagé un léger bénéfice en 1987 (796 millions de francs), en baisse de moitié sur celui de l'année précédente. Mais son résultat consolidé marque une perte de 3,2 milliards de francs en 1987, contre 1,3 milliard de francs en 1986. Or, en 1986, l'TRI devait supporter les en 1986, l'IRI devait supporter les pertes d'Alfa Romeo, cédée depuis à Fiat, et de SGS (Circuits intégrés), regroupée dans une société com-mune à 50/50 avec Thomson.

Certes, le déficit de l'IRI atteignait 13 milliards de francs lors de l'arrivée de M. Prodi en 1983. Mais, font remarquer certains, les secteurs en crise à cette époque - sidérurgie, chantiers navals, transport maritime - le sont toujours aujourd'hui. Finsider a même accru ses pertes d'un tiers en 1987. Les seules a avoir renoué avec le profit sont la SME (alimentaire) et Finmeccanica (aérospatial, mécanique, électricuté), qui a dégagé un léger profit l'année dernière, en grande partie grâce à la vente d'Alfa Romeo.

Une structure inchangée

En revanche, les domaines qui marchaient bien - comme le sec-teur bancaire et, surtout, les télécommunications, avec Stet qui a doublé son bénéfice l'année dernière - ont vu leurs résultats progresser pendant cette période. Mais ce sont surtout les petits actionnaires des sociétés bénéficiaires dont on a placé une part du capital en Bourse qui en ont profité. Ils ont encaissé au total 4 milliards de francs. A l'IRI, on fait remarquer que les cessions de participations sont la seule possibi-lité pour le holding de trouver des ressources financières et que, pour attirer le capital privé, il faut le

Or le deuxième reproche fréquemment formulé concerne juste-ment cette politique de privatisation suivie par l'Institut. Pour la Cour des comptes, les privatisations, qui ont rapporté quelque 36 milliards de france à l'IRI entre 1983 et 1987, ont été opérées sans définir un projet industriel. Pour certains spécialistes, M. Prodi a été trop timide dans la cession de quelques secteurs au privé. Mis à part Alfa Romeo, font-ils remarquer, l'IRI a surtout vendu de petites sociétés et sa atructure est plus ou moins la même qu'il y a cinq

Songer à des regroupements

Il est vrai que le président de l'IRI a dû compter dans ce domaine avec les résistances politiques. Ainsi, une polémique à surgi récemment à propos de la vente du Banco del Santo Spirito, que l'IRI cherche à céder depuis des années. L'opération était sur le point de se conclure avec la Caisse d'épargne de Rome, mais la tractation a due être interrompue.

Autre exemple : celui de la SME. Ce holding du secteur alimentaire, dans le rouge » depuis des années, devait être cédé au groupe De Bene-detti, mais la vente a été bloquée par le chef du gouvernement de l'épo-que, le socialiste Bettino Craxi, Depuis l'entreprise a renoué avec le profit. Pourquoi fallait-il alors la vendre, et dans de mauvaises condi-tions? disent maintenant les mauvaises langues.

Mais les critiques portent aussi sur l'incapacité de l'IRI à collaborer avec le privé dans les secteurs industriels-clés et à conclure des alliances internationales. A cet égard, l'accord signé il y a quelques jours entre le groupe privé Montedi-son et l'ENI, l'autre colosse du secteur public italien, pour la constitu-tion d'un pôle chimique national aura valeur d'exemple.

Les expériences tentées par l'IRI, notamment dans les télécommunica-tions, ont été moins heureuses. Certes la SGS (composants électromiques) a été mariée au français devraient être rendus publics au Thomson, mais l'alliance entre cours de la semaine prochaine.

Telettra, du groupe Fiat, et Italtel, une filiale du holding Stet (IRI) a été rompue avant même d'avoir pris forme. La Stet, qui ne peut espérer survivre sans acquérir une dimension internationale, a cherché depuis un partenaire étranger. ATT en compétition avec Ericsson, Alcatel et Siemens, déjà associé à Olivetti, semblait sur le point de l'emporter, mais cette alliance a déjà suscité l'opposition de plusieurs membres du gouvernement, qui préféreraient

un groupe européen.

Au-delà de l'IRI, c'est en fait tout le secteur public italien qui devra songer à des regroupements. Dans le secteur aéronautique, Aeritalia est en concurrence avec Agusta, contrôlé par EFIM, le troisième holding d'Etat. De même, Ansaldo (matériel ferroviaire) est en compétition avec Breda (EFIM). Acquérir une dimension suffisante pour accroître sa présence internationale. c'est à cette condition, ont estimé les « sages » de la Cour des comptes, que l'IRI pourra cesser d'être autre chose qu'e un géant formé par des nains e, selon l'expression de M. Romano Prodi hu-même.

(Intérim.)

. POLE CHIMIQUE ENI-MONTEDISON : feu vert de l'Etat. — La ministre italien des par-ticipations d'Etat, M. Carlo Fracanzani, a donné son feu vert à la constitution d'un pôle chimique national par les groupes Montedison et ENI, Le 3 soût dernier, le conseil d'administration de la Montedison s'était prononcé en faveur de ce projet le Monde du 4 août), qui prévoit l'intégration des activités exercées par les deux entreprises dans la chimie de base, les fibres, le ceoutchouc synthétique, les matières plastiques (PVC, polyéthylène, polysty-rène), les détergents et l'agrochimie, Tous les détails de ce projet

Chirac à propos de la création d'une école de police Egletons, en plein plateau de Millevaches, soulève une double et vraie question d'aménage-

L'Etat peut-il. doit-il, par des décisions qui ne dépendent que de lui, orienter les activités, les emplois, les richesses vers telle zone géogra-phique nécessiteuse plutôt que vers telle autre? Faut-il, dans la mesure pement harmonieux de l'ensemble du territoire (le contraire de la - France à deux vitesses -) en évitant une hyperconcentration sur l'Ile-de-France et quelques grandes métropoles prestigieuses dont la croissance n'a guère besoin d'adju-

Les grandes écoles, les IUT, les ablissements de recherche, les prisons, les centres de formation, d'archives, ou de gestion, bref, beaucoup d'organismes du secteur ter-tiaire qui dépendent de l'Etat ou d'institutions publiques font partie précisément de ces équipements qui, leur lieu d'implantation sont décidés, peuvent ouvrir la voie, loca-lement, à des marchés de travaux publics, des créations d'emplois et un flux commercial non négligeable.

Depuis plus de vingt ans, les ministres de tous les gouvernements ne s'y sont pas trompés, et parfois -alors que la DATAR (1) était hostile au caractère exagérément politi-que d'un dossier – ils ont favorisé ieur ville ou leur circonscription électorale en puisant dans le fonds de commerce du ministère qu'ils dirigesient. Les exemples abon et permi eux on retiendra le fait que l'implantation de l'imprimerie des timbres-poste à Périgueux n'est pas étrangère aux fonctions que le maire actuel de la ville, M. Yves Guéna, a occupées de 1967 à 1969 comme ministre des PTT.

Les «plans de localisation >

taire d'Etat à la mer, le Finistérien Ambroise Guellec, a obtenu au début de 1988, et non sans mai, la décentralisation du service technique des phares et balises à Brest.
Depuis deux ans, d'autres opérations
intéressantes pour la province peuvent être signalées : la météorologie
à Toulouse, l'Ecole normale supérieure, Interpol, les services de la sécurité routière à Lyon, l'Ecole des ponts et chaussées à Marne-la-Vallée, le centre de formation des PTT à Bar-le-Duc... le ministre de l'époque, M. Gérard Longuet, étant précisément un élu de la Meuse. Et precisement un elu de la Meuse. Et qui ne se souvient des dix-huit mois de guérilla en 1986-1987 entre M. Pierre Mauroy, M. François Léo-tard et M. Philippe de Villiers, l'ancien premier ministre exigeant que les plans-reliefs soient entre-posés à Lille comme il l'avait décidé, les autres jurant que la place natu-relle de ces très belles pièces était et devait rester Paris. Enfin, . last but not least », à Château-Chinon, charmante sous-préfecture au cœur du Morvan rural, chère au président de

Au-delà de ses relents «clochemerlesques», la polémique entre Musée national du septennat, et M. Pierre Joze et M. Jacques aussi il y a quelques mois l'Atelier d'impression de l'armée de terre, une décentralisation qui ne tient en rien au hasard.

> Il existe précisément un orga-nisme (2), le comité de décentralisation, présidé par M. Jacques Voi-sard, dont le rôle est d'examiner les demandes de mètres carrés de bureaux en lle-de-France que pré-sentent les ministères, organismes publics ou entreprises pour s'étendre ou se réorganiser, et de ne les accep-ter - par la procédure de l'agrément - que moyennant des constructions et des créations d'emplois, en contrepartie, en pro-vince. C'est ainsi que tous les ministères doivent lui soumettre leurs plans de localisation». Le comité est actuellement engagé dans des négociations très ardues avec l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le com-merce), la MGEN (Mutuelle géné-rale de l'éducation nationale) et la CIRCA (Caisse de retraite des ingénieurs et cadres), ces organismes semblant gourmands en mêtres carrés en Ile-de-France et réticents à décentraliser des services en province (3).

C'est l'occasion de rappeler - an moment où la solidarité non seulement sociale mais géographique apparaît comme un mot-clé du langage gouvernemental - quelques chiffres évocateurs.

L'Ile-de-France concentre 59% des états-majors administratifs, financiers et commerciaux du pays, 60% des ingénieurs et cadres de l'informatique, 60% des chercheurs des entreprises et 50% de ceux de la fonction publique, 43 % des hauts fonctionnaires, le tiers des étudiants de l'enseignement supérieur. A elle seule, cette région, qui regroupe 20 % de la population nationale consomme > 61 % des dépenses culturelles du pays.

Si demain l'Office national de la navigation, actuellement sis boule-vard de Latour-Maubourg, démé-nage dans la capitale de la batelle-rie, Conflans-Sainte-Honorine; si le Centre français du commerce exté-rieur va à Metz, dont le maire, M. Jean-Marie Rausch, est le ministre de tutelle si l'ANPE fait ses valises pour Auxerre où règne le ministre de l'emploi, M. Jean-Pierre Soisson si enfin l'une des écoles de police annoncé par M. Pierre Joze s'installe à Montceau-les-Mines, Le Creusot ou Chalon-sur-Saône (la circonscription du ministre), alors on pourra dire que «l'Etat impartial » n'est qu'un mythe. L'aménagement du territoire, lui, appréhendé par le petit bout de la lorgnette, n'aura rien à y gagner.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

 Délégation à l'aménages territoire et à l'action régionale. (2) Qui malheureusement, comme la DATAR, est situé en plein cour de

(3) Le comité a examiné cent soixante-quatre dossiers du secteur public en 1987 et cent quatre-vingt-deux relevant du secteur privé. Au total, il a donné son agrément pour 2,4 millions de mêtres carrès de locaux en Ile-de-

AFFAIRES

Daimler-Benz réduit sa participation dans sa filiale aéronautique Dornier

Daimler-Benz (Mercedes) a réduit sa participation dans Dornier de 65,5% à 54% a annoncé un porteparole du premier groupe industriel ouest-allemand, le 5 août. Cette annonce fait suite à l'accord qui a mis fin au conflit opposant Daimler-Benz aux héritiers Dornier, actionnaires minoritaires de sa filiale aéronautique (le Monde du 5 août).

Daimler-Benz a rétrocédé à la famille Silvius Dornier, un des deux groupes familiaux représentés dans le capital de Dornier, une participation qui lui avait été «confiée» en 1985, quand le constructeur d'automobiles avait pris le contrôle de la société. Les héritiers Dornier détiennent donc désormais 42,5%, répartis à égalité entre les familles Silvius et Claudius Dornier, le Land de Bade Wurtemberg possédant le solde d'environ 4%, qu'il aurait l'intention de céder à Daimler-Benz.

Ce reclassement des titres Dornier pourrait être le préalable à une restructuration plus radicale, envisagée depuis un certain temps, de l'industrie aéronautique allemande. Selon le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, les héritiers Dor-nier pourraient céder leurs titres à Daimier-Benz contre une participa-tion dans l'autre constructeur aéroouest-aliemand | petites voitures.

Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB), si le groupe automobile en prenait le contrôle.

Dans son accord avec les Dornier Daimler-Benz a également accepté de prendre une participation de 20% environ dans un projet d'hydravion, le Seastar, développé sur leurs fonds propres par certains membres de la famille Dornier. - (AFP.)

« Voitures propres » (suite)

Le ministre autrichien de l'économie se désolidarise de son collègue de l'environnement

L'appel au boycottage des voitures françaises lancé par le ministre autrichien de l'environnement (le Monde du 5 août) ne constitue qu'un - avis personnel », a déclaré, le 5 août, le ministre autrichien de l'économie, dans une interview à une radio autrichienne. Cet appel au boycottage faisait suite au refus de la France d'accepter une nouvelle orientation envisagée par la Communauté européenne en matière de normes anti-pollution pour les

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 1er au 5 août

L'anesthésie monétaire

A hansse serait-elle fatiguée? Après avoir relevé la Bourse d'environ 2% la semaine précédente, elle s'est discrètement éclipsée pour laisser la place à l'effritement. Encore assez pour laisser la place à l'effritement. Encore assez active lundi (+ 0,6%), elle levait résolument le pied le lendemain (+ 0,1%) et abandomant le marché à lui-même les trois journées suivantes. Résultat: les cours ont un pen dérivé et, d'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont pratiquement pas varié (+ 0,3%).

Ne nous plaignous pas. L'an dernier à pareille époque, les valeurs françaises avaient baissé, entraînées vers le fond par les très graves incidents de La Mecque, mais anssi par la crainte d'une

sse des taux d'intérêt. Cette fois, le pèlerinage dans la ville sainte de l'Islam s'est dérouié sans le moindre incident. Mais singulièrement, le problème crucial posé par le loyer de l'argent reste d'actualité. Sans vraiment loyer de l'argent reste d'actualité. Sans vraiment empoisonner les marchés, il les a anesthésiés. Privées de toute réactions, la plupart des grandes places internationales se sont figées dans un immobilisme à peu près total. New-York, Londres, Francfort out piétiné. Paris ne pouvait échapper au phénomène, ne serait-ce que par contagion. En plus, l'époque s'y prêtait. Partout les derniers grands départs en vacances out écarté des marchés ces grands capitaines du placement. Et leurs seconds ne se hasardent guère à prendre d'initiatives. Le niveau très bas des échanges témoigne de ces absences. Certains jours, rue Vivieune, une fois ôtées les dix premières grandes lignes de transactions, l'activité n'a guère dépassé Virense, une 1015 otees les dix premières grandes lignes de transactions, l'activité u'a guère dépassé 500 millions de francs. O paradoxe ! la conjoncture économique n'a jamais été aussi bonne. D'après le dernier rapport du GATT, le commerce mondial est florissant et devrait, cette agnée encore, s'accroître de 5% en volume. Dans de montreur curs les préférents de conjecture. de nombreux pays, les prévisions de croissance sont révisées à la hausse, comme en RFA. Aux Etats-Unis, locomotive de l'Occident, l'expansion a repris très fort en juin (+1,4%) et, d'après les industriels américains, elle devrait se poursuivre.

En France, l'INSEE est formel : pour la première fois depuis quinze aus, le chômage recule

Bref, tout pourrait aller pour le mieux. Mais la mariée est un peu trop belle. Les observateurs et commentateurs de tout poil voient, eux, se profiler commentateurs de tout poil voient, eux, se profiler derrière ce décor somptueux non point un nouvel Eldorado, mais le spectre de la surchauffe, accompagné des inhituels démons de l'inflation et du crédit cher. L'éternelle rengaine, quoi! Et de guetter partont la remontée du loyer de l'argent. Bien qu'attendu, le relèvement cette semaine par la Bandesbank, mais aussi par la Banque centrale des Pays-Bas, du taux des prises en peusion des effets commerciaux a jeté un léger froid sur les différentes places. De unoi geler les dernières initiatives épargaées par le dieu Vacances. Pourtant, à y regarder de plus près, malgré l'anesthésie générale, le marché parisien n'est pas

a continué de régner sur Labinal jusqu'à ce que l'ou appreme que la société rachetait ses propres titres (8,15 %) pour renforcer le contrôle de son capital dans lequel Fiat venait d'entrer grâce à des actions rachetées à l'étranger (14 %).

De très gros échanges out en lieu sur le CCF, dont 2.6 % des actions ont changé de main, ainsi que sur la CGE et la Société générale. D'après les analystes de plusieurs sociétés de Bourse, Auboyneau en particulier, ces opérations correspondent à des renforcements de noyaux

Après Mérieux, Sanofi à son tour a été recherché. Une information a circulé selon laquelle cette filiale (santé et cosmétiques) du groupe Elf-Aquitaine s'apprêtait à lancer un cardiovasculaire sur le marché américain. Démenti. La roue tourne et, à la veille du week-end, Aussedat-Rey est passé sous la lumière crue des projecteurs avec plus de 37 000 titres échangés (1,7 % du capital). La rumeur s echanges (1,7 % du capitar). La rumeur a immédiatement attribué ces achats à la société d'investissement koweltienne KIO. Enfin des mouvements de troupes ont été observés autour de Casino (on parle d'une RES) et de Crouzet, remonté à son niveau d'avant le krach. Enfin s'agissant de Schneider, le bruit à couru que la confine de la couru que la capital de securit producte à montre de la couru que la capital de securit que la capital de la couru que la capital de securit que la capital de la couru que la capital de securit que la capital de la couru que la capital de la couru que la capital de la cap société pourrait procéder à une augmentation de son capital au prix unitaire de 500 P.

Tout cela pour dire que, peut-être gagnée par la paralysie, la Bourse ne dort quand même que d'un œil. Le désœuvrement de l'êté est propice aux coups de mains et, encore dans toutes les mémoires, l'affaire Prouvost peut fort bien donner des idées à des investisseurs entreprenants.

En outre, à y regarder de plus près, la Bourse de Paris offre encore d'excellentes opportunités de placement. Tous les spécialistes s'accordent à le dire : la prime de risque des valeurs françaises par rapport aux obligations est assez faible. Surtont, elle u'a pas varié depuis plusieurs semaines. Compte tenu de l'évolution défavorable de cette prime euregistrée sur les autres grandes places, la société de Bourse Didier Philippe juge que «le marché français nous paraît relativement peu daugereux actuellement».

CA5 Reste que le krach survenn le 19 octobre 1987, Ini, laisse un souvenir cuisant. A deux mois et demi de son premier amiversuire, beaucoup redoublent de prudence. La société de Bourse Tuffier, Ravier, ne croit pas à une réédition de la crise. Mais c'est bien comm : la peur du vide est incontrôlable. Une chose est certaine : la Bourse est parfaitement saine. Bien qu'accru de 17,9 % à in juillet, le montant des achats à déconvert (3,82 milliards de francs) représente tont juste quatre séances normales. C'est un facteur de hausse. Mais, sauf imprévu, il ne faut sent pas tabler sur une reprise avant le

ANDRÉ DESSOT.

Contrats à terme sur indice boursier

Démarrage d'un marché de gré à gré sur le CAC 40

que se livrent depuis plusieurs mois la société privée OMF et les auto-rités boursières pour développer des contrats à terme sur indice boursier, ces produits financiers sophistiqués destinés à couvrir les portefeuilles de titres. La CCIFP (Chambre de compensation des instruments finan-ciers de Paris), qui est l'organisme de surveillance du Matif, a décidé d'accélérer le lancement de son contrat sur indice CAC 40. Elle pro-posera mardi 9 août à ses quatre-vingt-dix-neuf adhérents de participer à des transactions de « gré à gré », c'est-à-dire non officielles, par le biais de son système d'enregistre-ment THS (transactions hors séance). En cas d'accord, les premiers échanges pourraient débuter dès le 18 août. Ils seront alors limités aux seuls adhérents pour leur propre compte dans le cadre des

COURS

Premier

Dernier

Compensation

R. et obl

Total

Françaises

Etrangères

Tendance.

Rebondissement dans la bataille

relations intuitu personae, sans avoir recours à l'épargne publique. L'ouverture officielle reste prévue au début de l'automne.

Pour M. Gérard Pfauwadel, président de la CCIFP, ce démarrage cir-conscrit volontairement à quelques intervenants répond à trois objec-tifs : tester la validité de l'indice CAC 40 lancé le 15 juin dernier, vérifier le fonctionnement du système informatique et surtout profi-ter de cette phase intermédiaire pour former les opérateurs. Dans le même temps, les travaux se poursuivent au quatrième étage de la Bourse pour l'amémagement de la sulle où seront négociés à la criée les contrats sur indice CAC 40. Tout cela afin d'être opérationnel à

Le but est également de ne pas laisser le champ libre à OMF. Cette

Mars 89

102,15

101.65

191,65

101,70

1036775

9150400

10375613

124.5

188 438

MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 5 août 1988

Déc. 88

103,20

102,70

162,85

162.85

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

1026757

7 228 052

8 357 205

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre

124.6

121,9

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1987)

(base 100, 31 décembre 1981)

(hase 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40. | 1328,80 | 1331,25 | 1327,79 | 1327,75 | 1323,86

Indice gén. 1 357,9 | 359 | 358,7 | 358,5 | 359

102 396

Sept. 88

104,50

104,20

194,20

104

Nombre de contrats : 50 993.

1315908

5985309

7427042

124,4

122.5

125 825

ÉCHÉANCES

917752

7712444

8 804 080

124.3

122,1

134,6 | 134,8 | 134,7 | 134,6 | 134,4

173 884

Mayoux, ancien président de la Société générale, a, malgré le désaccord des autorités publiques, concrétisé son projet de Bourse entièrement électronique en lançant le 21 juillet un contrat à terme sur l'indice OMF 50. Là aussi les transactions sont limitées au strict cadre interbancaire. Toutefois OMF souhaite élargir le nombre de ses adhérents en acceptant prochainement six sociétés de Bourse (le Monde du 6 août) pour étoffer les échanges. OMF attend la décision du Conseil des marchés à terme (CMT) sur l'extension de ses activités. Cette autorité devrait se prononcer en octobre. Le problème est de savoir si deux marchés à terme d'indices

boursiers peuvent coexister sur une

jeune firme que préside M. Jacques

Jain 89

-

100,50

5 août

857 730

8 641 875

9 599 604

99 99

place financière de taille modeste comme Paris?

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours Cours 29 juillet 5 quât Or fin (tille on berre)

— Julio on lingot)

• Pière française (20 fr.)

Pière sinne (20 fr.)

Pière sinne (20 fr.)

• Pière transpaise (20 fr.)

• Pière transpaise (20 fr.) 87 200 86 660 642 639 390 3 075 1 610 10 dollers . 1 600 862 607 528 335 906 527

· Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à in

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM) % + 42.4 Labinal + 15.9 Sendres + 13 Monlinex + 11 Sagem + 9.1 SGE + 9.1 SGE + 9.1 Count Eatr + 7.1 Culas + 7.1 Culas + 6.3 Telemécanique + 5.9 Lycan des E + 5.5 Salesson + 5.3 SFIM SCREG CCMC Pombože Alsthom Austedat-Rey Sociésé génér. Redonte

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Apathique

LEMARCHÉ INTERI

Un pla

- -

一つ かんでは 独居する

to the parts

್ :ಭಾಷಕ

. ಕರ್ನಾಪಕ್ಷಗಳಿಗೆ

್. ಆರ ೯೩೮(ಕೆ

an star à se

THE STORY

. ಇಯವಿಬ್ಬಾಣ

역사들은 말

11 (11 (12 mg) 4

11.727.877

L TRANS ME

1 3370

er tigt

. ಅರ್ಜರ್ ಕರ್ನ ಗರ್ವ**ಾಯಕಾಲೆ ಹೆ**ತ್ತ

State of the F 4 1,25

in 1900, the court of them

red the first section of

The first of the formal

BHATIÈRES P**RE**F

Statut mar, marute ?

Aven men er endet

1 Ten en en

No.

2

1

Marie Commercial Comme

19 28 21

the eye

100

952 - 1

1401 - 20

3.00

150

True -T-

Grand

W.N. 33

 $S = \{ \{ e_i, e_j \} : e_i \in \mathcal{E} \}$

Tonjours vaguement inquiet sur une possible hausse des taux d'intérêt, Wall Street s'est réfugié, cette semaine, dans une prudente attitude de « walt and see ». Tantôt très légèrement en avance, puis en retrait, le marché ne s'est finalement que très peu éloigné de ses niveaux précédents. Vendredi, l'indice des indus-trielles s'est établi à 2 119,13 (contre 2 128,73 le 29 juillet).

2 128,73 le 29 juillet).

Le chiffre du chômage pour juillet attendu ce jour-là a déçu. La communauté boursière l'a trouvé trop bon. Il y a là, pour elle, un risque d'inflation. C'est fou non? Peut-être faudrait-il que les files s'allongent devant les bureaux de l'emploi pour que la Bourse, l'œil rivé sur les taux d'intérêt, se remette à sourire. L'activité hebdomadaire a porté sur 779,06 millions de titres contre 829,9 millions.

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Alcoa	527/8	53 1/2
Aliegis (cz-UAL)	96 3/4	95
ATT	26 3/4	26 1/2
Bocing	60 1/2	62 1/4
Chase Man. Bank	36 1/4	30 1/1
Du Pont de Nemours	867/8	86 1/2
Eastman Kodak	45 5/8	44 1/2
Erron	47 3/8	46 7/8
Ford	53	53 3/4
General Electric	427/8	
General Motors	80 1/4	78 1/8
Goodyear	61 7/8	61 1/2
IBM	125 3/4	123 3/4
ITT	50 7/8	50 1/8
Mobil Oil	447/8	45
Pfizer	51 3/8	51 1/4
Schlamberger	345/8	34 1/8
Texaco	47 1/2	47 1/8
Union Carbide	23 3/8	24 1/8
USX	31	30 3/8
Westinghouse	543/4	52 1/2
Xeres Corp	53 3/4	54 3/4

LONDRES Calme plat

Calme plat

Le calme habituel de l'été a envahi
cette semaine le London Stock
Exchange. Malgré tout, soutenu par une
bonne activité sur le front des «opésbles», le marché a réussi à progresser
un peu (près de 1%). Des rumeurs de
«raids» ont coura sur Costain (bâtiment) et Des Corporation (chaîne de
magasins). Amersham (laboratoire
médical) s'est également distingué,
dans l'espoir aussi d'une OPA, après le
renoucement du gouvernement d'engager une action spécifique. En Pleasurance (hôtels, casinos) a boudé après
l'offre d'achai de 621 millions de livres
lancée par Mecoa (loisirs, maisons de
Paris).

Indice «FT» du 5 août industrielles

Indice = FT = dn 5 août : industrialles 100 valours, 1 875,9 (contre 1853,6); FT 30, 1 512,8 (contre 1 488,7); mines d'or, 200,4 (contre 203,8); Fonds d'Etat, 88,35 (contre 87,94).

	Cours 29juil.	Cours 5 août
Beecham	482 413	489 415
Charter	258 373	258 371
Courtanids De Beers (*) Free Gold (*)	349 10 15/16	358 10 11/16 2 1/8
Glaxo	958 16 21/32	983
IC! Renters	10 17/64 502	501
Shell Unilever Vickers	18 37/64 478 168	10 11/16 478 183
War Loss		38 23/32

(*) En dollars.

FRANCFORT Plus 1,4 %

Le marasme des affaires n'a pas empêché le marché allemand de manifester ces derniers jours une certaine vigueur. Les excellents résultats semesviguear. Les exceptents resultats sametriels publiés par Hoechst ont contribué à entretenir des courants d'achats. En cinq séances, les valeurs allemandes ont monté de 1,4 %.

Indice de la Commerzbank du soût: 1 499,3 (contre 1 477,9).

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
AEG BASF Bayer Commerzbank Dentschehank Hoechst Karstadt Mannesman Sieupean Volkswagen	262,39 259 292 231,58 476,50 271,59 428 167,50 422,78 249,70	202,30 264 300 231,50 486 283,50 418 175,20 441 247

TOKYO Record d'altitude

Les courants d'échanges se sont considérablement réduits à Tokyo ausai. La tendance a été de ce fait assez irrégu-lière. Le marché a cependant fait deux petites échappées, qui lui out permis de battre de nouveaux records d'altitude, le dernier ayant porté le Nikkeï à 28 475,68. Quelques ventes bénéfi-ciaires l'out ensuite ramené légèrement

Indices du 6 août : Nikket 28 362,18 (contre 28 199,94), général, 2 230,70 (contre 2 224,03).

	Cours 29 juillet	S and
Akat Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	628 1 329 1 460 3 228 2 350 2 960 975 6 958 2 950	685 1 364 1 399 3 289 2 289 2 849 956 6 790 2 839
		_

plus attractive grâce à des taux plus élevés. Anticipée, cette opération

n'a pratiquement eu aucun effet sur les marchés. Le regain d'optimisme

du gouvernement allemand - qui a révisé en hausse à 3 % ses prévisions

de croissance pour 1988 - n'a pas

llemande a pu justifier sa politique

publiant les chiffres de la balance

des paiements pour le premier semestre de l'année. La balance des capitaux à long terme de la RFA accuse un solde net négatif de 50,5 milliards de deutschemarks (170 milliards de feman)

(170 milliards de francs), contre un excédent de 18,7 milliards de deuts-

chemarks en 1987 (environ 63 mil-liards de francs). Si l'Allemague veut retenir des capitaux chez elle,

ne lui faut-il pas continuer à accrof-

niveau tout au long de la semaine,

souffrir de la perspective électorale

sein du système monétaire européen,

et le mark se négociait autour

Toujours sontenue par des taux suit d'intérêt élevés justement, la livre sterling s'est maintenue à un haut

fluctuant par exemple entre 3,20 DM et 3,22 DM. Alors que la couronne suédoise a commence à 3/16

du 18 septembre prochain, le franc s'est, quant à hui, bien maintenn an

ERIK IZRAELEWICZ.

tre ses taux d'intérêt ?

d'augmentation des taux, en ou

Jendi 4 août, la Banque centrale ...

en davantage de conséquences.

Minte with terms Service Programs

Charles of the control of the contro

> Mais (Chicago) Sept. Soja (Chicago) Acût

> Caivre h. g. (Leakes) Trois mois

Alumbium (Laubti) Treis meis

Nickel (Leeks) Trois mois

Secre (Pais) Oct.

Caffé (Lookus) Sept.

Billé (Chicago) Sept.

Cacao (Nor-York) Sept.

Un plan britannique sans faille

Le projet de M. Lawson porte sur l'émission par voie d'adjudication de bons à un, trois et six mois pour un montant de 1 à 2 milliards d'ECU. blable programme libellé dans l'unité monétaire européenne. Son volume était il y a quelques jours encore relativement faible, puisqu'il aura autant été admirée par la communauté financière que celle que vient de prendre le chanceller de l'Echiquier. M. Nigel Lawson a annoucé mardi dernier que le Trésor britannique allait émettre des bons à court terme libellée en ECTI Le se Tout indique que l'affaire était préparée depuis quelque temps. En effet, l'infrastructure nécessaire à ce court terme libellés en ECU. Le projet est admirable sous tous ses nom-breux aspects, par les questions qu'il type d'opération semble être déjà bien en place à Londres. Au vu de la permet de résoudre et par les persrapidité des réactions des très grands investisseurs institutionnels à pectives qu'il fait apparaître. Sa travers le monde, banques centrales, mise en œuvre profitera essentielleautorités monétaires et organismes supranationaux, leur succès paraît ment à Londres et pourrait s'exercer au détriment d'autres places financières. Mais c'est en vain que l'on y d'ores et déjà assuré. L'opération chercherait une faiblesse ou un britannique répond en effet à un besoin réel de placement de fonds en ECU à court terme, que seul peut satisfaire un débiteur de tout pre-D'un point de vue politique, l'opération est d'une habileté rare. Parce

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

qu'elle correspond à une promotion

de l'ECU, l'unité monétaire euro-

péenne, elle est un baume pour tous

ceux dont les sentiments européens

avaient pu être meurtris par le ton

cassant de récentes déclarations de

M= Thatcher sur la Communauté

et les limites de son emprise sur la

souveraineté nationale. Elle désa-

morce les critiques tout en permet-

tant à la «Dame de fer» et à son

gouvernement de ne rien céder, en

particulier en ce qui concerne son opposition à l'idée d'une banque cen-

Parfait exemple de pragmatisme

britannique, elle présente l'avantage de toute réalisation concrète dans un

environnement de débats d'idées et

de discussions qui tendent à se pro-longer sans nécessairement aboutir.

L'admiration se fait encore plus

vive dès que l'on se penche sur les mérites techniques de la décision

britannique, loin de toute considéra-tion idéologique. Pour ce qui est de

son objectif premier, celui de rem-

placer en partie un emprunt interna-tional de 2.5 milliards de dollars des

Etats-Unis lancé il y a près de trois

ans, la solution retenue est particu-

lièrement heureuse. En termes de

taux d'intéret, elle correspond à une économie de l'ordre de 1% à 1,25%,

ce qui est tout à fait considérable.

Non seulement le niveau de l'intérêt associé à l'ECU est inférieur à celui

de la devise américaine, mais encore

le coût relatif des instruments que

Londres s'apprête à émettre sera

plus bas. L'emprunt en dollars, qui

sera remboursé par anticipation en

bancaire demandé sur le marché

international. Il sera vraisemblable-

ment possible de descendre bien en s de cette référence d'au

moins 15 points de bese, sinon de 20

à 25 pour les nouveaux bons en

qui interviennent au gré des rumeurs

même les plus farfelues. Sur le mar-

ché de Paris, le blanc, qui avait briè-

vement passé la barre des 2 000 F la

tonne fin juillet, est brutalement

retombé au-dessous des 1700 F.

pour aujourd'hui se redresser à 1 800 F (échéance octobre). Sur les

marchés du roux de Londres et de

New-York, des monvements

d'amplitude similaire ont également

Contrairement aux autres denrées

(café et cacao), qui subissent le poids de leurs excédents, le sucre

voit sa situation s'assainir au fil des

mois et les stocks mondiaux

devraient encore se contracter dans

la perspective d'une campagne défi-

citaire pour la quatrième année

consécutive. Selon les derniers chif-fres de l'Organisation internationale

du sucre (ISO), la consommation

mondiale a augmenté de 4,7 millions

de tonnes en 1987 pour s'établir aux

COURS DU 5-8

1 220 (+ 15) Livres/tonns

1 455 (+ 30) Livres/tonne

13 700 (~ 250) Dollars/tonne

1 999 (+ 75) Francs/tonne

982 (~ 3) Livres/toose

1 493 (+ 25) Dollars/tounc

379 (+ 10,75) Cents/boisseau

307 (+ 32) Cents/boisses

été enregistrés.

LES MATTERES PREMIERES

octobre, est rémunéré au taux inter-

une émission internationale. Ce n'est pas que l'on ait présentement à déplorer une absence totale d'instruments de ce genre en ECU, Le Trésor italien en particulier a déjà sollicité avec force ce secteur du marché per un programme bien établi de «bons» qui s'ajoutent à des «certificats» en ECU de plus longue durée. Mais les opérations italiennes, dont la rémunération est soumise à un prélèvement fiscal à la source, demeurent en vase clos. Au contraire, le programme britannique devrait échapper à l'étroitesse du cadre national, car il sera exempt d'entraves fiscales. Un autre grand emprunteur, la Banque européenne

d'investinsement, dispose d'un sem-

mier plan bien décidé à procéder à

ne dépassait pas 100 millions d'ECU. Il vient d'être quadruplé.

D'une façon générale, on estime dans les milieux financiers que l'exemple britannique devrait être suivi par d'autres pays européens. On doute cependant que les retombées en soient partout aussi bénéfi-ques que celles dont Londres entend profiter. Ce qui est en cause, en effet, c'est le développement de toute une place financière, avec ses conséquences sur l'emploi. Londres, qui jusqu'à présent n'avait guère défendu les couleurs de l'ECU, s'apprête à récupérer ce marché après lui avoir fourni une impulsion

Le programme du Trésor britannique devrait en effet favoriser l'épanouissement de toute une activité parallèle dans la même unité monétaire, comprenant vraisembla-blement des instruments du type des billets de trésorerie ou comparables aux medium term notes américaines. En outre, le secteur des emprunts à long terme en ECU devrait profiter d'un élan nouveau. Et l'intention des autorités britanniques est bien de faire que tout le marché des titres et instruments libellés en ECU se recentre à Londres. Or ce sont surtout Paris et Bruxelles qui sont à l'origine de son expansion.

Les succès s'accélèrent en francs français

Confirmant les signes de maturité qu'il donne depuis plusieurs mois, le compartiment de l'eurofranc français échappe au fléchissement de l'activité de cette période de vacances. Il atteint désormais directement toute une gamme d'investis-seurs institutionnels attirés par la seurs institutionnels attirés par la qualité des signatures qui s'y présentent. Par conséquent, le placement des titres est de plus en plus indépendant de l'intérêt que pourront manifester les particuliers lorsqu'ils seront au courant des nouvelles opérations. Reflet du succès de l'ensemble du secteur obligataire du franc, cette évolution est étroitement liée à le faveur internationale dont jouissent les fonds d'Etat français depuis que s'est imposée la pratique régu-lière d'adjudications d'obligations assimilables au Trésor (OAT).

La rénssite des plus belles émis-sions s'en trouve accélérée. La façon dont le dernier euro-emprunt en date a été reçu en témoigne largement. La Deutschebank a fait jeudi la pro-

position suivante, qui a été fort bien acceptée : 500 millions de francs d'obligations à cinq ans, émises à 101,125 % du pair et rémunérées au taux facial de 8,50 %, soit un rendement actuariel brut de 8,22 %.

Au pied des commissions, la marge était alors de 10 points de base au-dessus du rendement du plus récent euro-emprunt de même durée qui bénéficie de la garantie de la République française, celui de la Caisse centrale de coopération économique. L'écart a été jugé suffisant pour un débiteur de cette classe, dont le crédit janit des prestigiens trois A de la part des agences de notation américaines. L'emprunt est dirigé par la Banque nationale de Paris. L'opération est liée à un swap dont la Deutschebank s'est ellemême chargée et grâce auquel elle se procure les fonds en marks dont

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Le dollar, toujours

Un dollar toujours en hausse, un mark faible, une livre sterling et un franc français stables : la première semaine du mois d'août a aussi été marquée, comme à l'habitude, par une contraction sensible des transactions sur les marchés. De nombreux opérateurs ont déserté les salles de change pour quelque congé bien mérité. En cette période de l'année, l'étroitesse des marchés - très ner-veux au début de ces vacances provoque parfois des variations qui ne sont pas totalement significatives. Le retour, chez les intervenants, d'un sentiment haussier sur le dollar, déjà observé depuis plusieurs semaines, s'est cependant confirmé,

D'un vendredi à l'autre, le billet vert a donc à nonveau gagné quel-ques points. A New-York, il a encore pris plus d'un pfenning, pas-sant de 1,88 DM le 29 juillet dernier à 1,8945 DM le 5 août, plus de 5 centimes, sautant de 6,33 F à 6,3855 F, et près d'un demi-yen, terminant à 133,87 yens contre 133,15. De nomveaux seuils ont été franchis. Le dollar avait pourtant commencé la semaine en légère baisse sur tontes les places, de nombreux opérateurs prenant leurs bénéfices après la forte hausse des derniers jours de

la semaine précédente. Mais dès le mardi, dopé par une série d'indicateurs économiques favorables, il a repris le chemin de la hausse. Plusieurs chiffres sont en effet venus confirmer le maintien d'une croissance forte aux Etats-Unis. Pour les hommes de marché, ce dynamisme de l'activité devrait amener les autorités monétaires à jouer une hausse des taux d'intérêt. Les investisseurs l'anticipent et se placent sur le dollar, qui, très demandé, monte. Mardi, ils se sont

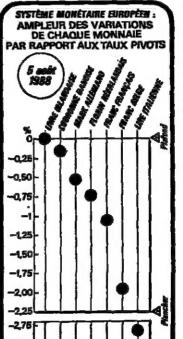
ainsi réjouis d'apprendre que l'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture outre-Atlantique, avait progressé en juin de 1,4 % (après une baisse de 0,8 % en mai), la hausse la plus forte euregistrée depuis décem-bre 1986. Le dollar montait.

Mercredi, faute de nouvelles, le billet vert est resté stable dans un marché morne. Jendi, l'animation est revenue – et avec elle la hausse. L'annonce, vendredi, d'un taux de chômage de 5,4 % en juillet (contre 5,3 % en juin) a à nouveau poussé le billet vert. Pour la première fois de la semaine, la Fed intervenait en vendant des dollars pour empêcher, en vain, la devise américaine de dépasser le seuil des 1,89 DM.

Les opérateurs sont maintenant dans l'attente de l'opération trimestrielle de refinancement du Trésor américain qui doit se dérouler dans la semaine à venir. Celle-ci portera sur 29 milliards de dollars. Il n'y aura pas, cette fois-ci, d'émission de titres à trente ans. l'Etat fédéral américain ayant déjà atteint son plafond d'endettement sur cette échéance. Mais, surtout, les marchés des changes commencent à spé-culer sur le chiffre du commerce extérieur américain de juin qui doit être publié le 16 août.

En Europe, le deutschemark est resté « faible ». Mardi 2 août, la Bundesbank a procédé an relèvement de son taux de prise en pension d'effets commerciaux (l'un de ses taux d'intervention sur le marché monétaire), porté de 4 % à 4,25 %, poursuivant ainsi sa politique enga-gée depuis près de deux mois et visant à rendre la devise allemande

de 3,37 F.



COURS MOYERS DE CLOTURE DU 1º AU 5 AOUT

PLACE	Liero	SEU.	Francis français	Franci suisse	D. seek	Franc	Flories	Liro
	1.075	-	15,7060	63,4719	52,9661	2,5284	46,9153	9,871
Heer-York	1,715	-	15,862	64,35	53,5618	2,5641	47,400B	4,672
	10,3000	63670	(a)	484,13	337,24	16,0986	234,71	4,574
Mil	18,7873	629	-	484.76	336,90	16,1282	258,53	4,564
	2.6744	1.5735	24,7448	-	\$3,4481	1,9836	73,9151	1,13%
beich	2,6388	1.5540	24,7659	-	E3,2351	3,9846	73,7542	1,127
	3,296	1,5530	25,6529	119,53	-	4,7137	88,5761	1,356
ressiert	32019	1.8670	29,6824	128,14		4,7872	88,6894	1,354
	67,1361	33.55	6,2117	25,1131	289,48	-	18,5550	2,841
	66.885	32.00	6.2003	25,8965	203,29	-	13,5007	2,830
	3,6112	2,1315	33,4773	135.29	112,89	53894	-	1,531
A nteden	3,6135	2,1870	33,49%	135,58	112.85	5,4826	-	1,529
	2367.92	132	218.63	#3.53	737,29	35,1968	653,86	-
	7363.27	1372	219.08	884.74	738,88	35,3333	634,01	-
	224,36	1313	2343	SLEED	78,6383	3,3/17	62,5616	8,895
Colonia		100.40	44 4015	AF 2002	FE 4000	9 4000	69 9999	-

Name ----- 227,41 132,48 21,4816 85,3282 71,0230 3,4860 62,3330 6,8562 A Paris, 100 years étaient cotés, le vendredi 5 soit, 4,7747 F contre 4,7436 F le

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Dans le sillage des Américains

mique incitait plutôt à la prudence, compte tenu de craintes persistantes d'une reprise inflationniste en Allemagne et aux Etats-Unia, la semaina écoulée anra été placée sous le signe de la bonne santé des marchés du crédit américains. Côté français, on s'est donc reconnecté aux marchés d'outre-Atlantique et les intervenants ont vécu au rythme de la publication des indices de l'état de santé de l'économie de l'Oncle Sam. En revanche, l'évolution des marchés allemends a été totalement

ignorée. La Bundesbank a pourtant procédé à une nouvelle hausse (la quatrième en un mois et demi) de son taux de prise en pension, qui est ainsi passé de 4 % à 4,25 %. Cela correspond à une hausse d'un point depuis le début de l'année. Les taux courts allemands, qui avaient retrouvé une marge de manœuvre normale après le récent relèvement d'un demi-point du taux Lombard, la voient aujourd'hui se rétrécir à nonveau. Pour ne pas créer de ten-sion supplémentaire (les banques allemandes se pleignent de la rareté de liquidités disponibles pour l'éco-nomie), la Bundesbank a injecté, mercredi 3 août, 24,2 milliards de liquidités lors de ses prises en pen-sion soit à peu près le montant réclamé par les milieux financiers de Francfort.

Francfort. Aux Etats-Unis, si des tensions subsistent sur le court terme, les rendements des emprunts à long terme se sont détendus, ce qui a entraîné un aplatissement de la courbe de structure de taux américaine. Dans ces conditions, le volume (29 mil-liards de dollars) et la qualité du refinancement trimestriel du Trésor américain déserminé par le Congrès visent à limiter les risques même si le concours massif des investisseurs japonais apparaît acquis pour les 9 et 10 août prochain. « L'absence de

d'esprit », note un observateur.

Sur le marché monétaire français. le taux au jour le jour est repassé sous la barre des 7 % pour terminer aux alentours de 6 15/16. Cependant les autres échéances ne se sont pas détendues de façon significative. On a relevé un regain d'activité sur le deux ans.

Hausse da MATIF

Mais c'est le MATIF qui aura été la véritable vedette de la samaine. L'échéance septembre du notionnel a en effet gagné 0,80 point sur la période. Pour la seule séance de mardi dermer, jour de la hausse du taux de prises en pension de la Bundesbank, la progression a été de 0,45 point. Les opérateurs semblent ne prendre en compte que les bonnes nouvelles », remarquait alors un professionnel. Le fait est que les intervenants n'ont fait que suivre la fermeté des T. Bonds eux-mêmes soutenus par les performances du

L'activité sur le marché obligataire est restée très faible dépassant rarement les 6 à 7 milliards d'échanges quotidiens. Les cours ont pris le chemin de la hansse avec près de cing jours de ratand de cinq jours de retard sur le MATIF. Alors que les tanx de ren-dement baissaient d'environ 10 centimes, les opérateurs se sont portés sur tous les papiers (taux fixes courts et longs, taux variable), mais sont restés très prudents sur les niveaux d'achats afin d'investir des liquidités pour lesquelles ils trouvent difficilement de meilleures rémuné-

rations que le marché monétaire. Le marché primaire a entièrement été dominé par l'adjudication d'OAT de jeudi. On a remarqué des montants de soumissions très importants, cependant les souscripteurs l'emprunt-phare à trente ans lors de ont montré une nette préférence l'adjudication de la semaine propour les tranches courtes à 8,70 %

Alors que l'environnement écono- chaine est significative de cet état 1995 et TME 1998, délaissant relativement la plus longue à 8,50 % 2002. Sur la tranche à 7 ans, une seule main a même levé 2,4 milliards de francs. Les SICAV restent tonjours assez liquides même si leurs encours ne cessent d'augmenter. Selon les dernières statistiques de TGF, l'encours des SICAV court terme a progressé de 17,3 milliards de francs au cours du mois de juillet pour s'établir à 587,1 milliards. Les suissicAV monétaires ont, quant à elles, vu leur encours augmenter de 11,4 milliards pour atteindre

prend la parole

1^{res} Journées Prospectives du journal

Le Monde 11.12.13 Octobre 1988 à l'UNESCO

TEL (1) 47.53.70.70

للخ -3 6.3 (2) (FL 40

R.R.

See of the second secon E Charles F Charles Face Free Charles According AN ALCONOMIC CONTRACTOR OF THE States of the state of the stat

26.1 2011 61

1080308

FRANCEST 1547 Ex 17 1 general and the second - 144°

1 15°-18

 $\frac{35}{3^{2}3^{2}}$

 $30 \rm kM^{\rm O}$ Record State (202 Section 31 care of the section of th

Projects of the second of the Par Parad Mary of the Same

271,28 (+ 28,2) Dollars/t, courte Le chiffre entre parenthèses indique la ariation d'une semaine sur l'autre.

Enfant chéri de la spéculation, le sucre est actuellement chahuté par des courants acheteurs et vendeurs duminuer les stocks mondiaux de 6 % (soit 3 millions de tounes). Ces derniers représentaient 48,5 millions de tonnes à la fin de l'année. La consommation des pays en

Grande nervosité sur le sucre

voie de développement s'est accrue de 3,4 millions de tonnes alors que le dynamisme de la demande en URSS et aux Etats-Unis a entraîné l'atilisa tion de 1.2 million de tonnes supplémentaire dans les pays développés. La consommation des pays développés a ainsi augmenté pour la première fois depuis le début des années 80, note l'ISO. Aujoud'hui cette tendance ne semble pas devoir s'inverser. En effet, le gouvernement américain vient de décider une augmentation de 272 100 tonnes du contingent d'importation de sucre aux Etats-Unis pour le porter à 1,056 million de tonnes. Cette mesure a été prise en raison de la sécheresse qui a affecté les rendements en betterave. Il faut noter également que la vague de sécheresse a touché la production améri-caine de mais; or, aux Etats-Unis, le sirop de mais a remplacé le sucre dens de nombreux compartiments

de l'alimentation. Cependant certains pays, notam-ment dans le tiers-monde, cherchent à atteindre une autosuffisance particulièrement bénéfique pour leurs réserves de devises. L'Inde par exemple, qui a importé 900 000 tonnes en 1987, envisage de satisfaire seule tous les besoins de sa population des l'année prochaine et même d'exporter 600 000 tonnes. Selon l'Association indienne des sucreries, l'Inde devrait produire le volume record de 9,1 millions de tonnes de blanc au cours de la cam-pagne octobre 1987-septembre 1988. Mais, pour de nombreux pays à forte population, l'autosuffisance est encore loin, La Chine populaire

en particulier est un intervenant très actif sur le marché du physique. Pékin aurait en effet acheté ces derniers jours entre cinq et quinze cargos de blanc et de roux, livrables cette année. Par ailleurs, une maison de négoce aurait vendu deux lots de

250 000 tomes aux Chinois.

Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que la spéculation vienne s'investir pour profiter de l'aubaine, d'autant que du côté de l'offre certains producteurs connaissent des problèmes. Cuba, qui approvisionne traditionnellement l'Union soviétique, a du mal à honorer ses engagements. D'où les interventions successives de Moscou sur le marché mondial. Les problèmes de Cuba ne s'arrêtent pas là. Après avoir obtenu des reports de livraison auprès de maisons de négoce japonaises, La Havane serait maintenant en train de négocier le report de livraison de cinq cargos à des raffineries canadiennes. Le fait est que les exportations cubaines ont légèrement diminué au cours des cinq premiers mois de l'année. De janvier à mai 1988, elles ont représenté 4,59 millions de tonnes contre 4,73 millions l'année dernière, au cours de la période correspondante.

Si la spéculation inquiète certains - le Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS) et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) n'ont d'ailleurs pas caché leur préoccupation - elle réjouit, en revanche, les marchés à terme qui voient leur volume de transactions se gonfler. A ce propos, le London Futures and Options Exchange (FOX), qui a déjà ravi à la Bourse de commerce de Paris une part significative de ses transactions sur le blanc, envisage maintenant de lancer un contrat entre blanc et roux sur son système de cotation informa-

ROBERT REGUER.

Le Monde

SOCIÉTÉ **ÉTRANGER** POLITIQUE 3 La libéralisation en Union 5 Les négociations sur la 6 Las limites du narco-8 Du palais du Louvre à Nouvelle-Calédonie : un appel des avocats du FLNKS.

- Le terrorisme de l'IRA en Grande-Bretagne. RPR dans les Hautes-- La résistance dans le nord de l'Afchanistan.

DATE 2 Il y a trente ans : la croisière

du *Nautilus* sous le pôle Nord.

Pour la première fois en France, l'auteur présumé d'un viol va être soumis au test des empreintes

7 Maimien en détention de Mouloud Aissou.

l'Arche de la Défense, de nouvalles perspectives.

7 COMMUNICATION: - Antenne 2 relance la création.

Probable hausse da redevance.

SERVICES ÉCONOMIE

Abonnements 2 11 La restructuration du secteur public italien sous le Carnet 10 feu des critiques. Météorologie 10 12 Autour de la polémique Mots croisés 10 Joxe-Chirac : l'aménage

ment du territoire par le mauvais bout de la lorgnette. - Revue des valeurs. 13 Crédits, changes

TÉLÉMATIQUE

Jouez avec le Monde (RI) • La messagerie internatio 36-15 tapez LM

• Le mini-journal de rédaction JOUR Admission aux grandes écoles ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

ESPAGNE: la lutte contre le terrorisme de l'ETA

Madrid attend de Paris de nouvelles formes de coopération

MADRID de notre correspondant

 La collaboration entre l'Espagne et la France dans la lutte contre l'ETA ne changera pas quant au fond, mais ses modalités pourraient se modifier car nous entrons dans une phase différente. - C'est ce qu'on observe aujourd'hui dans les milieux gouvernementaux à Madrid, après les changements qui se sont récemment produits, dans les deux pays, parmi les principaux responsables de la lutte antiterroriste.

4 L'évolution politique de la

Les négociations sur l'avenir de l'Afrique australe.

Cisjordanie.

A Paris, avec le retour de la gauche au gouvernement, M. Joxe a succédé à la tête du ministère de l'intérieur au tandem de MM. Pasqua et Pandraud, qui avaient établi avec leurs homologues espagnols des relations particulièrement étroites. A Madrid, si les socialistes sont restés en place, un syndicaliste, M. Corcuera, a remplacé M. Barrionuevo au ministère de l'intérieur. Mais le secrétaire d'Etat à la sécurité et « numéro 2 » du ministère, M. Vera, principal coordinateur de la lutte antiterroriste, a conscrvé ses

En quelques semaines, M. Joxe s'est rendu à Madrid et MM. Corcuera et Vera sont venus à Paris. Après ces contacts, en quoi les « modalités » de la collaboration vont-elles se modifier ? « Du côté français, l'idée principale consiste aujourd'hui à concentrer la lutte sur les gros bonneis de l'ETA, et non plus sur les seconds couteaux, assure un haut responsable gonvernemental espagnol qui s'occupe directement de ce thès En conséquence, les remises à la frontière par la procédure d'urgence et les rafles passeront dorênavant au second plan. Il est vrai que la plupart des proches de l'ETA qui auraient pu faire l'objet de telles mesures ont quitté le Pays basque et mènent aujourd'hui une vie apparemment normale dans d'autres cones du territoire français.

. Or, observe notre interlocuteur, nous sommes d'accord que le plus important en ce moment est de découvrir les principaux dirigeants

de l'organisation, et surtout deux d'entre eux : José Ternera et Artapalo (pseudonymes, respective-ment, de Jose Antonio Urrutikoetxea et de Francisco Mugica). Les capturer pourrait être aujourd'hui décisif (...). Nous comprenous par-faitement que la police française ne peut pas concentrer tous ses effectifs au Pays basque, car elle doit faire face à d'autres problèmes de sécurité intérieure. En outre, il est vrai que l'ETA prend davantage de mesures de sécurité. Nous savons que les Basques espagnols qui tenient d'entrer en contact en France avec les principaux dirigeants de l'organisation éprouvent chaque fois plus de difficulté. - - L'une de ces mesures de précaution consiste à changer de domicile, poursuit le responsable gouvernemental. Nous disposons d'informations suivant lesquelles plusieurs dirigeants de l'ETA ont quitté le Pays basque français pour s'installer à Paris, où ils disposent de plusieurs apparte-ments et où il est plus difficile de

Les conversations d'Alger

les retrouver. >

Notre interlocuteur considère que l'évolution de la collaboration française dépendra d'un élément-clé : · Il s'agit de savoir si nous reprenons ou non les conversations d'Alger avec l'ETA. Si celle-ci libère Emiliano Revilla [l'homme d'affaires enlevé par l'ETA en février dernier) et si nous pouvons obsenir une garantie fiable qu'elle la durée des conversations, celles-ci pourrout recommencer ».

Et de poursuivre : - Ce que nous attendons du gouvernement françals, dans ce cas, serait différent. Je crois que son rôle serait surtout de faire pression sur l'ETA pour qu'elle respecte la trève, en la menacant de reprendre les expulsions à la frontière si les attentats recommencaient. En outre, dans l'hypothèse où nous parviendrions à Alger à certains accords, la France pourrait nous aider à trouver des pays

d'accueil pour les membres de l'ETA coupables d'assassinats qui ne peuvent pas se réinsérer à court terme dans la société espagnole.

Notre interlocuteur est-il onti miste sur l'avenir des conversations d'Alger? « Je crois qu'elles ne peu-vent pas durer indéfiniment : la société espagnole le comprendrait de plus en plus difficilement si les attentats se poursuivaient et si les morts continuaient à s'accumuler. Mon sentiment, c'est que nous pour rons tenter une fois encore de reprendre les conversations à Alger nais que ce sera la dernière. Si elles échoualent à nouveau, les înterlocuteurs seraient définitivement brûlés et il faudrais alors laisser passer beacoup de temps avant de songer à reprendre ce chemin. -

Les interlocuteurs du gouverne-ment à Alger disposent-ils d'un pouvoir suffisant au sein de leur organi sation? - Il existe actuellement trois pôles au sein de l'ETA; les dirigeants inxtallés en France, ceux d'Algérie et les prisonniers en Espa-gne. Mais les premiers disposent aujourd'hui de 90 % du pouvoir de décision effectif : il y a eu une très forte concentration de pouvoir au sein de l'organisation. Ceux d'Alger ne sont plus que des intermédiaires. Mais ce sont les seuls que nous pouvons rencontrer. »

Comment les conversations futures pourraient-elles se dérou-ler? « Elles devraient être doubles : d'une part, il s'agit d'aborder avec l'ETA les problèmes techniques : calendrier de libération des prisonniers, problèmes des armes, etc. Quant aux problèmes politiques, ils devraient ètre examinés entre partis politiques. Ce pourrait être, dans un premier temps, avec toutes les formations représentées au Pays basque. Je pense que toutes les revendications présentées par l'ETA, même le rattachement de la Navarre au Pays basque ou la reconnaissance du droit à l'autodétermination, pourraient saire l'objet de discussions. Mais au sein des institutions et non pas pistolet en main. .

THIERRY MALINIAK

ÉTATS-UNIS

Choisi pour diriger la campagne de M. Bush

M. Baker secrétaire au Trésor, est remplacé par M. Brady

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a démissionné pour diriger la campagne diectorale du vice-président George Bush. Il sera remplacé par M. Nicholas Brady, a annoncé, le vendredi 5 août, le président Ronald Reagan.

Cette démission était attendue depuis quelque temps, et ne pouvait donc surprendre les milieux financiers. Qui plus est, le remplacement de M. Baker par M. Brady laisse entendre que la politique soutenue par le premier sera poursuivie par le consent de manuel de manu second. Ancien sénateur républicain du New-Jersey, président d'une ban-que d'affaires de New-York, M. Nicholas Brady a été propulsé sur l'avant-scène internationale par le krach d'octobre 1987. C'est lui qui dirigea la commission d'enquête sur les conséquences du krach récla-mée par M. Reagan. Que les conclu-sions de cette enquête n'aient pas entièrement satisfait le président américain n'a pas empéché les milleux financiers d'en apprécier le milieux financiers d'en apprécier la rigueur et l'originalité. Une de ses tâches principales sera de maintenir le calme sur les marchés financiers. Il aura aussi à s'assurer que les difficultés de l'Argentine ne se transforment en nouvelle grave crise de la

C'est précisément sur ce dossier de la dette des pays en voie de déve-loppement que M. Baker aura connu sa plus grande déconvenue. Le plan qu'il avait proposé, à l'automne 1985, de relance des prêts aux pays les plus endettés n'a pas suscité un grand cathousiasme Cependant, M. Baker - qui pour-

rait très bien retrouver son poste si le souvenir de l'habile artisan d'une réforme fiscale sans précédent. Il sut également négocier la baisse du dollar en septembre 1985 avec les ministres des finances des pays industrialisés. On n'oublie pas cependant qu'il laisse derrière lui une situation difficile avec nou seulement l'énorme déficit budgétaire, mais aussi le déséquilibre constant du commerce extérieur. C'est sous la présidence de M. Ronald Reagan que les Etats-Unis sont passés du statut de premier créancier mondial à celui de pays le plus endetté...

DANEMARK

Le paiement d'une taxe sur les intérêts des emprunts déclenche une fronde des contribuables

COPENHAGUE de notre correspondante

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter (conservateur) a brusquement interrompu, mercredi 3 août, les vacances qu'il passait dans sa maison de campagne non loin de la capitale. Après consulta-tion avec les membres de son cabi-

net (tripartite centre-droit), il a convoque le Parlement pour une ses-sion extraordinaire le mardi 16 août. Cette décision, qui n'a pas été prise de plein gré, mais elle s'imposait d'urgence, car quatre des formations de l'oppossition (les sociaux-démocrates, les Socialistes du peuple, le Centre démocrate et le le centre de la constitue de la c Parti du progrès) étaient en train de rassembler à la hâte les soixanterassembler a la nate les solvante-douze signatures de députés exigées par la Constitution pour que la Chambre unique (cent soixante-dix neuf sièges) puisse se réunir en dehors de ses sessions normales. Cette action commune spectaculaire Cette action commune spectaculaire répondait à une agitation croissante des contribuables, agitation prête à se transformer en une véritable fronde. En effet, alors que la plupart d'entre eux s'apprêtaient à prendre le large pour leurs congés annuels (en juillet), ils avaient reça du fisc une notice les invitant à payer, avant le 20 août, la taxe sur les intérêts des le 20 août, la taxe sur les intérêts des emprunts qu'ils avaient contractés dans le passé pour leur consomma-tion privée. Ce nouvel impôt voté en octobre 1986 et s'appliquant à l'année 1987 visait initialement à faire passer aux Danois leur habi-tude désastreuse de tout acheter à

C'était la première fois qu'il evait être payé. Or les responsables des services fiscaux le reconnaissent eux-mêmes, il est en sot source de véritables erreurs, voire de chaos. Parce que le texte qui l'a institué a prévu tonte une série de cas d'espèce, il est apparu trop souvent impossible de distinguer entre les emprunts consacrés uniquement à la consomnation privée et cenx qui entrent dans la catégorie des inves-tissements, les plus malins arrivant, bien sûr, à arranger les choses à leur avantage.

Neuf cent mille personnes sont concernées par cet impôt inédit mais, au 1° août, l'administration fiscale n'avait réussi qu'à expédier sept cent mille lettres aux intéressés (beaucoup de ces missives sont arri-vées en leur absence) les deux cent mille autres étant restées en instance aux fins d'examen plus approfondi.

Face aux protestations innombrables des « victimes » de cette opéra tion, qui intervenait en plein été, plusieurs journaux locaux ont com-mencé à lancer de véritables campagnes incitant à la désobéissance civignes incitant à la désobéissance civi-que, « Ne payez pas ! », écrivait en première page un quotidien à gros tirage de Copenhague. Et de nom-breux articles et lettres de lecteurs sommaient le gouvernement de sup-primer bel et bien cet instrument de torture économique impossible à

Un délai de cinq mois

Le gouvernement a choisi de suivre l'appel des plus modérés. Il a accepte de repousser la date de paie-ment du 20 août 1988 au 20 janvier 1989, un délai qui devrait permettre à chacun, a dit le premier ministre, de clarifier sa situation et de mettre de l'ordre dans ses affaires.

M. Schlüter aurait pu se contenter de parapher un simple décret. Mais il a estimé qu'il était préférable de s'en remettre, pour appuyer cette mesure, au Folketing, qui avait voté, il a deux ans, cette loi si contes-

En principe, cette session extraor dinaire devrait être brève (quelques heures). Il ne faut pes s'attendre qu'elle débouche, comme celle de l'été 1987, sur de nouvelles élections anticipées. Personne, pour l'instant, ne souhaite aller aux urnes, ni à canche, ni à droite. Trois élections générales en un an, ce serait vraiment trop. De surcroît, les sondages, depuis juin, révêlent une montée constante du Parti du progrès qui, depuis quinze ans, s'est fait, avec constance, le pourfendeur musclé de l'hydre fiscale.

Au i= août, des citoyens scrupuleux avaient cependant déjà verse 70 millions de couronnes de cet impôt. Mais le gouvernement compte qu'il devrait lui rapporter en tout 1,8 milliard de couron

CAMILLE OLSEN.

ITALIE

Le juge Domenico Sica est nommé haut-commissaire à la lutte contre la Mafia

ROME

de notre correspondant

Le gouvernement italien a nommé, vendredi 5 août. nn des magistrats les plus respectés du pays, M. Domenico Sica, à la tête du baut-commissariat pour la coordination de la lutte contre la Malia. Il remplace à ce poste M. Pietro Verga, qui part à la retraite.

Cet organisme avait été créé après l'assassinat, en septembre 1982, du préfet de Palerme, le général Alberto Dalla Chiesa, mais il n'a en fait jamais joué de rôle important dans le combat contre Cosa nostra. En choisissant, pour le diriger, un homme connu pour sa rigueur et pour son efficacité, le gouvernement entend répondre à tous ceux qui réclament un engagement plus ferme du pouvoir central contre la

Il s'efforce également de mettre un terme à la polémique déclenchée par la démission du juge Giovanni Falcone et de ses collègues du « pool anti-Mafia » de Palerme, ainsi que par le désaveu que leur a infligé le Conseil supérieur de la magistra-

Actuellement substitut du procureur de la République de Rome, Domenico Sica, cinquante-six ans, a cu, au cours de sa carrière, à enquêter sur quelques-unes des affaires les plus importantes et les plus troubles de l'histoire italienne des dix der-nières années. Considéré comme un expert en matière de terrorisme. ils'est ainsi occupé du meurtre, par les Brigades rouges, du président de la démocratie chrétienne Aldo Moro, en 1978, et de l'attentat meurtrier commis en décembre 1985 par un commando palestinien à l'aéroport de Rome-Fiumicino, mais aussi de la tentative d'assassi

nat du pape Jean-Paul II sur la place Saint-Pierre.

M. Sice a également enquêté sur la loge pseudo-maçonnique P 2 de Licio Gelli ou sur le « détournement » des services secrets italiens par un groupe d'officiers liés à

En revanche, il ne s'est jamais occupé directement d'enquêtes sur la Mafia, un handicap sérieux, quelles que soient ses qualités et son expérience. En fait, les résultats du nouveau haut-commissaire dépendront avant tout des moyens que lui donnera l'Etal.

Durement critiqué ces derniers jours pour son indifférence et sa discrétion, le ministre de l'intérieur, M. Antonio Gava, a affirmé que M. Sica disposerait d'une véritable structure d'enquête et de l'autonoque le haut-commissariat aurait son propre service secret de renseigne-

Scepticisme à Palerme

Pour faire bonne mesure, M. Gava a également annoncé la création d'unités de police judiciaire dans tous les commissariats de Palerme et l'envoi de trois cents fonctionnaires supplémentaires aux services de police judiciaire de la préfecture. Ces derniers s'occuperont de la « micro-criminalité », allégeant ainsi la tâche des unités anti-Mafia.

Mais, dans la capitale sicilienne, le scepticisme domine. Plusieurs responsables politiques locaux rappel-lent l'expérience Dalla Chiesa pour affirmer que la nomination d'une personnalité forte ne sert souvent qu'à couvrir l'absence de moyens véritables.

(Intérim.)

EN BREF

 BELGIQUE ; procès des Cei- Six membres d'organisations terroristes d'extrême gauche accusés d'avoir organisé une campagne d'attentats en 1985 comparaîtront devant la cour d'assise de Bruxelles le 26 septembre. Quatre suspects — Pierre Carette, Didier Chevolet, Pas-cale Vandegeerde et Bertrand Sas-soye — appartiendraient aux Cellules communistes combattantes (CCC), qui ont revendiqué vingt et un atten tats à la bombe. Deux autres pré-venus - Luc Van Acker et Chantal Paternostre - du Front révolution naire d'action prolétarienne (FRAP) sont accusés d'avoir commis trois attentats à la bombe. - (AFP.)

• ESPAGNE : arrestation du « cerveau » présumé de l'enlève-ment de Mélodie Nakachian. — Le « cerveau » présumé de l'enlèvement. en novembre demier, de la petite Mélodie Nakachian, un truand fran-çais du nom de Jean-Louis Camerini, a été arrêté, le jeudi 4 août, à Barcelone. Il a été appréhendé en compagnie d'un complice qui avait été chargé de louer les appartements où Mélodie Nakachian, la fillette de cinq ans de la chanteuse sud-coréenne Kimera et de l'homme d'affaires libanais Raymond Nakachian, aurait été détenue. D'après la police aspagnole, Camerini projettit diverses opéra-tions, dont un nouvel enlèvement. --

• ÉTATS-UNIS : un Blanc avait l'intention d'assassiner Jesse Jackson. - Un partisan de la suprématie de la race blanche a plaidé coupable, le jeudi 4 août, de tentative d'assassinat du pasteur noir et ancien candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présiden-tielle, Jesse Jackson. Londell Williams, trente ans, avait été arrêté le 13 mai demier avec sa femme, non loin de Saint-Louis (Missouri), après l'enregistrement d'une conversation avec un informateur du FBI qui a permis d'établir que l'accusé projetait de tuer M. Jackson le 4 juillet. -

CDEFGH

• PAKISTAN : assessinat d'un dirigeant chiite pro-iranien. — Le dirigeant chiite pakistanais le plus en vue, Allama Arif al-Husseini, a été iné vendredi 5 août à Peshawar. Agé de quarante-deux ans, il était un partisan déclaré de l'imam Khomeiny. Le président Zia a adressé un appel au calme à la population du pays, qui compte environ 15 % de chiftes. Il a accusé les « ennemis du Pakistan et de l'islam » de vouloir « détruire l'unité et la cohésion nationales ». L'allocation du chef de l'Etat n'a pas empêché que des manife ns de protestations aient lieu dans plusieurs villes du pays. Un deuil national d'une journée a été annoncé pour ce samedi dans tout l'Iran, a annoncé Radio-Téhéran, — (Reuter-

• RFA : Mathias Rust Interdit proviscirement de vol. - Le jeune pilote quest-allemend Mathias Rust s'est vu retirer vendredi 5 août son brevet pour avoir violer les règle-ments nationaux et internationaux de l'aviation. C'est seulement lorsqu'il so sara expliqué sur son vol à Moscou - où il avait atterni avec un monomoteur sur la place Rouge, le 28 mai 1987 - que les autorités prolongeront éventuellement son brevet, a précisé le porte-parole de l'Office économique de Hambourg. -

· Reddition de preneurs d'otages à la prison de Karlsruhe. - Une intervention éclair des forces spéciales de police a mis fin sans effusion de sang, dans la soirée du vendredi 5 août, à une prise d'otages qui avait débuté dans l'après-midi à la prison de Bruchsal, près de Karlsruhe. Trois prisonniers armés. réputés dangereux, menacaient d'exécutar un de leurs dix otages si leurs exigences - une voiture, 300 000 marks (environ 1 million de france), un poste de radio et un téléviseur - n'étaient pas setisfaites. La rapidité de l'intervention policière a ampaché les preneurs d'otages d'ouvrir le feu, - (AFP, Reuter.)

Le numéro du « Monde » daté 6 août 1988 a été tiré à 481 01 l exemplaires

A Void (Meuse) Référendum pour les salariés de l'entreprise déménagée

Le maire de Void (Meuse) a décidé d'organiser le lundi 8 août un référendum à l'intention des vingt-trois salariés de l'usine Mécatronic, pour savoir si ces derniers sont favo-rables à la proposition du groupe HPF (Horlogerie, photographie française) de les muter à Bonneville,

L'usine Mécatronic, qui fabrique des composants pour téléphones, avait été déménagée le mardi 2 août. alors que le personnel, en vacances, a'avait pas été informé (le Monde du 5 août). Le matériel avait été transporté au siège d'HPF, dont Mécatronic est une filiale, à Bonne-

Le 5 août, la direction d'HPF a Le 3 aout, la direction d'HPF à écrit aux vingt-trois salariés pour leur proposer de rejoindre Bonne-ville, « sachant que les frais de déménagement afférents à ce déplacement seront pris en charge par la société ». M. Gilbert, le maire UDF de Void, a qualifié l'initiative du groupe de « procédé de pieces». groupe de • procédé de pirates ».

La CGT hostile à Eurodis

neyland. - L'union régionale CGT lle-de-France a affirmé, le 5 août, sa « totale opposition » à la réalisation du perc de loisirs Eurodisneyland à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne) dont les travaux d'aménagement riennent de commencer. « Il est prévu un investissement total de 50 milliards de francs. Prudente, la 30 milliards de francs. Prudente, la 30 ciété américaine Walt Disney n'investit pour l'heure que 450 mil-lions s, déclare la CGT dans un communiqué. « Par contre, poursuit-elle, à ce jour les financements publics de Etat, de la région et des collectivités territoriales représentent 1,6 milliard de francs, auxquels il convient d'ajouter les dégrèvements fiscaux et les prêts bancaires à faible taux d'intérêt. » L'union régionale CGT précise que la réalisation de ce parc est un e mauvais choix a économique, social, culturel et financier. D'après elle, il contribuera à accentuer le « dépérissement économique » de la région tandis que « la précarité et les bas salaires » seront les caractéristiques des emplois.

Le conflit des mineurs de Gardanne

Le ministre de l'industrie est prêt à recevoir les syndicats

Alors que le conflit des mineurs des Houillères de Provence à Gar-danne (Bouches-du-Rhône) est dans l'impasse, M. Roger Fauroux, minis-tre de l'industrie, a fait savoir, dans la soirée du 5 août, qu'il était . pré! à recevoir la direction des Charbonnages de France et successivement les organisations syndicales représentatives concernées, le lundi 8 gout . Le samedi 6 août, M. Francois Duteil, secrétaire de la CGT, a affirmé que la centrale se rendra à cette réunion « avec la volonté de participer à une véritable négoclation ». • Il est hors de question, a-t-il ajouté, de s'en tenir à débattre des seules conditions de la reprise du

La direction des Houissères, nous indique notre correspondant, a accepté par lettre les propositions de reprise faites par la direction des Charbonnages de France, le 27 juillet. Il leur a été versé une avance de 4500 F sur la somme de 13200 F qui doit revenir à chaque mineur de fond (12400 F pour le personnel de jour) reprenant le travail. L'effectif des non-grévistes serait désormais de 1219 soit 70% des 1739 salariés.

Le bureau confédéral de la CGT a décidé d'ouvrir une « souscription nationale - au profit des mineurs en grève afin de leur donner eles moyens de leur lutte ». Il appelle à adresser les versements à son siège de Montreuil ou au syndicat des mineurs CGT de Gardanne. La commission exécutive de la CFDT a réaffirmé - sa solidarité - avec son syndicat local, qui a appelé à la reprise du travail et condampé, en visant la CGT, « des pratiques qui s'éloignent des méthodes d'action d'un syndicalisme démocratique, respectueux de la dignité des per-

and the second of the second ಾರ್ಟ್ ಎಂದರಿಗಳು

1000 PART

5.00 002

3-30 6

1 1- 12 PG **de**

化二十二 医皮肤髓红色

Training on Cuel

Application of the second

telle and the second second

Erent mart a barten

ger and who devan

THE PROPERTY OF THE PARTY OF

gross 3. The entire acc

5 582 Fr. June 18

en itt i i na maan n

P. 18 34 11

ners are no

발표하다

to the state of

SUPPRESENT OF

331 4 --

270 11

Camps in dig notice

effe to think outains THE COURSE sima réte les and the second second つこか付け機能 解 Part mitte guerre 12/11/2011/ST Turt ares p Tital and in our restrate 🍇 📭 🖚 Fight tarte d t **誠**.

si ni maéi**che** s

Prisery 1 Labe per

A transmission of the contraction of the contractio

in Bur in ein an er g

Charle and diplor

ా La d£

0.00000EE

The source or quelos *** correctes, & Maria Committee per per Associated and another a Complete a um question sième South e tinget ence Arrent or a spicers with the sement of Se agonaga - some 77000 2140 HC 37 10 COS

Am de 10555 en Algi the court comm and a test of the organ Fig. taste 4, 5, 5,20ccm Bids Deux Changs a cons 12-16: 26-16 (3) - 4 - 5-168 10 1 03.4.

Boren in an e Min street Liberton Sone E38 2720/271 0 the state of the low Kee Partie Beng de Common de C

er files a constant Common ser a ser a

The Control of the Co By des Electrical Section 19 Mangola et dent la Conte de Mangola de Conte de

display the second of the seco promise 3-5 mer CS - 10 mer 20 ger energe on the opinion to the secretary of the secreta Harris Marie Company of the Company